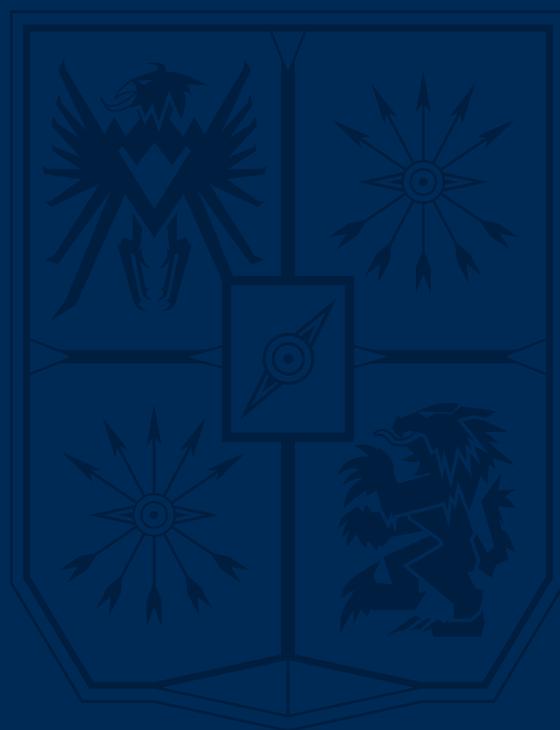




EDMOND
DE ROTHSCHILD



RAPPORT ANNUEL 2019
EDMOND DE ROTHSCHILD (SUISSE) S.A.



EDMOND
DE ROTHSCHILD

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Rapport annuel 2019

Sommaire

5 | Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

- 6 Message des actionnaires
- 9 Message du Comité exécutif

11 | Gouvernement d'entreprise

- 11 Introduction
- 12 Structure du Groupe
et actionariat
- 15 Structure du capital
- 17 Conseil d'administration
- 27 Direction générale
- 34 Rémunérations,
participations et prêts
- 38 Droits de participation
des actionnaires
- 40 Prise de contrôle
et mesures de défense
- 41 Organe de révision
- 42 Politique d'information

43 | Groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Rapport de gestion

- 44 Chiffres-clés
- 45 Rapport
du Conseil d'administration
- 49 Rapport de l'organe de révision
- 51 Bilan consolidé
- 53 Compte de résultat consolidé
- 54 État des capitaux propres
consolidés
- 55 Tableau des flux de trésorerie
consolidé
- 57 Annexe aux comptes consolidés
- 67 Informations relatives au bilan

92 | Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

6 | Message des actionnaires

9 | Message du Comité exécutif

Message des actionnaires

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

L'année 2019 qui avait débuté sous les auspices les plus sombres s'est achevée sur une note nettement plus positive, avec des marchés affichant des performances en forte hausse sur fond de ralentissement de la croissance mondiale et de résultats d'entreprises ne justifiant pas un tel engouement.

L'événement le plus marquant de l'an dernier aura sans doute été la volte-face des banques centrales qui ont repris leurs baisses de taux et leurs achats de titres massifs, masquant la fragilité des fondamentaux de l'économie.

Face au ralentissement de l'économie américaine dans une période préélectorale, à la persistance des tensions sino-américaines et aux inquiétudes géopolitiques, les politiques des banques centrales des pays développés et émergents devraient continuer à être accommodantes en 2020.

L'épisode d'épidémie de Coronavirus qui s'est déclaré en janvier rebat la donne et noircit le tableau d'une année qu'on espérait plutôt neutre. Au-delà de la brusque réaction des marchés, l'épidémie met en avant la forte dépendance de la production des économies américaines et européennes aux décisions unilatérales de la Chine.

En tant qu'actionnaires, 2019 a été marquée par un acte fort : notre famille a souhaité que Edmond de Rothschild redevienne un Groupe à capital 100% familial. Nous sommes convaincus que cet engagement de long terme de notre Famille va permettre au Groupe d'aller plus loin dans notre ambition d'en faire la référence des Maisons d'investissement de conviction.

Nos développements ces dernières années ont tracé la voie.

Convaincus que le monde de demain se prépare aujourd'hui et que la finance a un rôle responsable à jouer, nous avons développé depuis plusieurs années avec succès notre offre en Actifs Réels qui atteint aujourd'hui plus de 16 milliards de CHF.

Notre plateforme immobilière, Edmond de Rothschild Real Estate Investment Management, fait partie de ces expertises reconnues et mobilise les investisseurs autour de stratégies répondant aux nouveaux usages de l'immobilier et respectant les normes écologiques les plus strictes. C'est ainsi que nous avons lancé en 2019 un fonds paneuropéen thématique qui se base sur la conviction qu'il nous faut repenser la logistique urbaine en relation avec le développement du commerce en ligne. Nous gérons aussi un fonds résidentiel de logements abordables au Royaume-Uni avec de forts engagements d'impact social. Enfin, nous avons concrétisé l'acquisition de deux ensembles de taille significative à Berlin et Londres pour y déployer des stratégies de régénération urbaines ambitieuses.

Notre plateforme sur la dette d'infrastructure BRIDGE poursuit sa forte croissance dans le domaine des infrastructures vertes, digitales et sociales et dispose, pour l'une de ses stratégies, d'un label GreenFin qui reconnaît notre engagement et notre crédibilité dans ce domaine. En 2019, BRIDGE a réalisé 15 investissements avec, pour la majorité, une mesure d'impact d'empreinte carbone favorable. Nous avons également été pionniers dans l'investissement dans l'e-mobilité dans le cadre du plan Junker.

Enfin, en 2019, notre plateforme de Private Equity a intégré une nouvelle stratégie spécialisée sur les problématiques de transmission de PME et ETL, alignée à notre ADN d'entrepreneurs. Nous souhaitons continuer à soutenir l'économie réelle avec des solutions pérennes et la totalité de nos 13 stratégies de private equity obéiront à des critères d'investissement responsable dès cette année.

Du côté des actifs liquides, nous continuons à travailler notre typicité en nous concentrant sur les stratégies qui font notre force.

Edmond de Rothschild est l'un des premiers acteurs à s'être engagé dans l'investissement socialement responsable (ISR) et à avoir développé son propre modèle de notation interne. Fort de cette conviction, nous comptons aujourd'hui 10,7 milliards de CHF gérés selon des stratégies d'investissements responsables. Notre Groupe est aujourd'hui le premier acteur à avoir obtenu, en 2019, un label ISR en France pour sa stratégie « global convertibles ». Nous comptons poursuivre le basculement progressif de nos fonds vers des fonds gérés selon des stratégies ISR.

Notre Banque Privée est au contact permanent des Familles et des Entrepreneurs. Nous leur offrons un contenu différenciant qui combine performance financière et impact positif sur le monde, répondant ainsi aux aspirations grandissantes de notre clientèle. Nos clients ont ainsi pu prendre part aux transformations structurelles à l'œuvre dans plusieurs secteurs que ce soit avec notre fonds Big Data qui permet de bénéficier des innovations de rupture ou notre fonds de Private Equity, PEARL, qui accompagne la transition énergétique et environnementale. Notre fonds immobilier SMART Estate, qui repositionne des bâtiments obsolètes en capitalisant sur les nouvelles tendances, a également remporté un vif succès auprès



Ariane de Rothschild
Présidente du Conseil d'administration
du groupe Edmond de Rothschild

de nos clients privés. Enfin, nous avons lancé un nouveau mandat ISR qui répond à cette demande légitime d'impact. Cette dynamique de l'offre a porté ses fruits avec des montants de collecte importants, en particulier en France.

Dans une industrie en profonde mutation, où la technologie prend une part tous les jours plus importante, nous sommes plus que jamais mobilisés pour faire de notre Maison d'investissements de Conviction la référence de notre secteur – reconnue pour sa typicité combinant performance financière et impact sociétal long terme et par l'unicité de ses valeurs humaines.

La façon dont nous exerçons nos différentes activités apporte la preuve de nos valeurs. Elle exprime notre vision de long terme, notre recherche d'impact et démontre notre quête d'excellence dans tout ce que nous entreprenons.

Nous abordons donc cette année 2020 avec la volonté d'en faire une source d'opportunités de croissance pour nos clients que nous remercions pour leur confiance. Nous souhaitons qu'elle soit également une source de motivation et de satisfaction pour nos collaborateurs que nous remercions pour leur engagement.



Benjamin de Rothschild
Président du Conseil d'administration
de Edmond de Rothschild Holding

Message du Comité exécutif

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Tensions géopolitiques, négociations sur le Brexit et guerre commerciale sino-américaine n'ont pas empêché une appréciation de l'ensemble des classes d'actifs en 2019. Les marchés ont bénéficié de la volte-face des banques centrales qui ont repris leurs politiques monétaires accommodantes pour enrayer le ralentissement économique.

L'envolée de 20 % à 30 % des principaux marchés d'actions tient néanmoins davantage au repli des taux d'intérêt qu'aux résultats en demi-teinte des entreprises.

Ces progressions ne doivent faire oublier ni les faiblesses de l'économie mondiale, ni les risques politiques, avec, notamment, la perspective des élections présidentielles américaines le 3 novembre. D'ailleurs les investisseurs se sont montrés très prudents en 2019 et sont restés à l'écart des marchés d'actions, causant une baisse du volume des transactions. En 2020, les marchés ne devraient pas bénéficier d'un afflux de liquidités aussi abondant qu'en 2019. Ils seront moins protégés et davantage livrés à eux-mêmes, comme l'a montré la volatilité générée par l'épidémie de coronavirus Covid-19 depuis les premières semaines de 2020.

Notre scénario de ralentissement de l'économie mondiale a été renforcé par l'impact très négatif de l'épidémie de coronavirus. Même si cette dernière finissait par être contenue, la reprise progressive de l'activité, les soutiens budgétaires et les actions des banques centrales pourraient ne pas suffire pour inverser la tendance structurelle à une moindre activité. D'ailleurs, nos équipes d'investissement estiment que la pression sur les marges des entreprises devrait limiter la hausse des profits et donc, contraindre la performance des marchés d'actions.

Dans un environnement complexe et de plus en plus concurrentiel, nous avons souhaité tout au long de 2019 renforcer notre modèle de Maison d'investissement de convictions et poursuivi notre stratégie, celle d'un groupe ancré dans l'économie réelle et l'investissement d'impact.

Notre encours sous gestion d'actifs réels dépasse désormais les 16 milliards de francs suisses. Regroupée sous la marque unique Edmond de Rothschild Real Estate Investment, notre palette d'expertises en immobilier, devenue incontournable dans toute allocation patrimoniale, continue de s'étendre et de se diversifier pour atteindre 11,4 milliards de francs sous gestion.

Côté dette d'infrastructures, la dernière levée de fonds de notre stratégie Bridge auprès d'investisseurs internationaux a porté à 2,8 milliards de francs suisses les montants gérés. Trajan Capital nous a rejoints en 2019. Nous comptons aujourd'hui treize stratégies de Private Equity dont près de 95 % des encours sont gérés selon des principes d'investissement responsable et nous soutenons des entrepreneurs dans le développement de leur société qu'il s'agisse d'accompagner des problématiques de transmission d'entreprises, de développer les champions africains de demain ou de participer à la dépollution de friches industrielles.

Nos encours en investissements responsables atteignent plus de CHF 10,7 milliards en cumulant nos expertises d'actifs réels et d'actifs liquides.

Si certaines de nos stratégies de gestion active, ont pu rencontrer des difficultés en 2019 en raison des conditions de marché, notre feuille de route est claire et consiste à renforcer nos points d'excellence. D'abord dans l'investissement socialement responsable (ISR), où Edmond de Rothschild Asset Management a annoncé la labellisation ISR du premier fonds français d'obligations convertibles internationales. En ligne avec notre positionnement, nous allons poursuivre l'extension des critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance) à plusieurs de nos fonds déjà existants.

Alors que 11.000 milliards de dollars d'obligations dans le monde sont assorties d'un rendement négatif, nous sommes fiers que l'ensemble de notre gestion obligataire ait été distingué par Quantalys, un acteur majeur du référencement des fonds, tant pour sa qualité que pour la diversité de ses stratégies.

Dans cet environnement assez inédit, la Banque Privée a accompagné ses clients de façon rapprochée pour répondre à leurs préoccupations de préservation et de développement de leur patrimoine via des solutions innovantes comme nos clubs deals en immobilier, nos fonds de private equity à impact, le développement de stratégies qui anticipent les tendances de demain (Big Data, Smart Estate) ou encore notre mandat ISR. Cette approche au plus près de leurs besoins, nous a permis d'enregistrer un dynamisme fort et confirme la valeur ajoutée de notre démarche visant à combiner performance financière et volonté d'agir sur le monde.

En parallèle, nous travaillons à rendre nos organisations plus agiles et plus digitales.

Nous envisageons 2020 avec prudence compte tenu de l'environnement géopolitique et de la forte volatilité des marchés tout en maintenant notre cap. Celui de faire de nous la référence des maisons d'investissements de convictions ; une maison agile, performante, avec de l'impact. Nous nous appuierons pour y parvenir sur l'implication de nos collaborateurs dont la motivation n'a d'égal que l'ampleur des défis qu'ils relèvent chaque jour au service de nos clients.

Nous remercions notre actionnaire pour la confiance qu'il nous accorde, nos équipes pour leur engagement et nos clients pour leur fidélité.

Le Comité exécutif

Gouvernement d'entreprise

11	Introduction	34	Rémunérations, participations et prêts
12	Structure du Groupe et actionariat	38	Droits de participation des actionnaires
15	Structure du capital	40	Prise de contrôle et mesures de défense
17	Conseil d'Administration	41	Organe de révision
27	Direction générale	42	Politique d'information

Le gouvernement d'entreprise

Introduction

La présente section de notre Rapport annuel a été rédigée en conformité avec les exigences légales et réglementaires, notamment le Code suisse des Obligations et la Circulaire FINMA 16/1 « Publication – banques » du 28 octobre 2015 et son Annexe 4 « Gouvernance d'entreprise » (Circulaire FINMA 16/1 « Publication »). Cette Annexe 4 détermine quelles informations doivent être publiées par les banques en matière de gouvernance d'entreprise. La présente section s'inspire également du Code suisse de bonne pratique de la Fédération des entreprises suisses, Economiesuisse, dans sa version révisée de 2016, qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise.

Les principales préoccupations à l'origine des réglementations susmentionnées sont liées à la limitation des risques économiques, ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. La gouvernance d'entreprise est composée d'un ensemble de principes visant à assurer la transparence, la clarté de l'information et l'équilibre entre la Direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnel et l'efficacité.

Les principales informations requises par la Circulaire FINMA 16/1 Publication figurent aux pages suivantes ainsi que dans d'autres chapitres du présent Rapport, qui renvoient au cadre réglementaire interne d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., notamment aux Statuts (les « Statuts ») accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

1. Structure du Groupe et actionnariat

1.1. Structure du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (le « Groupe »)

1.1.1. Présentation de la structure opérationnelle du Groupe

Conseil d'administration

(du 31 décembre 2018 au 26 avril 2019)

Président

Baron Benjamin de Rothschild¹⁾

Vice-Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Tobias Guldemann

Klaus Jenny²⁾

Maurice Monbaron

François Pauly

Philippe Perles

Conseil d'administration*

(à partir du 27 avril 2019)

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild¹⁾

Vice-Président

Benoit Dumont³⁾

Secrétaire

Jean Laurent-Bellue

Membres

Katie Blacklock³⁾

Tobias Guldemann

Maurice Monbaron

François Pauly

Philippe Perles

Comité d'audit et des risques

(au 31 décembre 2019)

Président

François Pauly²⁾

Vice-Président

Benoit Dumont³⁾

Membres

Jean Laurent-Bellue

Tobias Guldemann

Comité de nomination⁴⁾

(au 31 décembre 2019)

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Vice-Président

Jean Laurent-Bellue

Membres

Philippe Perles

Katie Blacklock²⁾

Comité de rémunération⁴⁾

(au 31 décembre 2019)

Présidente

Baronne Benjamin de Rothschild

Vice-Président

Jean Laurent-Bellue

Membres

Philippe Perles

Katie Blacklock²⁾

De plus amples informations concernant le Conseil d'administration peuvent être consultées aux pages 17 et suivantes.

* Ces changements ont été annoncés par communiqué de presse le 13 mars 2019 (www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/communiques-de-presse).

1) La Baronne Benjamin de Rothschild a succédé au Baron Benjamin de Rothschild à la présidence du Conseil d'administration le 27 avril 2019.

2) Jusqu'au 26 avril 2019, François Pauly a succédé à Klaus Jenny à la Présidence du Comité d'audit et des risques et Katie Blacklock a remplacé Klaus Jenny au sein des Comités de rémunération et de nomination.

3) Nouveau membre à compter du 27 avril 2019.

4) À teneur de l'article 3.2.1.2. al. 4 du Règlement d'organisation interne, la composition du Comité de nomination est identique à celle du Comité de rémunération.

Comité exécutif

(jusqu'au 13 mars 2019)

Président

Emmanuel Fiévet¹⁾
CEO

Martin Liebi²⁾
Vice-Président
Responsable Banque Privée suisse

Membres

Jean-Christophe Pernollet
Responsable Risques, Legal et Compliance

Sabine Rabald
Directeur général adjoint
Chief Administrative Officer

Cynthia Tobiano
Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits

Comité exécutif*

(du 14 mars au 31 décembre 2019)

Président

Vincent Taupin^{1) 3)}
CEO

Cynthia Tobiano⁴⁾
Deputy CEO, Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits. Responsable Communication et Marketing ad intérim⁴⁾

Membres

Christophe Caspar³⁾
Responsable de l'Asset Management

Pierre-Etienne Durand³⁾
Responsable de la Stratégie

Diego Gaspari³⁾
Responsable des Ressources Humaines

Robert Jenkins⁴⁾
Responsable Communication et Marketing

Michel Longhini²⁾
Responsable de la Banque Privée

Jean-Christophe Pernollet
Responsable Risques, Legal et Compliance

Sabine Rabald
COO, Responsable IT, Opérations et Services Généraux

Audit interne

Directeur

Emmanuel Rousseau

Organe de révision

PricewaterhouseCoopers S.A.

De plus amples informations concernant le Comité exécutif peuvent être consultées aux pages 27 et suivantes.

* Ces changements ont été annoncés par communiqué de presse le 13 mars 2019 (www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relations-investisseurs/communiqués-de-presse).

1) Jusqu'au 13 mars 2019. Emmanuel Fiévet a été remplacé dès le 14 mars 2019 par Vincent Taupin, Directeur général d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

2) Jusqu'au 13 mars 2019. Les fonctions de Martin Liebi ont été reprises ad intérim par Vincent Taupin, jusqu'à l'arrivée de Michel Longhini le 1^{er} novembre 2019.

3) Nouveau membre à compter du 14 mars 2019.

4) Jusqu'au 31 décembre 2019. Cynthia Tobiano a repris les fonctions de Robert Jenkins ad intérim à compter du 1^{er} janvier 2020.

1.1.2. Structure juridique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est une société anonyme de droit suisse et une banque autorisée, au sens de l'Art. 3 de la loi fédérale sur les banques (LB) du 8 novembre 1934, soumise, à la supervision de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. était une société cotée à la bourse suisse jusqu'au 26 août 2019 (dernier jour de négoce). Par décision du 16 août 2019, SIX Exchange Regulation AG a admis la requête de décotation déposée par Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. dont les actions au porteur ont été radiées de la cotation le mardi 27 août 2019. Ces faits ont été annoncés par communiqué de presse le 19 août 2019 (www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/reactions-investisseurs/communiqués-de-presse).

1.1.3. Structure juridique du Groupe

Les sociétés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., consolidées par intégration globale, sont indiquées en pages 71 à 74 du présent Rapport.

1.2. Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote

	2019			2018		
	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)	Nominal (en milliers CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
1.2 Participants significatifs et groupe de participants liés par des conventions de vote						
Actionnaires importants						
Edmond de Rothschild Holding S.A. ¹⁾	58'302,5	99,3	99,7	37'836,0	84,1	87,9
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.	206,0	0,4	0,2	4'336,5	9,6	9,9

1) La totalité du capital-actions d'Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild ou des employés du Groupe. La Baronne Edmond de Rothschild détient 16,90% du capital (6,77% des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 65,94% (89,84% des voix).

1.3. Participations croisées

Aucune participation croisée n'existe à ce jour.

2. Structure du capital

2.1. Capital social

	2019		
	Valeur nominale (milliers CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers CHF)
2.1 Capital social			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	18'000	180'000	18'000
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 500.- nominal	17'494	34'987	17'494
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	23'200	46'400	23'200
Total du capital social	58'694		

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a procédé à une réduction du capital d'un montant de CHF 3'800'000 par annulation de 20'000 propres actions nominatives liées d'une valeur nominale de CHF 100 chacune, et de 3'600 propres actions au porteur d'une valeur nominale de CHF 500 chacune, exécutée et inscrite au Registre du Commerce de Genève le 16 juillet 2019. Par ailleurs, Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a procédé à une augmentation du capital par l'émission de 34'987 nouvelles actions, nominatives liées, d'une valeur nominale de CHF 500 chacune, de catégorie B exécutée et inscrite au Registre du Commerce de Genève le 7 août 2019.

2.2. Indications spécifiques concernant le capital autorisé et conditionnel

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ne possède pas de capital conditionnel, ni de capital autorisé.

2.3. Modification du capital social

En milliers de CHF	2019	2018
2.3 Capital social		
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	18'000	20'000
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 500.- nominal	17'494	
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	23'200	25'000
Total du capital social	58'694	45'000

2.4. Actions et bons de participation

Les 180'000 actions de catégorie A de CHF 100, nominatives, à droit de vote privilégié, liées selon les Statuts, les 34'987 actions ordinaires de catégorie B de CHF 500, nominatives, liées selon Statuts* et les 46'400 actions de CHF 500, au porteur sont entièrement libérées.

Les actions nominatives de catégorie A bénéficient de droits sociaux privilégiés en ce sens qu'à l'Assemblée générale, chaque action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (Art. 15 al. 1 des Statuts*). Toujours en matière de

droits sociaux, l'article 18 des Statuts* prévoit à son alinéa 3 que chaque groupe d'actionnaires (actions au porteur et nominatives) a le droit d'exiger un représentant au moins de son choix au Conseil d'administration. Cette clause reprend l'article 709 al. 1 du Code des Obligations qui prévoit que s'il y a plusieurs catégories d'actions, les Statuts* assurent à chacune l'élection d'un représentant au moins au Conseil d'administration. Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de participation.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

2.5. Bons de jouissance

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

2.6. Restrictions de transfert et inscriptions des « nommées »

2.6.1. Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

Au terme de l'article 6 al. 5 des Statuts*, le Conseil d'administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci, en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial. Le Conseil d'administration peut par ailleurs refuser l'inscription au registre des actions si l'acquéreur ne déclare pas expressément qu'il reprend les actions à son propre nom et pour son compte propre (Art. 6 al. 6 des Statuts*). Le Conseil d'administration peut enfin refuser l'inscription au registre des actions en offrant à l'aliénateur de reprendre les actions transférées pour le compte de la société, pour le compte d'autres actionnaires ou pour le compte de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête d'inscription (Art. 6 al. 8 des Statuts*).

Lorsque des actions nominatives sont acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, le Conseil d'administration ne peut refuser l'inscription au registre des actions que s'il offre de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle (Art. 6 al. 7 des Statuts* et Art. 685b al. 4 du Code des obligations).

2.6.2. Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

2.6.3. Admissibilité des inscriptions de « nommées »

Selon l'article 6 des Statuts*, il n'existe pas de clauses de pourcentage ni de dispositions statutaires dérogeant aux règles mentionnées au point 2.6.1. en lien avec l'inscription de « nommées ».

2.6.4. Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives (Art. 6 des Statuts*) doit être approuvée au minimum par deux tiers des voix représentées à l'Assemblée générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées (Art. 15 al. 6 des Statuts* et Art. 704 al. 1 ch. 3 du Code des obligations).

2.7. Emprunts convertibles et options

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/rerelations-investisseurs/informations-générales.

3. Conseil d'administration

3.1. Membres du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration comprend huit membres au 31 décembre 2019, qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains administrateurs ont exercé une fonction de direction dans le Groupe.

Baron Benjamin de Rothschild¹⁾

Président, Français, 1963

Formation

1984 Master en Business and Management, Peperdine University, California (US)

Parcours professionnel

1985 BP, Londres
1985-1987 Groupe Edmond de Rothschild, Genève et Paris
1989 Président
Fondation de la Compagnie Benjamin de Rothschild

Fonction actuelle

depuis 1997 Président du Conseil d'administration d'Edmond de Rothschild Holding S.A.

Mandats d'administrateur

Président du Conseil d'administration de :

- Edmond de Rothschild Holding SA
- Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.¹⁾ (jusqu'au 26 avril 2019)
- Edmond de Rothschild S.A.
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A.
- The Caesarea Edmond Benjamin de Rothschild Development Corporation Ltd (Israël)
- The Edmond de Rothschild Foundation

Membre du Conseil d'administration de :

- La Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild S.A.
- La Compagnie Vinicole Baron Edmond de Rothschild S.A.
- La Compagnie Générale Immobilière de France (Cogifrance)
- EBR Ventures

Président du Conseil de surveillance de :

- Edmond de Rothschild (France)
- SFHM

Membre du Conseil de surveillance des Domaines Barons de Rothschild (Lafite)

Baronne Benjamin de Rothschild

Présidente¹⁾, Française, 1965

Formation

1984 Baccalauréat à Kinshasa - Académie de Nantes
1988 BBA en Finance, Pace University, New York
1990 MBA en Gestion financière, Pace University, New York

Parcours professionnel

1988-1990 Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York
1990-1995 Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe

Fonction actuelle

Présidente du Conseil d'administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.¹⁾

Mandats d'administrateur

Présidente du Conseil de surveillance d'Edmond de Rothschild Asset Management (France) (jusqu'au 14 mai 2019)

Présidente des Comités de rémunération et de nomination d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Présidente du Conseil d'administration de :

- Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
- Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA
- Administration et Gestion SA

Vice-Présidente du Conseil d'administration de :

- Edmond de Rothschild Holding SA
- Edmond de Rothschild S.A.
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA

Vice-Présidente du Conseil de surveillance de :

- Edmond de Rothschild (France)
- Edmond de Rothschild Heritage (SFHM)

Membre du Conseil d'administration de :

- Baron et Baronne Associés (holding de la S.C.B.A. Société Champenoise des Barons Associés)
- Edmond de Rothschild Private Equity S.A.
- Amdocs Limited (USA)

Secrétaire générale du Collège des fondateurs de l'OPEJ

1) Jusqu'au 26 avril 2019. La Baronne Benjamin de Rothschild a succédé au Baron Benjamin de Rothschild à la présidence du Conseil d'administration le 27 avril 2019. Avant cette date, elle occupait la fonction de Vice-Présidente.

Benoit Dumont¹⁾

Vice-Président, Belge, 1952

Formation

1974	Diplôme d'ingénieur commercial, Ecole de Commerce Ernest Solvay, Université Libre de Bruxelles
1984	Master Finance et Economie, Ecole de Commerce Ernest Solvay, CEPAC, Université Libre de Bruxelles

Parcours professionnel

1977-1980	J.P. Morgan, Bruxelles
1980-1995	Euroclear Operation Center, Bruxelles
1995-1999	J.P. Morgan, New York
1999-2007	J.P. Morgan Suisse SA, Genève, CEO

Mandats d'administrateur

depuis 2005	J.P. Morgan Private Bank Funds, Luxembourg Membre du Conseil d'administration
depuis 2007	J.P. Morgan Suisse SA, Genève Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2013	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny SA Membre du Conseil d'administration, du Comité d'audit et du Comité de rémunération
depuis 2013	Edmond de Rothschild Holding SA Membre du Conseil d'administration
depuis 2014	Equatex S.A., Zurich Vice-Président du Conseil d'administration Président du Comité d'audit, des risques et de conformité
depuis 2016	British School de Bruxelles Membre du Conseil des Trustees
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ¹⁾ Vice-Président du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques

Jean Laurent-Bellue

Secrétaire, Français, 1951

Formation

1974	Institut d'Études Politiques de Paris
1975	Licence es Lettres et Maîtrise de droit
1977	MBA HEC

Parcours professionnel

1978-1980	Groupe Compagnie du Midi, Attaché de Direction
1980-1987	Institut de Développement Industriel (IDI), contrôleur de gestion puis chargé de mission sur des dossiers de prises de participations industrielles et de gestion de portefeuilles de participations
1987-1999	Groupe Crédit Commercial de France : différentes fonctions dans les métiers de Corporate Finance et de Private Equity : - 1987-1999 : Responsable des opérations d'investissement - 1993 : Directeur général de Nobel, Directeur Central du CCF et membre du Comité de Direction de la Banque - 1994-1998 : Responsable du Corporate Finance, à Paris et à Londres (Charterhouse Bank) - 1998-1999 : Responsable du Private Equity, à Paris et à Londres (Charterhouse Development Capital)
2000-2004	Groupe Crédit Lyonnais, membre du Directoire
2004	Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Membre du Directoire, Edmond de Rothschild Corporate Finance, Président du Directoire
2009-2011	Directoire de la Compagnie Financière Saint Honoré en tant que Secrétaire général et Président du Conseil de surveillance d'Edmond de Rothschild Corporate Finance
2011-2013	Directeur général d'Edmond de Rothschild Holding S.A.
2011-2017	Secrétaire général Groupe

Mandats d'administrateur

depuis 1999	KPMG Associés, Paris Membre du Conseil de surveillance
depuis 2005	KPMG S.A., Paris Membre du Conseil de surveillance
depuis 2011	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre et Secrétaire du Conseil d'administration, Membre du Comité d'audit et des risques et Membre des Comités de rémunération et de nomination (Vice-Président dès 2019)
depuis 2011	Edmond de Rothschild S.A. Membre du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit et des risques (depuis 2015)
depuis 2011	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance et Président du Comité d'audit (depuis 2015)
depuis 2014	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Pregny S.A. Membre du Conseil d'administration
depuis 2014	Fondation Actions-Addictions Membre du Conseil d'administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild Holding SA Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques et Vice-Président du Comité de rémunération et de nomination
depuis 2015	Rotomobil - Membre du Conseil d'administration
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Monaco) Vice-Président du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit et des risques

1) À compter du 27 avril 2019.

Katie Blacklock¹⁾

Membre, Britannique, 1973

Formation

1991	Huddersfield New College
1996	Jnt Hons French & German 2 :1 Queen's College - Oxford
1999	PGDip en analyse d'investissements University of Stirling

Parcours professionnel

1996-2000	Stewart Ivory, Gérant de portefeuille
2000-2003	American Express Asset Management, Gérant de portefeuille
2003-2011	Nevsky Capital, Co-Fondatrice d'un fonds EM Hedge Fund de \$7Mds
2011	Sloane Robinson, Consultant

Mandats d'administrateur

2015-2019	The Power to Change Directeur du Conseil d'un trust de \$150M
2012-2014	Resolution Foundation Membre du Conseil
2012-2018	Wellbeing of Women Comité d'Investissement
2015-2018	Social Finance Directeur du Conseil
depuis 2016	Edmond de Rothschild Holding SA Membre du Conseil d'administration
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Membre du Conseil de surveillance Membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) Membre du Conseil d'administration
depuis 2019	Sarasin & Partners' Climate Active Directeur du Conseil
depuis 2019	M&G plc With Profits Committee Directeur du Conseil
depuis 2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ¹⁾ Membre du Conseil d'administration, du Comité de rémunération et du Comité de nomination

Tobias Guldemann

Membre, Suisse, 1961

Formation

1976-1980	Ecoles à Zurich
1980-1986	Licence en Sciences économiques Université de Zurich, Suisse
1986-1990	Doctorat à l'Université de Zurich, Suisse. "Planification pour l'audit interne des banques orientée risque"

Parcours professionnel

1980-1986	Travaux réguliers à temps partiel en tant que programmeur commercial (solutions informatiques pour des PME)
1986-1990	Auditeur du système informatique, Département Audit Interne, Credit Suisse, Zurich
1990-1996	Directeur, différentes fonctions dans la division de négoce (produits dérivés, nouvelles émissions, trésorerie mondiale), Credit Suisse, Zurich
1998-2004	Directeur adjoint des risques, Credit Suisse Group AG, Zurich
2002-2004	Directeur de la gestion des risques stratégiques, Credit Suisse, Services financiers, Zurich
2005-2006	Membre du Conseil d'administration et du Comité risques, Winterthur Insurance
2006-2009	Directeur de la gestion des risques stratégiques de la banque privée, Credit Suisse AG
2002-2013	Membre du Conseil d'administration de CSI / CSSEL
2004-2013	Directeur des risques et membre du Conseil Exécutif, Credit Suisse AG, Zurich
2015-2016	Auditeur principal indépendant pour l'audit spécial sur le programme d'assainissement d'UBS lié à sa manipulation du marché des changes, FINMA

Mandats d'administrateur

depuis 2005	Fondation Hans Huber, Bâle Membre du Conseil de surveillance
depuis 2007	Fondation S. Eustachius, Winterthur Membre du Conseil de surveillance
depuis 2010	Musée des arts de Winterthur Membre du Conseil de surveillance (Président depuis 2016)
depuis 2015	Fedafin AG Président et Membre du Conseil d'administration
depuis 2016	Edmond de Rothschild Holding SA Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
2016-2019	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit et des risques Vice-Président du Conseil d'administration
2017-2019	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2017	Commerzbank AG, Francfort Membre du Comité de surveillance Président du Comité d'audit
depuis 2018	

1) À compter du 27 avril 2019.

Maurice Monbaron

Membre, Suisse, 1946

Formation

1965	Diplôme de commerce École de Commerce, Neuchâtel
1965-1966	Employé service ventes, Montres Cortébert, Bienne
1968	Baccalauréat ès sciences commerciales, Collège de Fribourg
1972	Licence HEC, Université de Lausanne

Parcours professionnel

1972-1988	American Express Bank (Switzerland) AG, analyste crédits commerciaux et exploitant banque commerciale à Zurich, Directeur adjoint de la succursale de Genève, Directeur de la succursale de Bâle, Directeur de la succursale de Genève
1988-1990	Directeur général adjoint de la TDB American Express Bank à Genève et membre de la Direction générale
1990-2005	Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Directeur général adjoint dès 1992, Directeur général dès 1996, Responsable Private Banking International pour le groupe Crédit Lyonnais

Mandats d'administrateur

depuis 1992	CCI France Suisse Membre du Conseil d'administration Président du Conseil d'administration
2008-2013	Hôtel Royal SA, Crans-Montana Membre unique du Conseil d'administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'audit et des risques
2013-2019	Hôtel Royal SA, Crans-Montana Président du Conseil d'administration

Klaus Jenny¹⁾

Membre, Suisse, 1942

François A. Pauly

Membre, nationalité luxembourgeoise, 1964

Formation

1984-1987	ESCP Europe, Paris, Oxford, Berlin
-----------	------------------------------------

Parcours professionnel

1987-2004	Dexia Banking Group Senior Management position in Retail, Corporate Banking Deputy CEO Dexia Crediop Italia (2002-2003)
2004-2007	Bank Sal. Oppenheim Jr. & Cie (Luxembourg) SA, CEO Sal Oppenheim International SA Member of the Management Board
2007-2010	Sal. Oppenheim Jr. & Cie SCA, General Manager Board Member of Swiss, Austrian, German banking affiliates
2011	BIP Investment Partners SA, CEO
2011-2014	Banque Internationale à Luxembourg SA (BIL), CEO
2014-2016	Banque Internationale à Luxembourg SA (BIL) Chairman of the Board of Directors

Mandats d'administrateur

depuis 1995	Compagnie Financière La Luxembourgeoise - Chairman
depuis 1995	Lalux Group SA & affiliates
depuis 2004	Cobepa / Cobehold Bruxelles
depuis 2015	IWG Plc Zug
depuis 2015	Castik Capital Partners
2016-2020	Quilvest Wealth Management, Luxembourg
depuis 2016	Edmond de Rothschild Holding SA Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2016	Edmond de Rothschild (Europe) Vice-Président du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit et des risques
depuis 2018	Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques Président du Comité d'audit et des risques ²⁾
depuis 2019	Fondation de Luxembourg
depuis 2019	Membre du Conseil d'administration

1) Jusqu'au 26 avril 2019. Ses données personnelles peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels. (cf page 21 du rapport annuel 2018) ;

2) À compter du 27 avril 2019, François Pauly a succédé à Klaus Jenny à la présidence du Comité d'audit et des risques.

Philippe Perles

Membre, nationalités suisse et française, 1961

Formation

- 1986 Diplôme en sciences commerciales et industrielles,
Université de Genève
- 1994 Centre international d'études monétaires et bancaires

Parcours professionnel

- 1993-1995 Crédit Lyonnais (Suisse) SA, Genève
Membre du Directoire
Membre du Comité d'allocations d'actifs et
d'investissements à Genève pour la politique
d'investissements internationaux de la banque
Gestionnaire de fonds internationaux
- 1995-2000 Beldex SA, Genève, Directeur général, responsable du
développement commercial
- 2000-2003 Sherwood Alliance SA, Genève, Directeur, responsable
du développement commercial et produits
- 2003-2005 Geneva Business Consulting Sàrl, Genève
Directeur associé, responsable du développement
commercial et produits
- 2010-2011 Novel Management Services, Genève
Directeur associé, responsable du développement
commercial et produits
- 2012-2015 Satocao LDA, Sao Tomé-et-Principe,
Fondateur et Directeur général

Fonction actuelle

- depuis 2005 Noveo Conseil SA, Genève, Paris, Londres et
Luxembourg
Fondateur et Directeur associé, responsable du
développement commercial et produits

Mandats d'administrateur

- depuis 2002 Association romande des Intermédiaires financiers
(ARIF)
Membre du Conseil d'administration
- depuis 2015 Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Conseil d'administration
Membre des Comités de rémunération et de nomination
- depuis 2018 Bedrock Holdings SA
Membre du Conseil d'administration
- 2016-2019 Edmond de Rothschild Asset Management (France)
Membre du Conseil de surveillance et
Président du Comité d'audit
- depuis 2017 Edmond de Rothschild Holding SA
Membre du Conseil d'administration
- depuis 2018 Hyposwiss Private Bank Genève SA
Membre du Conseil d'administration
- depuis 2019 Inoks Capital SA
Membre du Conseil d'administration

Aucun membre du Conseil d'administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe.

3.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Conseil d'administration, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 3.1.

3.3. Dispositions statutaires relatives au nombre de fonctions admises

Les Statuts* d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. prévoient un article 19quater concernant le nombre maximum de mandats externes pouvant être exercés par les administrateurs.¹⁾

3.4. Élection et durée du mandat

L'Assemblée générale élit le Président (Art. 9 ch. 3 des Statuts*) et les membres du Conseil d'administration (Art. 9 ch. 2 des Statuts*). La durée des fonctions des administrateurs est d'un an, quel que soit l'âge de l'administrateur, s'achevant à la fin de l'Assemblée générale ordinaire qui suit leur élection (Art. 19 al. 1 et 19bis al. 2 des Statuts*). Une réélection est toutefois possible. Le Règlement d'organisation interne de la Banque (« Règlement interne »), à son article 3.1.1.2, prévoit une limite d'âge, pour être élu en tant qu'administrateur, fixée à 75 ans le jour de leur élection.

La Banque prévoit également dans ses Statuts* que les membres du Comité de rémunération sont élus individuellement pour un mandat d'un an, comme le sont le Président et les membres du Conseil d'administration.

L'âge moyen des administrateurs est de 60 ans au 31 décembre 2019.

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'administration est la suivante :

Administrateurs	Membre du CA depuis :	Fin du mandat :
Baron Benjamin de Rothschild	1985	2019 ²⁾
Baronne Benjamin de Rothschild	2009	2020
M. Benoit Dumont [#]	2019 ³⁾	2020
Mme Katie Blacklock [#]	2019 ³⁾	2020
M. Jean Laurent-Bellue [#]	2011	2020
M. Tobias Guldemann [#]	2016	2020
M. Klaus Jenny [#]	2010	2019 ²⁾
M. Maurice Monbaron [#]	2013	2020
M. François Pauly [#]	2018	2020
M. Philippe Perles [#]	2015	2020

[#] Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire – FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques » au 31 décembre 2019.

3.5. Organisation interne

Le Règlement interne actuel de la Banque prévoit notamment ce qui suit :

1. en préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de Maison Mère d'un groupe bancaire et financier, tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque (Art. 2.1. du Règlement interne) ;
2. pour chaque organe, la Banque définit dans ses Statuts* et son Règlement interne les exigences générales de compétences, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance (Art. 22 et 22bis des Statuts* et Art. 1.4. et 3 du Règlement interne) ;
3. la Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire se peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le groupe bancaire et financier, dont elle est la Maison Mère (Art. 3.1.1.7., 3.2.1.6., 3.3.1.6., 3.4.1.5. du Règlement interne) ;

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

1) Lors de la révision des Statuts d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. en 2020, cette règle, découlant de l'ORAb, sera abrogée.

2) Jusqu'au 26 avril 2019.

3) À compter du 27 avril 2019.

4. tant pour elle-même que pour le groupe bancaire et financier, dont elle est Maison Mère, la Banque dispose d'un Comité d'audit et des risques et d'un Audit interne, dont les tâches et les compétences sont définies dans le Règlement interne aux articles 3.3.2. et 4.2. Elle dispose également, d'une fonction Compliance et d'une fonction Contrôle et Gestion des risques (Art. 2.3.1. et 3.1.2 du Règlement interne) ;
5. la Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting (Art. 3.4.2. III. du Règlement interne), ainsi que de gestion des risques (Art. 2.3.1., 3.1.2., 3.3.2., 3.4.2. IV. du Règlement interne) ;
6. enfin, dans un document annexé au Règlement interne, le Conseil d'administration de la Banque définit les compétences en vigueur en matière de crédits attribuées aux organes, ainsi qu'au Comité des Crédits et aux responsables du Département concerné et à ses subordonnés.

3.5.1. Répartition des tâches au sein du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, qui se compose de huit membres au 31 décembre 2019, est présidé par la Baronne Benjamin de Rothschild. Depuis le 27 avril 2019, Messieurs Benoît Dumont et Jean Laurent-Bellue occupent respectivement les fonctions de Vice-Président et de Secrétaire. La composition complète du Conseil d'administration apparaît en page 12. Le Conseil d'administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents (art. 3.1.1.3. du Règlement interne et 20 des Statuts*). En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante (Art. 20 des Statuts*). À titre exceptionnel, les décisions du Conseil d'administration peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.1.1.3).

Le Président du Conseil a les devoirs et les prérogatives prévus dans la loi, les Statuts* et le Règlement interne (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

Le Président doit être informé régulièrement par le Président du Comité exécutif ou le Vice-Président sur la marche des affaires et la situation de la Banque et de ses filiales (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

Si le Président du Comité exécutif et/ou le Vice-Président hésitent à considérer une affaire comme étant de la compétence dudit Comité, ils soumettent la question au Président du Conseil, qui décide si l'affaire est du ressort du Comité exécutif ou du Conseil (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

En cas d'absence du Président, ses fonctions sont exercées par le Vice-Président du Conseil ou, à défaut, par le doyen d'âge (Art. 3.1.1.9. du Règlement interne).

3.5.2. Composition, attributions et délimitation des compétences de tous les comités du Conseil d'administration

Conformément aux Statuts* et au Règlement interne de la Banque lui permettant de constituer en son sein divers comités auxquels il peut confier des tâches de surveillance ou de direction supérieure, le Conseil d'administration dispose d'un Comité d'audit et des risques, d'un Comité de rémunération et d'un Comité de nomination.

Le Comité d'audit et des risques

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'administration a délégué au Comité d'audit et des risques, composé d'au minimum trois membres tous issus du Conseil d'administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'administration en vue de superviser les activités de l'Audit interne, de la fonction compliance et de la fonction de contrôle et de gestion des risques. Le Conseil d'administration a désigné quatre de ses membres, soit François Pauly (Président), Benoît Dumont¹⁾ (Vice-Président), Jean Laurent-Bellue et Tobias Guldemann, pour faire partie du Comité d'audit et des risques. Par ailleurs, Madame Fabienne Thionnet-Chevrier, avocate, exerce les fonctions de Secrétaire hors Comité.

Les membres précités répondent tous aux exigences d'indépendance, au sens de la circulaire FINMA 2017/01, cm 17, et présentent les compétences et l'expérience nécessaires.

1) À compter du 27 avril 2019.

Le Comité de rémunération et le Comité de nomination

En vertu des Statuts* (Art. 22bis) et du Règlement interne (Art. 3.2.1.1.), le Conseil d'administration a délégué au Comité de rémunération, composé d'au minimum trois membres, tous issus du Conseil d'administration et élus par l'Assemblée générale, une partie de ses pouvoirs, dont (i) établir un règlement sur la rémunération, (ii) approuver l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque, (iii) après consultation du CEO, faire des propositions au Conseil d'administration quant aux rémunérations des membres du Comité exécutif et (iv) soumettre des propositions au Conseil d'administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des comités du Conseil d'administration. Les propositions portant sur les rémunérations visées aux chiffres (iii) et (iv) sont arrêtées par le Conseil d'administration puis soumises à l'approbation de l'Assemblée générale sous forme de vote (art. 9 ch. 6 et 7 des Statuts*).

En 2019, l'Assemblée générale a élu quatre membres, soit la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), Monsieur Jean Laurent-Bellue (Secrétaire), Monsieur Philippe Perles et Madame Katie Blacklock¹⁾, pour faire partie du Comité de rémunération.

Le Comité de nomination, quant à lui, est chargé de préavisier le Conseil d'administration concernant la nomination et la révocation des administrateurs, des membres du Comité exécutif et des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque.

La composition du Comité de nomination est identique à celle du Comité de rémunération selon l'article 3.2.1.2 du Règlement interne.

Les compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) des Comités précités figurent dans le Règlement interne et les Statuts*.

3.5.3 Méthode de travail du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit périodiquement et tient si nécessaire des séances extraordinaires. En 2019, le Conseil d'administration s'est réuni huit fois. La durée moyenne des séances du Conseil d'administration est d'une demi-journée. Le Conseil d'administration de la Banque opère sur la base de dossiers préparés par son Secrétariat. Les séances du Conseil d'administration font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés conjointement par le Président et le Secrétaire. Elles se déroulent, en principe, selon un ordre du jour fixe qui couvre notamment les sujets suivants :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente ;
2. Intervention de la Présidente du Conseil d'administration ;
3. Rapport d'activité du CEO ;
4. Rapport d'activité du Deputy CEO & CFO ;
5. Rapport d'activité du Responsable de la Banque Privée ;
6. Rapport d'activité du Responsable de l'Asset Management ;
7. Rapport d'activité du COO ;
8. Rapport du Responsable Risques, Legal & Compliance ;
9. Rapport du Comité d'audit et des risques ;
10. Rapport du Comité de rémunération ;
11. Intervention des administrateurs indépendants ;
12. Divers.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

1) À compter du 27 avril 2019, en remplacement de Klaus Jenny.

3.6. Compétences

Le Conseil d'administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des Statuts*, il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales.

Il dispose notamment des attributions inaliénables et intransmissibles mentionnées à l'article 22 des Statuts*, soit : a) examiner et préparer les propositions à soumettre à l'Assemblée générale et exécuter ses décisions ; b) édicter les instructions et règlements d'organisation nécessaires concernant la gestion de la Banque et la délimitation des compétences des différents organes ; c) décider de toutes les affaires qui, selon le règlement interne, sont réservées à la compétence du Conseil d'administration ; d) nommer et révoquer les membres du Comité exécutif et les personnes chargées de la gestion et de la représentation de la société ; e) désigner l'institution de révision prévue par la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne ; f) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier et établir le rapport de gestion ; g) examiner les rapports de révision de l'institution de révision ; h) statuer sur toutes les affaires qui, d'après la loi et les Statuts*, n'entrent pas dans les compétences de l'Assemblée générale ou d'un autre organe ; i) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les Statuts*, les règlements et les instructions données ; j) informer la FINMA en cas de surendettement ; k) établir le Rapport de rémunération.¹⁾

Outre les attributions qui sont définies à l'article 22 des Statuts*, le Conseil est compétent pour décider de toutes les affaires qui lui sont réservées à l'article 3.1.2 du Règlement interne, notamment (i) la définition des objectifs de la politique générale et de la stratégie, (ii) l'organisation, l'administration, la surveillance et le contrôle du groupe EdR (Suisse), (iii) la constitution, l'acquisition, la liquidation et la vente de sociétés filiales et/ou de participations, (iv) la désignation des candidats au poste de Président et membres du Conseil d'administration à proposer pour élection à l'Assemblée générale, (v) la nomination, la révocation et la détermination de l'étendue des pouvoirs des membres du Comité exécutif, ainsi que des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque, (vi) la nomination et la révocation du responsable de l'Audit interne de la Banque, sur préavis du Comité d'audit et des risques, (vii) l'approbation des budgets de la Banque et du groupe EdR (Suisse), (viii) l'approbation des comptes annuels de la Banque et des comptes consolidés du groupe EdR (Suisse) et leur soumission à l'Assemblée générale en vue de leur adoption, ainsi que la proposition d'affectation du résultat, (ix)

la planification des fonds propres et des liquidités de la Banque et du groupe EdR (Suisse), (x) l'instauration et la surveillance d'un système de contrôle interne approprié, (xi) l'approbation du Plan d'audit de l'Audit interne après examen par le Comité d'audit et des risques, (xii) la surveillance des communications légales et réglementaires à la FINMA, à la Banque Nationale Suisse (BNS et aux autres autorités, (xiii) l'octroi de crédits ou des engagements lorsqu'ils dépassent les compétences du Comité exécutif, (xiv) l'approbation de l'introduction ou du retrait de demandes judiciaires, des transactions judiciaires ou extrajudiciaires lorsqu'elles dépassent les compétences du Comité exécutif, (xv) le provisionnement de toute perte potentielle qui dépassent les compétences du Comité exécutif, (xvi) l'externalisation de toute fonction essentielle, au sens de la réglementation FINMA sur l'outsourcing.

En s'appuyant sur ses Comités, le Conseil est ainsi compétent, selon l'article 3.1.2 du Règlement interne, pour fixer la stratégie générale de la Banque et du Groupe, arrêter les principes d'organisation, de management et de contrôle et veiller à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forment le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Le Conseil d'administration a délégué au Comité exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (*voir chapitre 4*).

Les compétences du Conseil d'administration et de ses Comités sont clairement définies dans les Statuts* et le Règlement interne de la Banque.

En outre, la surveillance consolidée des activités du Groupe EdR est déléguée à EdR (Suisse), conformément à la décision du Conseil d'administration d'EdR (Holding) S.A. depuis le 26 avril 2019. Dans ce cadre les tâches et responsabilités de la haute direction au sens de la « Circulaire FINMA 2017/01 Gouvernance d'entreprise – banques » est déléguée au Conseil d'administration d'EdR (Suisse) et les tâches et responsabilités de la Direction au Comité exécutif d'EdR (Suisse). Edmond de Rothschild Holding SA demeure en charge de la supervision de cette délégation de la surveillance consolidée des activités du groupe EdR.

1) Lors de la révision des Statuts d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. en 2020, cette obligation, découlant de l'ORAb, sera abrogée.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/rerelations-investisseurs/informations-generales.

3.7. Instruments d'information et de contrôle

Description du reporting du Comité exécutif

À chacune des séances du Conseil d'administration, le CEO et / ou d'autres membres du Comité exécutif exerçant les fonctions de Deputy CEO, CFO, Responsables Banque Privée, Asset Management, Risques, Legal & Compliance et COO rendent compte des principales décisions prises par le Comité exécutif, ainsi que des opérations courantes et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil d'administration. Ils n'ont qu'une voix consultative.

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'administration reçoivent à chaque séance, entre autres documents, un rapport d'activité qui inclut notamment les commentaires du Directeur général, les boucllements des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires, ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations (rapport trimestriel finance).

De même, à chaque séance, il leur est mis à disposition un rapport trimestriel sur les risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation (rapport trimestriel sur les risques, rapport semestriel de la fonction compliance et synthèse trimestrielle des risques juridiques, compliance et réputationnels). Le Conseil d'administration a, au surplus, mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 62 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'administration, le Président et le Vice-Président du Comité exécutif tiennent régulièrement informé le Président du Conseil d'administration des principales décisions.

Le Conseil d'administration peut inviter à ses séances d'autres membres du Comité exécutif, des collaborateurs, des membres de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

Description du système de l'Audit interne

Conformément à la loi et à la réglementation applicables (Art. 12 al. 4 OB, Art. 41 al. 7 et 68 al. 4 OEFin, ainsi que 82 et suivants de la Circulaire FINMA 2017/01 « Gouvernance d'entreprise - banques »), le Conseil d'administration dispose

d'une révision interne qui lui est hiérarchiquement rattachée. Le Responsable de l'Audit interne est désigné par le Conseil d'administration sur préavis du Comité d'audit et des risques. Il reporte directement au Comité d'audit et des risques. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le Règlement interne de la Banque, ainsi que dans la Charte de l'Audit interne. L'Audit interne a, par ailleurs, accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées, dont il assure la révision.

Au 31 décembre 2019, l'Audit interne Groupe comprenait 24 personnes, 2 nouveaux collaborateurs sont arrivés dans les premiers jours de janvier 2020.

Il établit, sur une base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'audit et des risques. La liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours est également comprise dans le plan quadriennal résumant par domaine d'activité les interventions prévues.

Ce programme est discuté également avec la société d'audit externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque constatation sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en œuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Comité d'audit et des risques traite les rapports de l'Audit interne en présence du Responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le Responsable de l'Audit interne participe aux séances du Comité d'audit et des risques. Il peut être par ailleurs appelé dans certains cas à participer aux séances du Conseil d'administration. Le Président du Conseil d'administration ou du Comité d'audit et des risques peut lui confier des missions spéciales.

La société d'audit externe établit pour sa part un plan d'audit prudentiel pour chaque exercice qui est soumis au Comité d'audit et des risques pour discussion et mise en œuvre. Le Comité d'audit et des risques a des entretiens réguliers avec les représentants de la société d'audit externe.

Description du système de contrôle et de gestion des risques

Se référer aux pages 62 à 66 du présent Rapport.

4. Direction générale

Le Comité exécutif se compose de huit membres au 31 décembre 2019¹⁾, nommés par le Conseil d'administration. Ses séances sont en principe hebdomadaires. En 2019, il s'est réuni 43 fois. La durée moyenne des séances est d'une demi-journée. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Comité exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité exécutif peuvent également être prises par voie circulaire en la forme prévue par le Règlement interne (Art. 3.4.1.3). Les séances du Comité exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Secrétaire du Comité. Elles se déroulent selon un ordre du jour qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque Département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité exécutif. À l'issue de séances hebdomadaires, ce dernier informe ses collaborateurs des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement ou semestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les Départements et Services concernés, dont les bouclements avec comparaison budgétaire, la présentation des états financiers des différentes entités du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., le rapport trimestriel sur les risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que le rapport semestriel de la Fonction Compliance et la synthèse trimestrielle sur les risques juridiques, compliance et réputationnels. Le Comité exécutif dispose aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous le chiffre 3.7. qu'il s'emploie à perfectionner exercice après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité exécutif a notamment créé les Comités suivants : un Comité de Direction Banque Privée, un Comité de Direction Opérationnel, un Comité de Direction Asset Management, un Comité de Conformité, un Comité des risques, un Comité des Crédits, un Comité Assets Liabilities Management, un Comité d'Ouvertures de Comptes, un Comité de Projet, un Comité de réputation, et un Comité d'Ethique.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux, dont une copie est remise à chaque membre du Comité exécutif, ainsi qu'à l'Audit interne.

Le Comité exécutif peut inviter à ses séances des collaborateurs, des représentants de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

1) Pour la nouvelle composition à compter du 14 mars 2019, se référer à la page 13.

4.1. Membres de la Direction générale

Vincent Taupin¹⁾

Président, Français, 1959
CEO

Formation

Ecole Spéciale des Travaux Publics (ESTP)
Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications (ENST)

Parcours professionnel

1985-1987	Peat Marwick Mitchell & Cie - KPMG, Paris, Consultant	2000-2010	Boursorama, Paris, Président Directeur Général
1987-1988	Tuffier Ravier Py, Paris, Equity Options Manager	2010-2012	Crédit du Nord (Groupe Société Générale), Paris, Directeur Général
1988-1990	Liaud Courtage, Paris, Responsable Département Développement	2012-2014	Alma Consulting Group, Paris, Président
1990-1994	GTI Finance (filiale CIC), Paris, Directeur Général	2014-2019	Président du Directoire d'Edmond de Rothschild (France)
1994-1998	Société Générale, FIMAT SNC, Paris, Directeur Général	2014-2019	Directeur général d'Edmond de Rothschild S.A.
1998-2000	Société Générale, FIMAT, Londres, Responsable zone Europe		

CEO

Président du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2013	Chambre de Commerce et d'Industrie France-Israël - Membre du Conseil d'administration	2016-2019	Edmond de Rothschild Asset Management (France) - Vice-Président du Conseil de surveillance, Membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2013	EDRRIT Limited - Membre du Conseil d'administration	2017-2019	Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) - Président du Conseil d'administration
2014-2019	Edmond de Rothschild Corporate Finance - Président du Conseil de surveillance Représentant permanent d'Edmond de Rothschild (France) au Conseil de surveillance de :	2017-2019	Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA - Président du Conseil d'administration
2014-2019	Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)	depuis 2017	Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited - Membre du Conseil d'administration
2014-2019	Edmond de Rothschild Private Equity (France)	depuis 2018	Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA - Vice-Président du Conseil d'administration
2014-2019	Représentant permanent d'Edmond de Rothschild S.A. au Conseil d'administration de Cogifrance	depuis 2019	EdR (Monaco) - Président du Conseil d'administration et membre du Comité d'audit et des risques
2016-2019	Cleveland - Président du Conseil de surveillance		

1) Dès le 14 mars 2019, Vincent Taupin a succédé à Emmanuel Fiévet à son départ. Vincent Taupin a également assumé, ad intérim, la fonction de Responsable de la Banque Privée, jusqu'à l'arrivée de Michel Longhini le 1^{er} novembre 2019.

Les données personnelles d'Emmanuel Fiévet peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/rerelations-investisseurs/resultats-et-rapports-annuels.

Cynthia Tobiano

Membre, Française, 1976
Deputy CEO

Formation

1994-1996	Institut privé de préparation aux examens et concours de l'enseignement supérieur (IPESUP) de Paris
1996-2000	Master in Business Administration, École supérieure des sciences économiques et commerciales de Paris (ESSEC)
1998	Brandeis University, Boston

Parcours professionnel

2000-2003	Goldman Sachs, Londres, Analyste équipe Fusions & Acquisitions
2003-2006	Goldman Sachs, Paris, Associate équipe Fusions & Acquisitions
2006-2011	Goldman Sachs, Londres / Paris, Vice-Président équipe Fusions & Acquisitions
2011-2013	Edmond de Rothschild (France), Directeur Finance et Développement Membre du Comité de direction et du Comité exécutif

Fonctions actuelles

Deputy CEO d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Membre du Comité exécutif
Responsable de la Finance, de la Trésorerie et des Crédits
Responsable de la Stratégie
Responsable Marketing et Communication *ad intérim*
Directeur général d'Edmond de Rothschild Holding S.A.

Mandats d'administrateur

depuis 2012	Edmond de Rothschild Buildings Boulevard Limited (Israël) Membre du Conseil d'administration
depuis 2013	Edmond de Rothschild (UK) Limited Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques (Présidente depuis 2017)
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Europe) Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2013	Edmond de Rothschild (Israël) Ltd. Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques
depuis 2014	Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA Membre du Conseil d'administration
depuis 2016	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Présidente du Conseil de surveillance (depuis 2019)
depuis 2019	Edmond de Rothschild (France) Membre du Conseil de surveillance

Christophe Caspar¹⁾

Membre, Français, 1971
Responsable de l'Asset Management

Formation

1990-1995	Reims Management School
1996-1999	Royal Holloway, Université de Londres
2002	CFA Charterholder

Parcours professionnel

1999-2005	Russell Investments, Londres, Portfolio Analyst to Portfolio Manager
2006-2008	Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Japan
2008-2009	Russell Investments, Tokyo, Chief Investment Officer for Asia Pacific
2009-2016	Russell Investments, Londres, Global CIO, Multi-Asset Solutions and CIO EMEA
2016-2018	Pictet Bank & Cie SA, Head of Investments, Pictet Wealth Management
2018-2019	Edmond de Rothschild Asset Management, Deputy CEO and Head of Investments
depuis 2019	Membre du Comité exécutif d'Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA

Fonctions actuelles

Responsable de l'Asset Management
Global CEO Asset Management
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Président du Directoire
2019	Edmond de Rothschild Asset Management (France) Président du Conseil de surveillance
depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg) Président du Conseil d'administration
depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Président du Conseil d'administration
depuis 2019	Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA Président du Conseil d'administration
depuis 2019	Edmond de Rothschild SICAV, France Membre du Conseil d'administration
depuis 2019	ERAAM, France Membre du Conseil d'administration
depuis 2019	Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA Membre du Conseil d'administration

1) À compter du 14 mars 2019.

Pierre-Etienne Durand¹⁾

Membre, Français, 1976
Responsable de la Stratégie

Formation

1994	Baccalauréat C (mention bien)
1994-1995	Lycée du Parc, classe préparatoire - Lyon
1995-1998	ESSEC
1997	Kellogg (Northwestern University), échange universitaire en MBA - Chicago
2005	INSEAD, MBA - Fontainebleau

Parcours professionnel

1998-2000	Renault - Londres Contrôleur de gestion
2000-2004	Olivier Wyman - Paris Consultant
2006-2008	Bain & Company - Paris Consultant
2008-2012	Bain & Company - Paris Manager
2013	Bain & Company - Paris Partner

Fonctions actuelles

Responsable de la Stratégie
Membre du Comité exécutif

Diego Gaspari¹⁾

Membre, Argentin et Italien, 1969
Responsable des Ressources Humaines

Formation

1989-1993	Université de Belgrano, Argentine Diplôme en Psychologie
1997-1998	ESEADE, Argentine Master en Administration des affaires
2010	INSEAD, France Diplôme en Business Strategy pour Leader des Ressources Humaines

Parcours professionnel

1993-1995	Bemberg Group, Argentine Programme des Jeunes diplômés
1995-1996	Philip Morris Group - Montheledo, Argentine Chef des relations industrielles
1996-1999	Philip Morris Group - Kraft Argentine, Argentine Chef des relations industrielles
1999-2000	Philip Morris Group - Massalin Particulares, Argentine Manager des relations industrielles
2000-2001	Key Stone Foods - Mc Kein, Argentine Responsable des Ressources Humaines Amérique latine
2001-2005	PSA - Peugeot Citroën, Argentine Responsable des Ressources Humaines
2005-2007	PSA, France Responsable des relations sociales internationales
2007-2010	PSA, France Responsable de la Gestion des talents
2010-2014	Credit Agricole Group - Credit Agricole SA, Suisse Responsable des Ressources Humaines Internationales
2014-2018	Credit Agricole Group - CA Indosuez Wealth Management, Suisse - Responsable des Ressources Humaines

Fonctions actuelles

Responsable des Ressources Humaines
Membre du Comité exécutif

1) À compter du 14 mars 2019.

1) À compter du 14 mars 2019.

Robert Jenkins¹⁾

Membre, Britannique, 1961
Responsable Communication et Marketing

Formation

1974-1980 Royal Grammar School, High Wycombe
1980-1983 University College of Wales, Aberystwyth
BSc(ECON) (Droit et Science politique)

Parcours professionnel

1983-1985 Barclays Bank, Graduate Trainee
1985-1988 Valin Pollen Ltd, Senior Account Executive
1988-1989 Andrew Derrick Ltd, Senior Account Manager
1989-1995 Gavin Anderson & Company, Account Director
1995-1997 Cable & Wireless, Directeur Corporate Affairs,
Lattelekom
1997-2005 Barclays Global Investors, Responsable Corporate
Communication pour l'Europe
2006-2011 BNP Paribas, Responsable Marque et Communication
pour le Royaume-Uni
2011-2016 BNP Paribas Wealth Management, Responsable Global
Marque et Communication

Mandats d'administrateur

depuis 2016 Gitana France SAS

Michel Longhini²⁾

Membre, Français, 1966
Responsable de la Banque Privée

Formation

1988 MBA de l'Ecole de Management de Lyon

Parcours professionnel

1988-1991 BNP Paribas, Paris, Banque Privée, Product Marketing
Support
1991-1994 BNP Paribas, Milan, Banque Privée, in charge of launch
and development
1995-1999 BNP Paribas, Paris, Head of Product and Development
Private Banking Europe
1999-2003 BNP Paribas Private Bank, Paris, Global Head Investment
Services
2003-2005 BNP Paribas Private Bank, Singapore, CEO, South East
Asia Private Bank
2005-2008 BNP Paribas Private Bank, Singapore, CEO, Private Bank
Asia
2008-2010 BNP Paribas, Paris/Luxembourg, CEO Wealth
Management International
2010-2019 Union Bancaire Privée, CEO Banque Privée

Fonctions actuelles

Responsable de la Banque Privée
Membre du Comité exécutif

1) Du 14 mars au 31 décembre 2019.

2) À compter du 1^{er} novembre 2019.

Jean-Christophe Pernollet

Membre, Français, 1966
Responsable Risques, Legal et Compliance

Formation

1986	Bachelor, Institut d'Études politiques de Grenoble, France
1987	Institute of European Studies, Université de Hull, Angleterre
1990	Master in Management - EDHEC Business School, France
1998	U.S. CPA
2002	Senior Executive Program, Columbia Business School, New York

Parcours professionnel

1990-1993	Deloitte & Touche, Paris
1993-1997	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse
1997-1999	PricewaterhouseCoopers New York, USA
1999-2010	PricewaterhouseCoopers Genève, Suisse - Associé dès 2001
2005-2010	PricewaterhouseCoopers - Associé responsable du bureau de Genève
2010-2012	EFG International AG, Directeur financier Membre du Conseil d'administration, Comités audit et risque de EFG Private Bank Limited - Londres
2012-2013	Directeur financier du groupe Edmond de Rothschild
2014-2015	Responsable de l'Audit interne du groupe Edmond de Rothschild

Fonctions actuelles

Responsable Risques, Legal et Compliance
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2014	Swissquote Bank Membre du Conseil d'administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild Real Estate SICAV (ERRES) Président du Conseil d'administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA Membre du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit et des risques
depuis 2015	Swissquote Group Holding Membre du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit et des risques du Groupe
depuis 2015	Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild Président du Conseil de fondation
depuis 2015	Edmond de Rothschild (UK) Limited Membre du Comité d'audit
depuis 2017	Edmond de Rothschild Informatique SA (en liquidation) Administrateur liquidateur
depuis 2018	Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA Membre du Conseil d'administration

Sabine Rabald

Membre, Suisse, 1969
COO, Responsable IT, Opérations et Services Généraux

Formation

1986-1989	Société de Banque Suisse Genève Apprentissage de commerce - CFC de Commerce
-----------	--

Parcours professionnel

1990-1995	Société de Banque Suisse, Genève Gestion des liquidités (1 an) Back-Office dérivés devises (2 ans) + Middle-Office Société de Banque Suisse, Zurich Back-Office dérivés bourse (2 ans)
1995-2014	Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA
1995-1997	Collaboratrice Back-Office
1998-2007	Responsable Back-Office et Contrôle
2007-2013	Directeur Contrôle & Compliance
2014	Présidente du Comité exécutif Directeur du Département Administration / Contrôle & Compliance

Fonctions actuelles

COO, Responsable IT, Opérations et Services Généraux
Membre du Comité exécutif

Mandats d'administrateur

depuis 2014	Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil SA Membre du Conseil d'administration
2015 - 2018	Compagnie Benjamin de Rothschild Management (Luxembourg) S.A. Membre du Conseil d'administration
depuis 2015	Edmond de Rothschild (UK) Limited Membre du Comité d'audit
depuis 2015	Edmond de Rothschild (Europe) Membre du Conseil d'administration Membre du Comité d'audit et des risques
depuis 2016	Edmond de Rothschild (Monaco) Membre du Conseil d'administration Vice-Présidente du Comité d'audit et des risques
depuis 2017	Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) SA Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques Vice-Présidente du Comité d'audit et des risques
depuis 2018	Finhub SA Membre du Conseil d'administration
2016-2019	Nucoro Holdings Limited Membre du Conseil d'administration

4.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Pour connaître les autres activités et les intérêts des membres du Comité exécutif, il convient de se référer à leurs données personnelles apparaissant à la section 4.1.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

5. Rémunérations, participations et prêts

Aperçu

La politique de rémunération d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture et de la nature des activités du groupe Edmond de Rothschild; elle tient également compte des spécificités locales de chaque entité. Elle vise enfin à fidéliser et encourager les collaborateurs à promouvoir le succès du Groupe dans la durée, en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise des risques.

La politique de rémunération du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'inspire des principes de la Circulaire 2010/1 – Systèmes de rémunération, émise par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) tout en respectant les règles locales.

Compétences et procédure de fixation des rémunérations et des programmes de participation

Les règles de compétences en matière de rémunération apparaissent dans les Statuts^{*1}) et le Règlement interne de la Banque.

Le Comité de rémunération dispose des attributions suivantes selon l'article 22bis al. 5 des Statuts^{*1}) :

- Établir et faire approuver par le Conseil d'administration un Règlement sur la rémunération ;
- Approuver annuellement l'enveloppe des rémunérations des collaborateurs de la Banque proposée par le Comité exécutif, à l'exclusion des salaires et des rémunérations variables des membres du Comité exécutif ;
- Approuver les rémunérations des personnes responsables des fonctions de contrôle identifiées par le Président du Comité exécutif (CEO) ;
- Après consultation avec le CEO, faire des propositions au Conseil d'administration quant aux rémunérations des membres du Comité exécutif ;
- Approuver les rémunérations du responsable de l'audit interne et de son adjoint proposées par le Comité d'audit et des risques ; et
- Faire des propositions au Conseil d'administration quant aux rémunérations des administrateurs pour les activités déployées en cette qualité et en qualité de membre des Comités du Conseil d'administration.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-generales

L'Assemblée générale 2019²⁾ a élu quatre administrateurs comme membres du Comité de rémunération pour une durée d'un an, à savoir la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), Monsieur Jean Laurent-Bellue (Vice-Président), ainsi que Madame Katie Blacklock et Monsieur Philippe Perles. Le Comité de rémunération se réunit en principe deux fois par année.

Selon l'article 22 let. a. des Statuts^{*3}), le Conseil d'administration arrête le montant global de la rémunération des membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif en vue de leur soumission à l'Assemblée générale, qui a le droit inaliénable d'approuver les rémunérations susvisées.

Le Conseil d'administration a également la charge d'établir le Rapport de rémunération⁴⁾ (art. 22 let. k des Statuts^{*}).

1) Au cours de l'exercice 2020, les Statuts d'EdR (Suisse) vont être révisés. Les attributions découlant du droit boursier, notamment de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) seront abrogées, Edmond de Rothschild n'étant plus une société anonyme cotée en bourse depuis le 27 août 2019.

2) La compétence de nomination des membres du Comité de rémunération sera réattribuée au Conseil d'administration lors de la prochaine révision des Statuts d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. En conséquence, l'article 22bis des Statuts sera abrogé.

3) La compétence d'approbation des rémunérations du Conseil d'administration et du Comité exécutif sera réattribuée au Conseil d'administration lors de la prochaine révision des Statuts d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. En conséquence, l'article 24quinquies sera abrogé.

4) Edmond de Rothschild n'étant plus une société anonyme cotée en bourse depuis le 27 août 2019, elle n'a plus l'obligation d'établir un rapport de rémunération au sens de la réglementation boursière. En conséquence, l'article 22 al. 1 let. k sera abrogé.

Vote sur les rémunérations¹⁾

A teneur de l'article 24quinquies des Statuts*²⁾, l'Assemblée générale se détermine annuellement sur le montant global proposé par le Conseil d'administration s'agissant de :

- la rémunération globale du Conseil d'administration pour la période allant jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire suivante ;
- le montant de la rémunération fixe globale (hors bonus) du Comité exécutif pour l'exercice social suivant ; et
- le montant du bonus du Comité exécutif pour l'exercice social écoulé.

Le Conseil d'administration peut soumettre à l'Assemblée générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif ou à certains d'entre eux seulement.

Le vote de l'Assemblée générale sur les propositions de rémunération a un caractère contraignant. Ainsi, dans l'hypothèse où l'Assemblée générale n'approuve pas une proposition de rémunération faite par le Conseil d'administration, ce dernier devra convoquer une Assemblée générale extraordinaire.

Rémunération des membres nommés après la tenue de l'Assemblée générale¹⁾

Si un membre du Comité exécutif est nommé après que l'Assemblée générale a approuvé la rémunération fixe des membres du Comité exécutif, le Conseil d'administration peut lui octroyer, pour la période allant jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire suivante, une rémunération ne dépassant pas de plus de 40% la rémunération moyenne des autres membres du Comité exécutif approuvée en dernier lieu par l'Assemblée générale. Ce pourcentage est de 50% s'agissant du Président du Comité exécutif. La rémunération moyenne se détermine en divisant la rémunération globale approuvée en dernier lieu par l'Assemblée générale pour le Comité exécutif par le nombre de membres en exercice du Comité exécutif (art. 24 quinquies al. 4 des Statuts*¹⁾).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

1) La compétence d'approbation des rémunérations du Conseil d'administration et du Comité exécutif sera réattribuée au Conseil d'administration lors de la prochaine révision des Statuts d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. En conséquence, l'article 24quinquies sera abrogé.

2) Au cours de l'exercice 2020, les Statuts d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. vont être révisés. Les attributions découlant du droit boursier, notamment de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) seront abrogées, Edmond de Rothschild n'étant plus une société anonyme cotée en bourse depuis le 27 août 2019.

Composantes de la rémunération et plan de participation

Principes

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération, et en tant que de besoin, les conditions prévalant sur le marché grâce à la participation aux enquêtes de rémunération du secteur bancaire et de la gestion d'actifs au niveau international.

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'un bonus discrétionnaire, tous deux versés en espèces. Les collaborateurs clés du groupe Edmond de Rothschild peuvent être bénéficiaires de rémunérations différées permettant un alignement d'intérêts plus important entre actionnaires et collaborateurs clés du groupe. En 2019, la proportion des bonus (y compris les rémunérations différées) par rapport aux salaires annuels fixes est de 26%.

Le Conseil d'administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a complété ses Statuts* lors de l'Assemblée générale 2016 en modifiant l'article 24ter de manière à autoriser l'octroi d'instruments financiers au titre de rémunération des membres des organes.²⁾

Cette modification a été acceptée par l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. du 28 avril 2016.

Les bénéficiaires peuvent se voir attribuer les instruments financiers suivants :

- des droits à acquérir gratuitement, selon un calendrier défini, des bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. Il s'agit du Plan d'Actions Gratuites du Groupe (dénommé en anglais, Employee Share Plan (ESP) et anciennement appelé le LTIP), et/ou
- un montant en numéraire différé indexé sur la valeur du bon de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A.

La mise en place de l'ESP a eu lieu en 2016. Ce processus s'est terminé par l'octroi, dans le courant du mois de mars 2016, du premier millésime de « Restricted Stock Units » (RSU) aux participants sélectionnés. Une fois les RSU octroyées, ces derniers entrent dans une période d'acquisition d'une durée d'un, deux et trois ans. A l'échéance de la période, un tiers des RSU est attribué et se transforme en bons de participation d'Edmond de Rothschild Holding S.A. (pour autant que l'employé ait rempli les conditions décrites à l'article 8 du règlement du plan ESP), possédant les droits patrimoniaux et sociaux usuels d'un bon de participation.

Lors de l'obtention des bons de participation sous-jacents (réalisation du « droit ferme »), ces derniers sont bloqués pendant une durée additionnelle de deux ans commençant dès la fin de la période d'acquisition durant laquelle, au-delà de l'applicabilité des clauses de « drag along / tag along », « malus » et de résiliation des relations contractuelles, l'employé ne peut vendre ses bons de participation.

Le millésime 2019 du ESP a été mis en place selon le même modèle que celui de 2016 ; en revanche, le millésime 2020 du ESP sera mis en place avec un an de blocage au lieu de deux, les autres règles demeurant au surplus inchangées.

Pour le millésime 2020, au titre des rémunérations 2019, 117 collaborateurs (inclus ceux présents dans les succursales et filiales) participent à l'ESP.

Il n'y a eu aucun bénéficiaire - en 2019 - du programme de cash différé indexé.

Les collaborateurs occupant des fonctions de contrôle, notamment les collaborateurs du Compliance, du Juridique, du Contrôle, de la Gestion des risques, ainsi que le Responsable de l'Audit ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêts. La part de rémunération variable ne dépend pas directement du résultat des unités d'affaires surveillées.

La Banque n'effectue aucun paiement à l'engagement, à l'exception de certaines compensations liées à la perte éventuelle de rémunération variable découlant d'un changement d'emploi.

Conformément au Règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance, ni aller à l'encontre des intérêts des clients.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration perçoivent une rémunération fixe annuelle en espèces qui varie en fonction de l'appartenance, ou non, à certains Comités. Les membres du Conseil d'administration ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne faisant pas partie de la rémunération (Art. 24bis al. 1 des Statuts^{*1}).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-generales.

1) La compétence d'approbation des rémunérations du Conseil d'administration et du Comité exécutif sera réattribuée au Conseil d'administration lors de la prochaine révision des Statuts d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. En conséquence, l'article 24quinquies sera abrogé.

2) Lors de la révision des Statuts d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. en 2020, cette obligation, découlant de l'ORAb, sera abrogée.

La rémunération des membres du Conseil d'administration est arrêtée par le Conseil d'administration, sur proposition du Comité de rémunération. Le montant global de la rémunération du Conseil d'administration est enfin soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Rémunération des membres du Comité exécutif

La rémunération des membres du Comité exécutif comporte un salaire fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent aussi être éligibles à l'ESP). Le montant du bonus et du ESP dépendent de la performance de la Banque, ainsi que de la performance individuelle qualitative et quantitative des personnes concernées. Les objectifs de performance de la Banque sont déterminés par le Conseil d'administration. Les objectifs de performance individuels des membres du Comité exécutif, à l'exclusion de son Président, sont déterminés par le CEO. Les objectifs de performance du CEO sont déterminés par le Conseil d'administration.

Les membres du Comité exécutif ont droit au remboursement de leurs frais, ceux-ci ne font pas partie de la rémunération.

Sur proposition du Comité de rémunération, le Conseil d'administration arrête le montant de la rémunération des membres du Comité exécutif, dont le montant global est soumis pour approbation à l'Assemblée générale (Art. 24bis al. 2 des Statuts^{*1}).

Les contrats qui prévoient la rémunération des membres du Comité exécutif conclus entre la Banque ou les sociétés contrôlées par la Banque le cas échéant, d'une part, et les membres du Comité exécutif, d'autre part, ne peuvent pas être conclus pour une durée dépassant une année ; le délai de congé applicable à ces contrats ne peut pas excéder un an.²

Règles communes applicables à la rémunération des organes

Dans la mesure permise par la loi, le versement d'indemnités rémunérant les activités de membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif dans des entreprises qui sont contrôlées directement ou indirectement par la Banque est autorisé. Les rémunérations versées par les entités contrôlées par la Banque sont incluses dans le montant de la rémunération soumise à l'approbation de l'Assemblée générale (Art. 24quinquies des Statuts^{*1}), conformément à l'article 24ter al. 3 des Statuts^{*2}).

Les membres du Comité exécutif partagent le même plan de prévoyance que le personnel.

Dispositions statutaires concernant les prêts, crédits et prestations sociales alloués aux membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif

Selon l'article 24quater des Statuts^{*1)}, la Banque peut octroyer des prêts ou des crédits aux membres du Conseil d'administration ou du Comité exécutif, à concurrence de la valeur d'emprunt pondérée des actifs nantis ou s'agissant de prêts hypothécaires, 60% de la valeur de l'immeuble grevé. Les prêts ou crédits sont octroyés sous forme de découverts en comptes courants passagers, de limites confirmées et/ou d'avances à terme fixe, en blanc ou garanties, ainsi que de prêts hypothécaires à taux variables ou fixes.

Pour tous les types de prêts et crédits octroyés aux administrateurs, la Banque perçoit des intérêts et des frais conformes aux conditions du marché et correspondant à ceux appliqués à la clientèle. Les membres du Comité exécutif bénéficient des conditions préférentielles appliquées en matière de taux d'intérêt aux employé(e)s de la Banque.

Outre les prestations de prévoyance approuvées chaque année par l'Assemblée générale, les membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif peuvent recevoir des prestations de prévoyance financées par la Banque, à concurrence d'un montant maximum correspondant à 20% de la dernière rémunération (hors bonus) approuvée par l'Assemblée générale (art. 24ter al. 4 des Statuts^{*1)}).

Rémunération des collaborateurs non membres du Comité exécutif

Les collaborateurs non membres du Comité exécutif perçoivent un salaire annuel fixe et un bonus discrétionnaire. Ils peuvent être éligibles au Plan d'Actions Gratuites du Groupe (ci-après ESP).

Ce bonus est basé notamment sur les résultats de la Banque, ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés au terme d'un processus d'évaluation de performance annuelle.

Les résultats de la banque sont définis par les résultats financiers de celle-ci. Une part du résultat brut d'exploitation (RBE), discrétionnaire et définie annuellement par le Comité exécutif, est allouée aux rémunérations variables. Le processus d'évaluation de performance annuelle est basé sur la mise en place d'objectifs annuels individuels :

- qualitatifs (par exemple : responsabilités managériales, valeurs, suivi des obligations en matière de gestion de la clientèle, suivi des règlements internes, des formations obligatoires, gestion des risques & conformité) ;
- quantitatifs : (par exemple : apport d'encours, rentabilité des investissements, gestion des budgets, contrôle des coûts).

Ces objectifs sont fixés en début d'année calendaire, revus, dans certains cas, en milieu d'année, puis évalués définitivement en fin d'année. Cette évaluation est une composante essentielle de la fixation de la rémunération variable.

En cas de décision d'octroi, le bonus discrétionnaire est versé dans les trente jours suivant la séance du Conseil d'administration qui approuve les comptes annuels.

Même après l'écoulement d'une année complète, aucun bonus n'est dû en cas de résiliation du contrat, par quelque partie que ce soit, avant la date de paiement. En outre, aucun bonus pour l'année en cours n'est dû en cas de résiliation du contrat par quelque partie que ce soit.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

1) Lors de la révision des Statuts d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. en 2020, cette attribution, découlant de l'ORAb, sera abrogée.

6. Droits de participation des actionnaires

6.1. Limitation et représentation des droits de vote

6.1.1 Dispositions statutaires limitant les droits de vote

Les propriétaires d'actions nominatives sont autorisés à exercer leur droit de vote pour autant qu'ils soient inscrits sur le registre des actions (Art. 6 al. 4 et Art. 14 al. 1 des Statuts*). Les alinéas 5 et suivants de l'article 6 des Statuts* mentionnent les motifs de refus de l'inscription au registre des actions par le Conseil d'administration (voir également chiffre 2.6). Tant que l'approbation nécessaire au transfert des actions nominatives n'est pas donnée par le Conseil d'administration, les droits sociaux découlant de ces actions restent à l'actionnaire inscrit au registre des actions (Art. 6 al. 9 des Statuts* et Art. 685c al. 2 du Code des obligations).

Les Statuts* ne contiennent pas de dispositions limitant les droits de vote liés aux actions au porteur. Les détenteurs d'actions au porteur sont autorisés à exercer le droit de vote à l'Assemblée générale par la simple production des titres ou de toute autre manière prescrite par le Conseil d'administration (Art. 14 al. 3 des Statuts*).

6.1.2 Dispositions statutaires limitant les droits de vote des représentants institutionnels

Les Statuts* ne contiennent pas de limitation des droits de vote des représentants institutionnels.

6.1.3 Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Comme mentionné au chiffre 2.6.2, aucune dérogation aux restrictions de transfert des actions nominatives n'a été octroyée durant l'exercice.

6.1.4 Procédure et conditions auxquelles les limitations des droits de vote peuvent être abolies

La procédure et les conditions auxquelles les restrictions de transfert des actions nominatives peuvent être abolies sont mentionnées au chiffre 2.6.4.

6.1.5 Dispositions statutaires concernant la participation à l'Assemblée générale

Un actionnaire détenteur d'actions nominatives ne peut se faire représenter à l'Assemblée générale que par un autre propriétaire d'actions nominatives au bénéfice d'un pouvoir écrit ou par le représentant indépendant (Art. 14 al. 2 des Statuts*).

6.1.6 Octroi d'instructions au représentant indépendant et participation par voie électronique

Les Statuts* ne contiennent pas de règles relatives à l'octroi d'instructions au représentant indépendant ni de dispositions relatives à la participation par voie électronique à l'Assemblée générale.

6.2. Quorums statutaires

L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions est représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (Art. 15, al. 2 des Statuts*). Cette seconde Assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (Art. 15, al. 3 des Statuts*).

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

6.3. Convocation de l'Assemblée générale

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée générale sont régies par les articles 11, 12 et 31 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations.

6.4. Inscription à l'ordre du jour

Les règles relatives à l'ordre du jour, ainsi qu'aux délais applicables sont régies par les articles 11 et 12 des Statuts* qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations (Art. 699 et suivants CO) :

Article 11 des Statuts*

1. *L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.*
2. *Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10 pour cent au moins du capital-actions peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale.*
3. *Des actionnaires qui représentent des actions totalisant une valeur nominale de CHF 1 million peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*
4. *La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.*

Article 12 al. 1 et 2 des Statuts*

1. *L'Assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, selon le mode prévu à l'article 31 pour les publications de la société.*
2. *Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, ainsi que les propositions du Conseil d'administration et des actionnaires qui ont requis la convocation de l'Assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*

6.5. Inscriptions au registre des actions

Le délai d'inscription des actions nominatives, non cotées, échoit, selon la pratique de la société, le jour de la publication de l'ordre du jour.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privée/relation-investisseurs/informations-generales.

7. Prise de contrôle et mesures de défense

7.1. Obligation de présenter une offre

La Société a inclus à l'article 6 al. 3 des Statuts* une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 135 et 163 de la Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (Loi sur l'infrastructure des marchés financiers, LIMF).

7.2. Clauses relatives aux prises de contrôle

Aucun membre des organes (Conseil d'administration, Direction générale) ni autres cadres dirigeants n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.

* Les Statuts sont accessibles sur le site internet de la Banque, sous rubrique Relations investisseurs / Informations générales - Documents légaux, à l'adresse : www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales.

8. Organe de révision

8.1. Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

8.1.1 Prise d'effet du mandat de révision en cours

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est la société d'audit externe d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève. Elle est chargée de réviser les comptes individuels et consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

8.1.2 Entrée en fonction du réviseur responsable du mandat de révision en cours

Christophe Kratzer est le réviseur responsable du mandat de révision depuis le 27 avril 2019. Il a succédé dans cette fonction à Beresford Caloia, réviseur responsable d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. de 2012 à 2019.

Tel qu'exigé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, le rythme de rotation du réviseur responsable du mandat de révision est de sept ans.

8.2. Honoraires de révision

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a versé un montant total de CHF 3'369'000.- y compris TVA, au titre d'honoraires de révision.

8.3. Honoraires supplémentaires

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a versé un montant total de CHF 1'033'000.- y compris TVA, au titre d'honoraires supplémentaires.

8.4. Instruments d'information sur la révision externe

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit prudentiel et rédige un rapport sur la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le Comité d'audit et des risques. Le plan d'audit prudentiel et la planification de l'audit des comptes annuels et consolidés 2019 ont été présentés au Comité d'audit et des risques lors de sa séance du 29 août 2019. Les résultats de l'audit des comptes annuels ont été présentés et discutés au Comité d'audit et des risques ainsi qu'au Conseil d'administration lors de leur séance du mois de mars.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'audit et des risques, au Comité exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'audit et des risques.

9. Politique d'information

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. informe le public de la manière la plus complète et la plus transparente possible, notamment au travers des rapports annuels, des communiqués de presse, des conférences de presse et des interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée et aux analystes financiers, ainsi que lors de l'Assemblée générale et sur son site internet : www.edmond-de-rothschild.ch, sous la rubrique « Relations investisseurs » : <https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales>.

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. publie par ailleurs certaines informations requises par la législation bancaire sur son site internet : www.edmond-de-rothschild.ch, sous la rubrique « Relations investisseurs » : <https://www.edmond-de-rothschild.com/site/Suisse/fr/banque-privee/relations-investisseurs/informations-generales>.

Contacts

Deputy CEO and CFO

Madame Cynthia Tobiano
Directeur financier

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse, 1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 91
c.tobiano@edr.com

Relations avec les médias

Madame Florence Gaubert
Group Head of external affairs
Edmond de Rothschild
T. +41 58 818 87 87
f.gaubert@edr.com

Internet

www.edmond-de-rothschild.ch
sous la rubrique « Relations investisseurs / Informations générales »

Rapport de gestion

44	Chiffres-clés	54	État des capitaux propres consolidés
45	Rapport du Conseil d'administration sur les comptes consolidés	55	Tableau des flux de trésorerie consolidés
49	Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés	57	Annexe aux comptes consolidés
51	Bilan consolidé	67	Informations relatives au bilan
53	Compte de résultat consolidé		

Chiffres-clés

du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	2019	2018	Variation	Variation %
Compte de résultat consolidé (en milliers de CHF)				
Résultat net des opérations d'intérêts	23'163	49'156	(25'993)	(52,9)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	589'668	490'293	99'375	20,3
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	138'139	109'535	28'604	26,1
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	(653'181)	(574'541)	(78'640)	13,7
Résultat brut d'exploitation	131'032	119'897	11'135	9,3
Résultat opérationnel	35'436	62'142	(26'706)	(43,0)
Bénéfice du Groupe	43'921	221'739	(177'818)	(80,2)
Rentabilité (en %)				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres ¹⁾	3,3	19,4	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	0,3	1,4	-	-
Actions (en CHF)				
Résultat par action nominative, à 500.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	310	-	310	-
Résultat par action au porteur, à 500.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	310	2'517	(2'207)	(87,7)
Résultat par action nominative, à 100.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	62	503	(441)	(87,7)

	2019	2018	Variation	Variation %
Bilan consolidé (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	1'274'322	1'684'773	(410'451)	(24,4)
Créances sur la clientèle	3'991'770	2'820'068	1'171'702	41,5
Engagements envers les banques	986'185	867'441	118'744	13,7
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	13'641'622	12'519'207	1'122'415	9,0
Fonds propres	1'603'098	1'291'235	311'863	24,2
Total du bilan	17'383'563	15'163'186	2'220'377	14,6
Ratio des fonds propres durs (CET1) Bâle III en %	22,7%	25,6%	-	-
Ratio des fonds propres totaux Bâle III en %	23,0%	25,6%	-	-
Ratio de liquidité à court terme (LCR) en %	153,9%	173,0%	-	-
Ratio de levier en %	7,4%	6,3%	-	-
Avoirs administrés (en millions de CHF)				
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles)	173'364	127'620	45'744	35,8
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>12'980</i>	<i>6'910</i>	<i>6'070</i>	<i>87,8</i>
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>(2'405)</i>	<i>(4'040)</i>	<i>1'635</i>	<i>-</i>
Effectif du Groupe (nombre de collaborateurs)				
Effectif moyen	2'620	1'857	763	41,1
- en Suisse	825	850	(25)	(2,9)
- à l'étranger	1'795	1'007	788	78,3
Effectif à la fin de la période	2'593	1'876	717	38,2
Effectif du personnel, converti en places de travail à temps complet	2'537	1'825	712	39,0

¹⁾ Y compris le bénéfice net du Groupe après paiement du dividende de la Maison Mère et parts des intérêts minoritaires.

Rapport du Conseil d'administration

sur les comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
à l'Assemblée générale des actionnaires

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Tensions géopolitiques, négociations sur le Brexit et guerre commerciale sino-américaine n'auront pas empêché une appréciation de l'ensemble des classes d'actifs en 2019. Les marchés ont bénéficié du changement de pied des banques centrales qui ont repris leurs politiques monétaires accommodantes pour enrayer le ralentissement économique. L'envolée de 20% à 30% des principaux marchés d'actions tient néanmoins davantage au repli des taux d'intérêt et à une inflation des valorisations qu'aux résultats en demi-teinte d'entreprises.

Cela n'a pas forcément conduit les investisseurs à retrouver le chemin de la bourse, où les volumes se sont détériorés, et les clients sont restés assez défensifs dans un contexte de taux négatifs.

Dans cet environnement complexe et de plus en plus concurrentiel, le Groupe a eu à cœur tout au long de 2019 de développer son modèle de Maison d'investissement de conviction et de poursuivre sa stratégie : celle d'un groupe ancré dans l'économie réelle, la gestion active de long terme et l'investissement d'impact.

En 2019, Edmond de Rothschild a ainsi poursuivi sa stratégie commerciale visant à se concentrer sur les segments de marchés les plus pertinents en maintenant sa croissance organique centrée sur un nombre ciblé de clientèles et de marchés prioritaires.

Au cours du premier semestre 2019, Edmond de Rothschild a réalisé des opérations structurantes afin de devenir un groupe à capital 100 % familial.

Ainsi, à l'issue de l'offre publique d'acquisition volontaire pour toutes les actions au porteur d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., la participation totale d'Edmond de Rothschild Holding SA (et des personnes agissant de concert avec elle) représente 99.86 % des droits de vote et 99.68 % du capital-actions d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Le retrait de la cote est devenu effectif le 26 août dernier. La finalisation de l'opération de retrait de la cote interviendra à l'issue de la prochaine et ultime opération, via la demande en annulation de toutes les actions au porteur détenues par le public en contrepartie du versement aux actionnaires d'une indemnité en espèces égale au prix de l'offre publique d'acquisition (procédure de squeeze-out).

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. devient la tête de pont des activités bancaires du groupe Edmond de Rothschild, avec le transfert dans son périmètre de 100% de la participation d'Edmond de Rothschild (France) réalisé en août 2019.

L'ensemble de ces opérations, qui ont pour objectif de créer une entité solide et unifiée, témoignent de l'engagement et de la confiance de la famille dans l'avenir du groupe.

Nous continuons de nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation, nos outils et notre contenu, afin de servir au mieux nos clients. Nous continuons à renforcer notre positionnement sur des thématiques pour offrir à nos clients des solutions d'investissement qui vont au-delà de la performance financière et sont ancrées dans l'économie réelle.

Dans ce contexte, le pôle Asset Management a procédé à plusieurs avancées importantes durant l'année.

Plusieurs changements organisationnels ont eu lieu en Asset Management : Christophe Caspar a été nommé responsable de l'Asset Management et Benjamin Melman, Global Chief Investment Officer.

Plusieurs arrivées ont par ailleurs été enregistrées au sein des équipes de gestion pour développer les capacités de gestion avec notamment des analystes spécialisés sur certains segments de marché.

Ainsi, Alain Krief a rejoint le groupe Edmond de Rothschild pour prendre la direction de l'équipe fixed income. Mikaël Dauvert, en tant que gérant obligations convertibles, ou encore Kevin Net, pôle actions internationales, nous ont également rejoints.

La direction de la gestion des classes d'actifs liquides a été structurée en 4 pôles : allocation d'actifs et dettes souveraines, gestion actions, fixed income et le pôle ISR avec une approche transversale sur l'ensemble des classes d'actifs ; ce qui s'inscrit dans la continuité du fort engagement dans ce domaine entamé dès 2007.

Ainsi, le Groupe a annoncé la labellisation ISR du premier fonds français d'obligations convertibles internationales. Et nous allons étendre en 2020 les critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance) à plusieurs de nos fonds déjà existants, de façon à répondre aux attentes croissantes de nos clients.

Dans une optique d'extension maîtrisée de notre gamme, nous avons continué à innover en développant une plateforme de gestion déléguée, qui sera déployée dans les mois et les années qui viennent.

Le pôle d'Actifs Réels (Private Equity, Immobilier, Infrastructure) a continué son développement pour dépasser les 16 milliards CHF d'actifs sous gestion à fin 2019.

Par ailleurs, les trois filiales du Groupe spécialisées dans l'immobilier ont été placées sous une direction unique et une marque unique Edmond de Rothschild REIM. Dans l'environnement actuel, l'immobilier reste un actif recherché par la clientèle privée. Notre plateforme Real Estate Investment compte plus de 11 milliards de CHF d'actifs sous gestion et 170 professionnels dédiés.

Nous avons également poursuivi la consolidation de notre expertise en Private Equity autour d'idées fortes que sont l'investissement d'impact et la recherche de stratégies de niche et visionnaires.

Nos stratégies innovantes de private equity ont pour objectif de dégager de la performance tout en ayant un impact social, économique et environnemental positif dans des domaines aussi variés que la dépollution de friches industrielles en Europe, la conversion de cultures en agroforesterie, l'investissement dans des entreprises en croissance en Afrique ou le traitement de l'eau.

Nous comptons désormais douze stratégies de private equity dont près de 95 % des encours sont gérés selon des principes d'investissement responsable, avec un objectif de 100% d'ici 2021.

Avec la dernière levée de fonds de Bridge, notre plateforme de dette d'infrastructure a dépassé les 2,6 milliards de CHF en 2019. Nous avons ainsi pu investir dans des infrastructures vertes en Europe, soutenir le développement d'énergies innovantes, notamment en cofinçant la construction d'une centrale de biomasse en Angleterre.

L'ensemble de ces activités bénéficient en outre de la puissance commerciale des équipes de l'Asset Management afin d'être proposées de façon active à l'ensemble de nos clients.

Cette volonté d'adopter une démarche transversale nous permet de créer des passerelles entre nos différentes expertises et de mettre en commun des compétences spécifiques.

Nous devons nous adapter à l'évolution des attentes de notre clientèle vers plus d'authenticité, de contenus pertinents et de solutions qui répondent à leurs besoins. Nous nous y sommes préparés ces dernières années en modernisant notre organisation.

En 2019, en Banque Privée, nous avons accueilli Michel Longhini en tant que responsable de la Banque Privée du Groupe.

Le Groupe a mené un chantier de fond sur l'ensemble de ses systèmes. L'objectif poursuivi est de concilier le respect de la réglementation et l'excellence dans la relation client - véritable marque de fabrique.

Parmi les principales réalisations, les différentes étapes liées aux services d'investissement (passages d'ordres, tests obligatoires, envois d'informations complémentaires) ont été automatisées. Par ailleurs, chaque client est accompagné à chaque évolution des services qui lui sont proposés dans cet environnement réglementaire.

Nous avons également créé au niveau du Groupe un pôle Wealth Solutions qui vise à renforcer la palette de conseils et solutions que nous apportons à nos clients privés.

L'objectif est de proposer à nos clients privés des solutions en matière d'ingénierie patrimoniale, de recherche et de distribution d'opportunités d'investissement et de financement de convictions en Immobilier et Private Equity, ainsi que de conseils spécialisés et le suivi de projets dédiés.

France

L'activité commerciale est restée forte partout en France. Notre filiale Edmond de Rothschild (France) a enregistré en 2019 une collecte nette exceptionnelle de près de 1,5 milliard de CHF.

Les entrepreneurs constituent l'une des premières sources de croissance en France pour la Banque. L'offre d'Edmond de Rothschild, fondée sur une palette d'expertises à destination des PME et de leurs dirigeants (conseil, fusions et acquisitions, ingénierie financière et patrimoniale, private equity), répond parfaitement à leurs besoins.

Les synergies poursuivies avec l'équipe de corporate finance permettent, elles aussi, d'offrir des réponses adaptées en matière de transmission, d'augmentation de capital et de croissance externe.

En 2019, Edmond de Rothschild Corporate Finance a ainsi réalisé 33 opérations, illustrant l'accélération du développement de l'activité, la montée en puissance de l'équipe de Lyon qui a rejoint Edmond de Rothschild en 2019, ainsi que le travail effectué ces dernières années sur l'organisation interne. L'année s'est caractérisée par un fort dynamisme sur les trois piliers du métier Corporate Finance que représentent le M&A, le conseil en immobilier et le conseil en financement.

Monaco

Notre filiale Edmond de Rothschild (Monaco) a connu de très bons résultats en 2019. Le dynamisme commercial et le renforcement des équipes ont permis une progression des actifs moyens sur la période de près de 9%.

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe), notre filiale à Luxembourg, poursuit une stratégie de croissance dans ses différentes succursales. Elle a ainsi continué de se développer en banque privée en Belgique, avec l'arrivée d'un nouveau CEO, en Espagne et au Portugal, où les équipes de Front office ont été renforcées marquant la volonté du Groupe de se développer dans cette région de l'Europe.

Israël

Les résultats présentés ci-après intègrent les activités de banque privée et d'asset management d'Edmond de Rothschild (Israël) Ltd. Ces activités regroupent une cinquantaine de collaborateurs. Avec CHF 2,2 milliards d'encours sous gestion, notre plateforme israélienne est présente aussi bien en banque privée qu'en gestion d'actifs.

Résultats

Comptes consolidés

Dans ce contexte mouvementé, les avoirs de la clientèle s'établissent en fin d'année à CHF 173 milliards, intégrant l'effet périmètre lié à l'intégration des activités d'Edmond de Rothschild (France). Sur ce nouveau périmètre, la progression de 3% des avoirs au regard du niveau de fin d'année 2018, est principalement la conséquence de la bonne orientation des marchés sur l'année et ce en dépit de l'évolution des devise.

Dans le même temps, le Groupe a connu une décollecte de CHF 2,4 milliards, conséquence principalement des retraits de la clientèle sur les gammes actions et overlay, classes d'actifs qui ont particulièrement souffert avec, respectivement, CHF -1,8 et CHF -1,5 milliard de décollecte en 2019. Ceci a été partiellement absorbé par la progression des avoirs investis dans le real asset (Private Equity, Immobilier et Infrastructure), ainsi que par la progression des encours de la clientèle privée.

À CHF 784 millions, les revenus consolidés progressent de plus de 13%, prenant compte de l'intégration d'Edmond de Rothschild (France) (-4% à périmètre constant). Ce niveau de revenus traduit la bonne orientation de l'activité de bilan, en lien avec le développement des activités de crédit et des résultats significatifs de distribution des participations dans l'activité de Private Equity, le succès de nos partenariats, notamment en asset management, ainsi qu'une aversion aux risques plus marquée de notre clientèle.

Le résultat net des opérations d'intérêts est en réduction de CHF 26 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution, qui tient compte de l'intégration d'Edmond de Rothschild (France), est liée notamment à la faiblesse des taux et la charge d'intérêt plus importante pour les dépôts auprès d'autres banques.

Le résultat des opérations de commissions et des prestations de service est en progression de 20% pour s'établir à CHF 590 millions, comparés à CHF 490 millions en 2018. Si l'intégration des activités d'Edmond de Rothschild (France) y contribue, les activités immobilières et de private equity affichent une croissance significative.

Le résultat des opérations de négoce progresse de près de 29 MCHF, par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 138 millions, comparés à CHF 110 en 2018, porté par le dynamisme de l'activité sur Monaco et l'intégration d'EdR France.

Les autres résultats ordinaires s'inscrivent à près de CHF 33 millions, en diminution de 27% par rapport à l'exercice précédent, en lien notamment à la dépréciation de titres de fonds de private equity.

Le taux de marge brute induit est en progression, en passant de 51 bps à 52 bps (51 à périmètre constant en 2019), signe des contraintes de marché.

À CHF 653 millions, les charges d'exploitation affichent une progression de l'ordre de 14% sur l'année, en lien notamment avec l'intégration des activités d'Edmond de Rothschild (France).

A périmètre constant, les charges sont maîtrisées, affichant une baisse de près de -5% : cette tendance intègre une baisse conjointe des frais de personnel (-3,5%) et des autres charges d'exploitation (-7%).

Le résultat brut d'exploitation affiche une progression de +9% à CHF 131 millions, contre CHF 119,9 millions en 2018 (+1,5% à périmètre constant).

Les corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles totalisent CHF 89 millions, en progression de 47,1 millions de CHF, en lien avec l'intégration des activités d'Edmond de Rothschild (France) dans le périmètre.

Les variations des provisions et autres corrections de valeur et pertes s'élèvent à CHF 6,6 millions, comparées à CHF 15,9 millions en 2018. Les correctifs de valeurs intègrent principalement des pertes opérationnelles chez Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Edmond de Rothschild (Europe) et Edmond de Rothschild (Monaco).

Résultat opérationnel

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat opérationnel de CHF 35,4 millions, contre CHF 62,1 millions, lors de l'exercice précédent.

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 4,9 millions, composés principalement d'un remboursement d'impôt sur un gain immobilier en Suisse. Les charges extraordinaires s'élèvent à CHF 13,9 MCHF, en lien notamment avec un complément de taxation de TVA en Israël.

La variation des réserves pour risques bancaires généraux s'élève à CHF 27 millions en 2019, comparés à CHF 9.8 millions en 2018.

Les impôts s'établissent à CHF 9.6 millions, comparés à CHF 59.4 millions en 2018, en lien avec le niveau élevé de produits extraordinaires sur l'exercice précédent.

Ces différents éléments nous conduisent à un résultat net (avant prise en compte des intérêts minoritaires) de CHF 43,9 millions, contre 221,7 millions de CHF en 2018, en lien avec le niveau élevé de produits exceptionnels en 2018.

Analyse du bilan

Le total du bilan du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élève à CHF 17,4 milliards, comparé à CHF 15,2 milliards au 31 décembre 2018. Cette hausse est en lien avec l'intégration des activités d'Edmond de Rothschild (France).

L'actif circulant, composé des liquidités, des créances sur les banques, des créances résultant d'opérations de financement de titres, des créances sur la clientèle, des créances hypothécaires, ainsi que des opérations de négoce, a diminué de 13 % par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre CHF 14,9 milliards.

Les valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés s'établissent à CHF 82 millions, comparées à CHF 78 millions en 2018.

Le poste « immobilisations financières » totalise CHF 1'608 millions, comparé à CHF 1'518 millions en 2018, en hausse de 6%.

Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 261 millions, comparés à CHF 174 millions en 2018.

Au passif, les engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 14,6 milliards, comparés à CHF 13,4 milliards en 2018. Ils représentent 84,0% du total du bilan.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont en diminution de 12 % par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 205 millions, comparées à CHF 232 millions en 2018.

Avant distribution du dividende, les fonds propres du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. s'élèvent à CHF 1,6 milliard. Ils représentent 9,3 % du total du bilan.

Ratio de fonds propres

Le groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. continue de bénéficier d'un bilan solide qui, associé à une gestion conservatrice du risque, permet d'afficher un ratio de solvabilité consolidé de 23% à fin décembre 2019, largement au-dessus du minimum légal (12%). Ceci reflète un excédent de fonds propres de plus de CHF 650 millions.

Perspectives pour l'année 2020

En 2020, les marchés ne devraient pas bénéficier d'un afflux de liquidités aussi abondant qu'en 2019. Ils seront moins protégés et davantage livrés à eux-mêmes, comme l'ont montré les soubresauts générés par l'épidémie de coronavirus Covid-19 dans les premières semaines de 2020.

Selon les modèles de prévision de notre équipe de recherche économique, la croissance pourrait ralentir à 1,6% aux États-Unis, se stabiliser à 1% dans la zone euro et n'accélérerait que de 6% en Chine. Nos équipes d'investissement estiment, pour leur part, que la pression sur les marges des entreprises devrait limiter la hausse des profits et donc, contraindre la performance des marchés d'actions.

Dans cet environnement complexe, nous continuerons de renforcer notre modèle de Maison d'investissement de conviction et de poursuivre notre stratégie, celle d'un groupe ancré dans l'économie réelle, la gestion active de long terme et l'investissement d'impact. Tous ces projets entrepris et initiés répondent à une même stratégie de différenciation et d'adaptation dans une industrie qui se transforme.

Notre actionnariat familial et la solidité de notre bilan restent un atout majeur pour nous apporter la stabilité nécessaire à ces changements. La quête de l'excellence, la vision d'un capitalisme responsable, des valeurs humaines, et un engagement à long terme nous permettent de relever les défis de 2020 pour les convertir en opportunités de création de valeur au bénéfice de nos clients.

Le Conseil d'administration



Rapport de l'organe de révision

à l'Assemblée générale d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., comprenant le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, l'état des capitaux propres consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidé et l'annexe aux comptes consolidés (pages 51 à 91) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux prescriptions comptables pour les banques, négociants en valeurs mobilières, groupes et conglomérats financiers (PCB) et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les prescriptions comptables pour les banques, négociants en valeurs mobilières, groupes et conglomérats financiers (PCB) et sont conformes à la loi suisse.

*PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2
Téléphone : +41 58 792 91 00, Téléfax : +41 58 792 91 10, www.pwc.ch*

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.



Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

Christophe Kratzer

Expert-réviseur
Réviseur responsable

Julien Baer

Expert-réviseur

Genève, le 31 mars 2020

*PricewaterhouseCoopers SA, avenue Giuseppe-Motta 50, case postale, 1211 Genève 2
Téléphone : +41 58 792 91 00, Téléfax : +41 58 792 91 10, www.pwc.ch*

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.

Bilan

consolidé au 31 décembre 2019 (en milliers de CHF)

	Notes	2019	2018	Variation	Variation %
Actifs					
Liquidités	19	8'366'102	7'111'060	1'255'042	17,6
Créances sur les banques	19	1'274'322	1'684'773	(410'451)	(24,4)
Créances résultant d'opérations de financement de titres	1,19	54'270	611'020	(556'750)	(91,1)
Créances sur la clientèle	2,19	3'991'770	2'820'068	1'171'702	41,5
Créances hypothécaires	2,19	1'161'106	884'271	276'835	31,3
Opérations de négoce	3,19	17'333	15'568	1'765	11,3
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4,19	81'628	77'678	3'950	5,1
Immobilisations financières	5,19	1'608'307	1'517'880	90'427	6,0
Comptes de régularisation		261'234	174'052	87'182	50,1
Participations non consolidées	6,7	14'492	6'126	8'366	136,6
Immobilisations corporelles	8	316'420	165'896	150'524	90,7
Valeurs immatérielles	9	167'510	42'373	125'137	295,3
Autres actifs	10	69'069	52'421	16'648	31,8
Total des actifs	11,20,21,23	17'383'563	15'163'186	2'220'377	14,6
Total des créances subordonnées		412	3'383	(2'971)	(87,8)
<i>dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		-	-	-	-

Bilan

consolidé au 31 décembre 2019 (en milliers de CHF)

	Notes	2019	2018	Variation	Variation %
Passifs					
Engagements envers les banques	19	986'185	867'441	118'744	13,7
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	19	13'641'622	12'519'207	1'122'415	9,0
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4,19	114'202	71'991	42'211	58,6
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	14	500'188	1'355	498'833	36'814,2
Comptes de régularisation		340'110	305'028	35'082	11,5
Autres passifs	10	130'987	53'418	77'569	145,2
Provisions	15	67'171	53'511	13'660	25,5
Réserves pour risques bancaires généraux		204'529	231'556	(27'027)	(11,7)
Capital social	16	58'694	45'000	13'694	30,4
Réserve issue du capital		504'816	88'030	416'786	473,5
Réserve issue du bénéfice		935'835	945'829	(9'994)	(1,1)
Réserve de change		(154'897)	(136'232)	(18'665)	13,7
Propres parts du capital		(8'760)	(151'813)	143'053	(94,2)
Intérêts minoritaires au capital propre		18'960	47'126	(28'166)	(59,8)
Bénéfice consolidé de l'exercice		43'921	221'739	(177'818)	(80,2)
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		<i>7'698</i>	<i>17'049</i>	<i>(9'351)</i>	<i>(54,8)</i>
Total des fonds propres		1'603'098	1'291'235	311'863	24,2
Total des passifs	20,23	17'383'563	15'163'186	2'220'377	14,6
Total des engagements subordonnés		22'793	-	22'793	-
<i>dont avec l'obligation de conversion et/ou abandon de créance</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Opérations hors bilan					
Engagements conditionnels	2,24	206'776	180'945	25'831	14,3
Engagements irrévocables	2	725'045	175'067	549'978	314,2
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		364'608	255'254	109'354	42,8

Compte de résultat

de l'exercice consolidé au 31 décembre 2019 (en milliers de CHF)

	Notes	2019	2018	Variation	Variation %
Produit des intérêts et des escomptes		51'256	56'251	(4'995)	(8,9)
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		16	207	(191)	(92,3)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		24'142	17'315	6'827	39,4
Charges d'intérêts		(52'150)	(24'729)	(27'421)	110,9
Résultat brut des opérations d'intérêts		23'264	49'044	(25'780)	(52,6)
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		(101)	112	(213)	-
Résultat net des opérations d'intérêts		23'163	49'156	(25'993)	(52,9)
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		707'403	665'587	41'816	6,3
Produit des commissions sur les opérations de crédit		3'741	1'734	2'007	115,7
Produit des commissions sur les autres prestations de service		42'857	19'136	23'721	124,0
Charges de commissions		(164'333)	(196'164)	31'831	(16,2)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		589'668	490'293	99'375	20,3
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	28	138'139	109'535	28'604	26,1
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		22'546	23'033	(487)	(2,1)
Produit des participations		13'158	12'474	684	5,5
<i>dont des participations enregistrées selon la méthode de la mise en équivalence</i>		<i>5'967</i>	<i>6'116</i>	<i>(149)</i>	<i>(2,4)</i>
<i>dont des autres participations non consolidées</i>		<i>7'191</i>	<i>6'358</i>	<i>833</i>	<i>13,1</i>
Résultat des immeubles		227	121	106	87,6
Autres produits ordinaires		16'248	12'795	3'453	27,0
Autres charges ordinaires		(18'936)	(2'969)	(15'967)	537,8
Autres résultats ordinaires		33'243	45'454	(12'211)	(26,9)
Charges de personnel	30	(438'888)	(383'670)	(55'218)	14,4
Autres charges d'exploitation	31	(214'293)	(190'871)	(23'422)	12,3
Charges d'exploitation		(653'181)	(574'541)	(78'640)	13,7
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	34	(89'005)	(41'868)	(47'137)	112,6
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	32	(6'591)	(15'887)	9'296	(58,5)
Résultat opérationnel		35'436	62'142	(26'706)	(43,0)
Produits extraordinaires	33	4'912	209'716	(204'804)	(97,7)
Charges extraordinaires	33	(13'848)	(517)	(13'331)	-
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	33	27'027	9'783	17'244	176,3
Impôts	36	(9'606)	(59'385)	49'779	(83,8)
Bénéfice consolidé de l'exercice	35	43'921	221'739	(177'818)	(80,2)
<i>dont part des intérêts minoritaires au bénéfice consolidé</i>		<i>7'698</i>	<i>17'049</i>	<i>(9'351)</i>	<i>(54,8)</i>

État des capitaux propres

consolidé au 31 décembre 2019 (en milliers de CHF)

	Capital social	Réserve issue du capital	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Propres parts du capital	Intérêts minoritaires	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2019	45'000	88'030	945'829	231'556	(136'232)	(151'813)	47'126	221'739	1'291'235
Plan de participation des collaborateurs / inscriptions dans les réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation / réduction du capital	13'694	524'805	-	-	-	-	-	-	538'499
Autres apports / injections	-	19'734	-	-	-	-	-	-	19'734
Acquisition de propres parts au capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aliénation de propres parts au capital	-	(125'400)	-	-	-	143'053	-	-	17'653
Bénéfice / (perte) résultant de l'aliénation de propres parts au capital	-	(2'353)	-	-	-	-	-	-	(2'353)
Différences de change	-	-	-	-	(18'665)	-	9'005	-	(9'660)
Dividendes	-	-	(220'050)	-	-	-	(5'900)	-	(225'950)
Autres distributions	-	-	204'690	-	-	-	17'049	(221'739)	-
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux, modification du périmètre	-	-	-	(27'027)	-	-	-	-	(27'027)
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves, modification du périmètre	-	-	5'366	-	-	-	(48'320)	-	(42'954)
Bénéfice consolidé de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	43'921	43'921
Capitaux propres au 31 décembre 2019	58'694	504'816	935'835	204'529	(154'897)	(8'760)	18'960	43'921	1'603'098

La ligne "dividendes" comprend également les dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires et la ligne "autres distributions" représente l'affectation du résultat avant les distributions de dividendes.

Tableau des flux de trésorerie

consolidés au 31 décembre 2019 (en milliers de CHF)

	2019			2018		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne) :						
Bénéfice consolidé de l'exercice	43'921	-		221'739	-	
Réserves pour risques bancaires généraux	-	27'027		-	9'784	
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	89'005	-		41'802	-	
Provisions et autres corrections de valeurs	53'606	39'946		-	13'479	
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	1'561	1'108		22'391	-	
Délimitations actives	-	103'830		15'966	-	
Délimitations passives	112'651	-		27'195	-	
Dividende de l'exercice précédent	-	220'050		-	75'150	
Solde	300'744	391'961	(91'217)	329'093	98'413	230'681
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres :						
Capital	13'694	-		-	-	
Ecritures par les réserves	466'291	-		-	25'704	
Modification des propres titres de participation	162'787	127'753		14'636	129'200	
Solde	642'772	127'753	515'019	14'636	154'904	(140'268)
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles :						
Participations non consolidées	3'679	13'021		71'848	848	
Immeubles	-	122'005		98'278	-	
Autres immobilisations corporelles	-	74'093		9'700	50'402	
Valeurs immatérielles	-	172'594		-	6'967	
Différence de change	5'000	-		3'028	-	
Solde	8'679	381'713	(373'034)	182'854	58'217	124'637

	2019			2018		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Flux de fonds de l'activité bancaire :						
Opérations à moyen et long terme (> 1 an) :						
Engagements envers les banques	-	925		532	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	45'199	-		-	-	
Emprunts	279'859	-		-	-	
Créances sur les banques	-	6'073		28'768	-	
Créances sur la clientèle	-	71'392		2'904	-	
Créances hypothécaires	-	598'692		-	44'120	
Immobilisations financières	-	395'435		278'669	-	
Opérations à court terme :						
Engagements envers les banques	119'669	-		-	181'264	
Engagements résultant d'opération de financement de titres	-	-		-	-	
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'077'217	-		-	634'056	
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financier dérivés	42'211	-		-	73'651	
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	218'974	-		1'355	-	
Créances sur les banques	416'524	-		207'182	-	
Créances résultant d'opérations de financement de titres	556'750	-		209'321	-	
Créances sur la clientèle	-	1'100'763		116'414	-	
Créances hypothécaires	321'857	-		-	76'340	
Opération de négoce	-	1'765		-	1'612	
Valeurs de remplacement positives d'instruments financier dérivés	-	3'950		30'481	-	
Immobilisations financières	305'008	-		-	252'627	
Solde	3'383'268	2'178'994	1'204'274	875'626	1'263'670	(388'044)
Etat des liquidités :						
Liquidités	-	1'255'042		172'995	-	
Solde	-	1'255'042	(1'255'042)	172'995	-	172'995
Total des sources et emplois de fonds	4'335'463	4'335'463		1'575'204	1'575'204	

Annexe

aux comptes consolidés

Nom et forme juridique du Groupe

Sociétés du Groupe

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. (ci-après « le Groupe ») comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ayant son siège à Genève détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent en pages 71 à 74).

L'organisation juridique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a franchi une étape importante dans son exécution le 7 août dernier. En effet Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. est devenue à cette occasion actionnaire à 100% d'Edmond de Rothschild (France) grâce à l'apport par Edmond de Rothschild S.A. de la totalité des actions qu'elle détenait dans Edmond de Rothschild (France) à Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. pour une valeur de CHF 542.3 millions. En contrepartie de l'apport, Edmond de Rothschild S.A. a reçu 34'987 nouvelles actions nominatives non cotées de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. d'une valeur nominale de CHF 500 chacune qui ont été émises par le biais d'une augmentation ordinaire du capital-actions de Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. à un prix de CHF 15'500 par nouvelle action.

L'effectif du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 2'537 collaborateurs, comparés à 1'825 collaborateurs pour l'exercice précédent.

Changements apportés au périmètre de consolidation

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- › Amethis Advisory East Africa Limited, Nairobi (mise en équivalence)
- › Boscalt Hospitality Fund GP S.à.r.l., Luxembourg
- › Bridge Management Sàrl, Luxembourg
- › CFSH Luxembourg Sàrl, Luxembourg
- › CFSH Secondary Opportunities SA, SICAR, Luxembourg
- › Cleaveland SAS, Paris
- › Cording Management Company, Luxembourg
- › CURI Albion Street GP LLP, London
- › CURI Kent Street Birmingham GP LLP, London
- › Edmond de Rothschild (France), Paris
- › Edmond de Rothschild Asset Management (France), Paris
- › Edmond de Rothschild Asset Management (Hong Kong) Ltd., Hong Kong
- › Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France), Paris
- › Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd, Tel Aviv
- › Edmond de Rothschild Corporate Finance, Paris

- › Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II Sàrl, Luxembourg
- › Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest Sàrl, Luxembourg
- › Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II Sàrl, Luxembourg
- › Edmond de Rothschild Euroopportunities Management Sàrl, Luxembourg
- › Edmond de Rothschild Hospitality Partners S.à.r.l., Luxembourg
- › Edmond de Rothschild Investment Partners China Sàrl, Luxembourg
- › Edmond de Rothschild Private Equity (France), Paris
- › Edmond de Rothschild Securities (Hong Kong) Limited, Hong Kong
- › EdR Real Estate (Eastern Europe) Cie Sàrl, Luxembourg
- › EdR Real Estate (Eastern Europe) Management Sàrl, Luxembourg
- › Edritech Advisors Ltd., Tel Aviv (mise en équivalence)
- › Edritech Ltd, Cayman Islands
- › ERAAM SAS, Paris (mise en équivalence)
- › Financière Boréale, Paris
- › Ginkgo Advisor Limited, London (mise en équivalence)
- › Kennet V Management (Luxembourg) S.à.r.l., Luxembourg (mise en équivalence)
- › LCFR UK PEP Limited, London
- › Moringa Management S.à.r.l., Luxembourg
- › Saffron Court Apartments GP LLP, London
- › SAS EdR Immo Magnum, Paris
- › SICIT – Sociedade de Investimentos e Consultoria em Infra-estruturas de Transportes SA, Lisboa (mise en équivalence)
- › Trajan Investment Advisor SAS, Paris (mise en équivalence)
- › Zhonghai Fund Management Company, Shanghai (mise en équivalence)

Sociétés sorties du périmètre durant l'exercice :

- Edmond de Rothschild Securities (UK) Limited, London
- Teka Investment SA, Luxembourg

Processus de liquidation en cours :

- Iberian Renewable Energies GP S.à r.l., Luxembourg

Méthode de consolidation

Intégration globale

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre les sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

Consolidation du capital

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Produits extraordinaires ».

La position de propres titres de participation est portée en déduction des fonds propres, à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

Participations mises en équivalence

Les principales participations avec un taux de contrôle compris entre 20 et 50 % sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method »); le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

Il s'agit de EdR Nikko Cordial (50 %), L.C.H. Investment NV (44 %), Ginkgo Advisor S.à r.l. (49 %), Amethis Advisory SAS (49 %), TIIC Advisor SAS (49 %), Amethis North Africa S.à r.l. (49%), Amethis Investment Fund Manager S.A. (49 %), PEARL Advisory SAS (49%), FORE Advisors LLP (32%),

GP Limited (32%), FORE Grampian Limited (32%), SICIT, – Sociedade de Investimentos e Consultoria em Infra-estruturas de Transportes SA, Lisboa (44%), Ginkgo Advisor Limited, London (49%), Amethis Advisory East Africa Limited, Nairobi (49%), Trajan Investment Advisor SAS, Paris (49%), Edritech Advisors Ltd., Tel Aviv (49%), Kennet V Management FORE Cascade Scotland LP (32%), FORE Cascade Scotland II LP (32%), FORE Cascade Scotland III LP (40%), FORE Sierra (Luxembourg) S.à.r.l. (51%), ERAAM SAS, Paris (34%).

Lorsque le processus d'évaluation de l'écart de première mise en équivalence fait ressortir le fait que les coûts de l'acquisition sont supérieurs aux actifs nets, la différence réputée être un « goodwill » est portée à l'actif sous les valeurs immatérielles. À l'inverse, le « badwill » est enregistré sous la rubrique « Produits extraordinaires ».

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues, ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

Sociétés nouvellement acquises

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

Date de clôture des comptes consolidés

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Principes de comptabilisation et d'évaluation

Les comptes consolidés du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, à son ordonnance et aux prescriptions comptables pour les banques, les négociants en valeurs mobilières et les groupes et conglomérats financiers définies par la circulaire 15/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA.

Les comptes de Groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

Modification des principes d'évaluation et de présentation

Il n'y a pas eu de modification des principes d'évaluation et de présentation pour l'exercice 2019.

A des fins de comparaison, des chiffres 2018 ont été reclassés entre les comptes de régularisations actifs et les autres actifs, sous les fonds propres et entre le « résultat brut des opérations d'intérêts » et le « résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Principes généraux d'évaluation

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement. Il n'est pas fait usage de la disposition transitoire reportant au 1^{er} janvier 2020 au plus tard la mise en oeuvre de l'évaluation individuelle applicable aux participations, aux immobilisations corporelles ainsi qu'aux valeurs immatérielles.

Saisie des opérations et inscription au bilan

Le bilan et le compte de résultat sont établis selon le principe de la date de règlement.

Conversion des comptes annuels en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserve de change ».

Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	2019		2018	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
Principales monnaies				
EUR	1,0854	1,1124	1,1269	1,1530
USD	0,9662	0,9920	0,9842	0,9769
GBP	1,2757	1,2687	1,2598	1,3015

Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

Les liquidités et dépôts auprès des banques centrales sont enregistrés à leur valeur nominale.

Opérations de financement de titres

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions *reverse repo* sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

Créances sur les banques, créances sur la clientèle et créances hypothécaires

Les créances sur les banques, les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur commandées par les circonstances.

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs, sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des corrections de valeur individuelles. Les opérations hors bilan tels qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation et une provision serait comptabilisée le cas échéant.

Traitement des intérêts en souffrance

Les intérêts (y compris les intérêts courus) et les commissions correspondantes réputés en souffrance ne doivent pas être considérés comme des produits. Les intérêts et les commissions échus depuis plus de 90 jours mais impayés sont considérés comme étant en souffrance (créances en souffrance).

Les intérêts en souffrance doivent être déterminés selon le principe brut. Les corrections de valeurs relatives aux intérêts devenues libres lors d'une autre période de référence sont enregistrées dans la rubrique du compte de résultat Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts.

Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement sous la rubrique « variations des corrections de valeur pour risque de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Opérations de négoce, engagements résultant des opérations de négoce

Les actions, obligations, métaux précieux, fonds et instruments financiers dérivés qui ne sont pas acquis dans un but d'investissement à long terme, sont compris dans « Opérations de négoce ». Les positions sont évaluées à la juste valeur à la date du bilan. Les titres sans marché réguliers sont évalués au prix d'acquisition, sous déduction des amortissements nécessaires (principe de la valeur de la plus basse).

Le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce est comptabilisé à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les coûts de refinancement des portefeuilles de négoce sont compensés directement à la rubrique « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». Les résultats non réalisés découlant de l'évaluation, de même que les résultats réalisés, sont compris sur le compte de résultat « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ».

Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les variations de valeurs de remplacement positives et négatives figurent dans le compte de résultat sous « Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur ». La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation.

Dans certains cas, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, principalement dans le cadre de ses activités pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt et de change. Dans ce cadre, il recourt essentiellement à des swaps de taux d'intérêts et à des opérations de change à terme ou des options de change. Ces opérations sont, en principe, enregistrées comme des opérations de couverture du type « micro et macro hedges » et selon les principes d'une comptabilité de couverture.

Principes d'une comptabilité de couverture

Les opérations de couverture sont évaluées selon les mêmes principes que les opérations de base couvertes.

Les résultats des opérations de couverture sont saisis sous une rubrique de résultat identique à celle qui enregistre les résultats correspondants de l'opération couverte.

Les modifications de valeurs sont saisies dans le compte de compensation, dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'est comptabilisée.

Le Groupe applique une comptabilité de couverture lorsque les effets de couverture ainsi que les buts et stratégies visés par les opérations de couverture sur risques de taux d'intérêt et de change sont documentés lors de la conclusion des opérations et qu'une vérification périodique de l'efficacité de la couverture est effectuée.

Les opérations de couverture ne remplissant pas, plus ou que partiellement leur fonction de couverture sont assimilées en totalité ou pour leur fraction excédentaire, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

Immobilisations financières

Les titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'« accrual method ». Les agios et disagios correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance du titre. Les gains et les pertes résultant des opérations d'intérêts aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation sont délimités selon la durée résiduelle de l'opération, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance initiale du titre aliéné ou remboursé de façon anticipée. Les adaptations de valeur sont en principe enregistrées dans les « Autres charges ordinaires », respectivement « Autres produits ordinaires ».

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique « Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts ».

Les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance et les titres de participation sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse de leur prix d'acquisition et de la valeur de marché à la date du bilan.

Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués au prix du marché à la date du bilan.

Participations non consolidées

Les participations sont évaluées individuellement à la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes.

Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures au seuil d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan, de même que les amortissements supplémentaires non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles » du compte de résultat.

Les immeubles sont amortis sur la base de leur valeur résiduelle, et, selon le type d'immeuble et sa localisation, entre 30 et 66 ans.

Les autres immobilisations corporelles se composent du mobilier, des logiciels, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amorties selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 3 et 7 ans.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées à la rubrique « Charges extraordinaires ».

Valeurs immatérielles

Goodwill

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence

est considérée comme goodwill acquis et activé. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire au maximum sur 10 ans à charge du compte de résultat.

Autres valeurs immatérielles

Les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle sur une durée d'utilisation de 5 ans. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

Provisions

Une provision spécifique est constituée pour tout engagement probable, fondé sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables de manière fiable. Le Groupe constitue des provisions pour tous les risques de pertes reconnaissables. Les provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissoutes et portées au compte de résultat.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

Réserves pour risques bancaires généraux

Pour couvrir les risques découlant de l'activité bancaire, non couverts par des provisions spécifiques, le Groupe constitue préventivement des réserves pour risques bancaires généraux.

Ces réserves sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

Impôts

Les impôts courants sur le bénéfice et le capital sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés.

Les impôts latents, résultant de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs, sont comptabilisés comme impôts latents sous la rubrique « provisions » au passif du bilan.

Propres titres de créance et de participation

L'achat de propres parts du capital est enregistré à la valeur d'acquisition au moment de cette transaction dans la rubrique « Propres parts du capital » déduite des capitaux propres. Le Groupe ne fait pas d'évaluation subséquente.

Dans le cas d'une revente de propres parts du capital, le résultat réalisé est enregistré dans la rubrique « Réserve issue du capital » et le Groupe réduit la position « Propres parts du capital » de la valeur d'acquisition des actions propres vendues.

Engagement de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

Le Groupe examine chaque année s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses et d'éventuels autres calculs.

Plan de participation des collaborateurs

Pour les membres de la direction ainsi que pour une partie des collaborateurs, un plan de participation des collaborateurs a été mis en place. Les bénéficiaires des plans se verront attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération étant fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels, la dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

Opérations hors bilan

Les opérations hors bilan sont présentées à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, des provisions au passif du bilan sont constituées.

Gestion des risques

Politique des risques

La banque Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève (ci-après « la Banque ») ainsi que ses filiales en Suisse et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») sont principalement actives sur les deux métiers stratégiques du Groupe, la banque privée et l'asset management. Les activités du Groupe s'élargissent également aux métiers du Private Equity, de l'Immobilier, du Corporate Finance et de Prestation d'administration centrale et de services de société de gestion.

En sa qualité de Maison Mère, la Banque assume la responsabilité de la surveillance en matière de contrôle et gestion des risques sur l'ensemble des entités du Groupe.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte, et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Le dispositif de la gestion des risques est organisé comme suit :

- › Le Conseil d'administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de la tolérance au risque du Groupe. Le Conseil d'administration revoit chaque année le "concept-cadre" de gestion des risques qui intègre la Politique des risques (notamment la tolérance au risque (« Risk Appetite ») et les pertes potentielles pouvant résulter de risques importants) et approuve les limites de la Banque et du Groupe ;
- › Le Comité d'audit et des risques surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états préparés à intervalles réguliers ou à la demande par les fonctions Risques et Juridique & Conformité;
- › Le Comité exécutif est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque et le Groupe. Il veille, avec l'assistance du Comité des risques, d'une part, à l'application de la Politique des risques arrêtée par le Conseil d'administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque et du Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;

- › Les Responsables des métiers, des fonctions et des départements des entités constitutives du Groupe ont la charge d’anticiper, prévenir et de gérer les principaux événements susceptibles d’affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent. Ils sont notamment responsables d’instaurer une culture de risque appropriée et de mettre en place les contrôles de premier niveau adéquats dans leurs activités ;
- › Le Group Chief Risk Officer assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l’exposition aux risques et fait rapport sur la situation de risques de la Banque et du Groupe.
- › Afin de satisfaire aux exigences de l’autorité de surveillance en matière de gestion et contrôle des risques du Groupe, une fonction Risques a été constituée regroupant l’ensemble des responsables risques des entités du Groupe et une fonction Juridique & Conformité regroupant l’ensemble des responsables juridique et de conformité des entités du Groupe. Les deux fonctions reportent au Group Chief Risk Officer. Une charte de fonctionnement pour chacune des fonctions a été établie fixant certains principes directeurs, dont notamment la mission, les tâches et responsabilités, l’organisation ainsi que le processus de reporting régulier et ad hoc. Des échanges et une collaboration importante entre tous les acteurs de ces fonctions animent celles-ci.

Le dispositif de surveillance et l’organisation de contrôle mis en place dans l’ensemble du Groupe bénéficient de ressources adéquates, tant du point de vue humain que technique et sont constamment adaptés à l’évolution réglementaire et à l’exigence des activités du Groupe.

Risques de liquidité

Le **risque de liquidité** correspond au risque que la Banque et/ou le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie présents et futurs, attendus et inattendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière.

Les entités bancaires du Groupe n’ont pas pour objectif de tirer profit de leur rôle de transformation d’échéance et de s’exposer de manière importante au risque de liquidité. Elles adoptent une attitude prudente dans la gestion de leur trésorerie en choisissant des contreparties de qualité, des échéances de courte durée et des limites correspondantes. Elles privilégient ainsi le respect de leurs engagements vis-à-vis de leur clientèle au détriment de la maximisation de leur marge d’intérêts. Elles recherchent, dans le cadre de la stratégie décidée par le Conseil d’administration, le maximum de concordance entre les durées et les échéances de leurs emplois et de leurs ressources. La transformation d’échéance tolérée est induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d’investissement à moyen / long terme. Par ailleurs, la Banque et le Groupe veillent scrupuleusement au respect des ratios légaux actuels en matière de liquidités.

Au sein du Groupe, l’évaluation de ce risque est effectuée en utilisant les techniques adaptées de gestion du bilan permettant de contrôler la structure des échéances. D’une manière générale, chaque entité bancaire du Groupe dispose d’un processus de contrôle du risque de liquidité visant à analyser et surveiller quotidiennement : ses avoirs et ses engagements agrégés par tranche d’échéance standardisée ; les différents montants à recevoir, respectivement à payer, par devise et date valeur ; les éventuelles impasses de trésorerie et leurs limites.

Risque de crédit

Le **risque de crédit** représente le risque d’insolvabilité de l’une des contreparties financières ou d’un client avec qui les entités du Groupe sont contractuellement liées, notamment en matière de prêts ou de créances découlant d’instruments financiers.

Contreparties bancaires

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l’objet d’une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l’objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines d’entre elles l’exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repos et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s’étendent à l’ensemble des entités du Groupe.

Clientèle

L’activité de crédits collatéralisés est positionnée comme étant annexe aux activités de Banque Privée et de gestion de patrimoine. Dans ce domaine, les activités se limitent à satisfaire la clientèle privée à l’aide d’opérations de financement, d’émissions de garanties, d’autres engagements sur instruments à terme et / ou dérivés, ainsi que de financement de biens immobiliers. En ce qui concerne la clientèle institutionnelle (dont les OPC), les crédits se limitent exclusivement aux crédits du type « bridge financing » à des OPC et des fonds de Private Equity du Groupe, à l’émission de garanties bancaires et aux opérations sur instruments à terme et / ou dérivés.

Tout crédit octroyé par les entités bancaires du Groupe, doit en général être couvert par des sûretés financières répondant à des critères stricts en termes de diversification, de liquidité, de valorisation, de notation et de couverture géographique, par des polices d’assurances, des garanties bancaires ou des sûretés immobilières. La transposition de cette politique rigoureuse amène les entités du Groupe à exiger une couverture excédentaire systématique dont le pourcentage varie en fonction du type de sûretés financières et du degré de diversification de ces dernières.

Des tests d'endurance ou des vérifications de l'état des nantissements, sont régulièrement effectués en matière de crédit à la clientèle privée et institutionnelle. Ces tests ont notamment pour but de déterminer l'impact que pourraient avoir de fortes fluctuations à la baisse des marchés boursiers et/ou devises sur les sûretés financières nanties par la clientèle en faveur de l'entité en couverture de leurs engagements. Ces tests sont effectués pour l'ensemble de la clientèle concernée et de manière plus détaillée pour les cas les plus sensibles. Les clients les plus exposés font l'objet d'un suivi régulier de leurs positions.

Les compétences en matière d'octroi de crédit sont définies par les Conseils d'administration.

D'une manière générale, la gestion et la surveillance du risque de crédit sont effectuées quotidiennement en fonction des dispositions légales ainsi que de directives et procédures internes strictes. Sous la direction de comités ad hoc au sein des entités bancaires du Groupe, des services spécialisés sont affectés au maintien administratif, au contrôle et au suivi des opérations.

Immobilisations financières

Les entités financières du Groupe peuvent investir une partie de leurs fonds propres et de leurs liquidités dans : 1) des parts de fonds de placement du Groupe, 2) des positions sur obligations ou créances assimilables répondant à des critères de notation définis ou d'éligibilité strictes applicables par certaines banques centrales ou bourses reconnues, 3) des parts de fonds de Private Equity, 4) des parts de fonds immobiliers du Groupe ou des co-investissements immobiliers dans le cadre d'alignement d'intérêts avec des clients du Groupe, 5) des titres de participation. Ces investissements sont de nature à diversifier les liquidités du Groupe dans des placements à moyen / long terme et à se procurer également des rendements réguliers. Ces investissements font l'objet de limites spécifiques et le choix des placements est confié à des collaborateurs spécialisés de la Banque ou du Groupe. La surveillance des limites et des portefeuilles est du ressort de la fonction Risques qui rend compte aux Comités ALM et des Risques.

Risque de marché

Le **risque de marché** est défini comme le risque de perte découlant d'une évolution défavorable des paramètres de marché impactant négativement les positions de la Banque et/ou du Groupe.

Le Groupe distingue trois catégories de risque de marché :

- › le **risque de change et métaux précieux**, résultant d'une évolution défavorable du cours de change d'une devise / métaux précieux et affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan libellés en devises autres que la devise du capital ;
- › le **risque sur le portefeuille de négoce**, lié à l'évolution défavorable de la valeur des titres figurant dans le portefeuille de négoce (y compris les dérivés) du Groupe ;
- › le **risque de taux d'intérêt** est le risque de perte qui résulte d'un mouvement défavorable des taux d'intérêts affectant le Groupe en raison de la non-concordance entre ses actifs, ses passifs et ses engagements hors bilan portant sur des taux et des référentiels de taux d'intérêts non-congruents.

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour propre compte de valeurs mobilières. S'agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l'objet d'un suivi quotidien, à l'aide d'outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques.

En ce qui concerne, enfin, le risque de taux d'intérêts, le Groupe privilégie toujours le respect de ses engagements vis-à-vis de sa clientèle au détriment de la maximisation de sa marge d'intérêts. Le Groupe accepte toutefois la transformation d'échéance induite principalement par ses activités de crédits et de trésorerie court terme dans des portefeuilles d'investissement à moyen / long terme (sans refinancement concordant). Le risque de taux d'intérêts est analysé et fait l'objet de limites de manière scindée, entre les positions impactant le résultat et celles impactant uniquement la valeur économique des fonds propres.

Les entités bancaires du Groupe ont mis en œuvre les dispositifs de gestion et de contrôle des risques adéquats, en conformité avec les règles du Groupe et les réglementations locales.

Risque opérationnel

Le **risque opérationnel** correspond à la perte potentielle que le Groupe est susceptible de subir suite à l'inadéquation ou la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes d'information ou d'événements extérieurs.

Par nature, les deux principaux métiers exercés par le Groupe, à savoir la banque privée et l'asset management, sont exposés de manière significative aux risques opérationnels. Afin de les contrôler et de les atténuer, le Groupe a défini sa politique de gestion des risques opérationnels. Celle-ci comprend : 1) les structures de la gestion des risques opérationnels, y compris les compétences, les obligations de rendre compte et les lignes de reporting, 2) la définition des instruments d'identification, d'évaluation et de pilotage des risques opérationnels et de leur utilisation, 3) la détermination de la tolérance au risque en fonction des types pertinents de risques opérationnels essentiels, la fixation des valeurs-seuils et/ou des limites y relatives et la définition des stratégies et instruments d'atténuation des risques, 4) l'approche de la Banque destinée à identifier les risques inhérents (les risques avant prise en compte des contrôles) ainsi qu'à fixer et à surveiller les valeurs-seuils et/ou les limites pour les risques résiduels (les risques après prise en compte des contrôles), 5) la définition et instauration de systèmes de production de rapports de risque et d'information du management (MIS) pour les risques opérationnels, 6) la définition d'une classification uniforme des risques opérationnels essentiels afin d'assurer la cohérence au niveau de l'identification des risques, de leur évaluation et de la fixation des objectifs au sein de la gestion des risques opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels bénéficie de trois outils principaux harmonisés à travers le Groupe à des fins de surveillance consolidée :

- › l'exécution de Risk Control Self Assessments (RCSA) permettant une revue des risques identifiés et des contrôles afin de réduire le niveau de risque inhérent à un niveau de risque résiduel tolérable, tout en sensibilisant les acteurs de 1^{re} ligne de défense sur leurs responsabilités à cet égard (Risk Ownership) ;
- › la gestion des incidents opérationnels (identification, analyse, qualification, mitigation, reporting et suivi de la mise en place effective des plans d'actions définis avec les Métiers, sachant que tous les incidents opérationnels, avec ou sans impact financier, sont déclarés) ;
- › la gestion des Key Risk Indicators (définition, remontée par les Métiers et fonctions de contrôle responsables, analyse, reporting et suivi des plans d'actions éventuellement nécessaires pour maintien endéans les seuils de tolérance définis).

La fonction Risques comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels. Destinée à mettre en exergue les améliorations possibles du dispositif de gestion des risques, elle a notamment pour mission d'élaborer la méthodologie de gestion des risques opérationnels, en fonction notamment des éléments constitutifs

de Bâle III, de la soumettre pour validation au Comité des risques / Comité exécutif et d'assurer sa mise en place / à jour.

Cette cellule participe étroitement au dispositif du système de surveillance et de contrôle interne de la Banque et collabore étroitement avec le service de contrôle interne dans l'évaluation des contrôles mis en place, des plans d'actions à entreprendre afin d'atténuer les risques identifiés comme critiques et/ou élevés. L'équipe en place utilise un outil informatique performant dédié et déployé dans le Groupe. En outre, la cellule rend compte périodiquement au Comité des risques et, lorsque les circonstances l'exigent, au Comité exécutif.

En fonction de situations de crises retenues par la Banque susceptibles de créer une rupture, totale ou partielle, des processus opérationnels, un plan et une organisation de continuité des activités ont été définis. Propres à la Banque et à ses filiales, l'infrastructure et les moyens techniques / humains déployés visent à permettre aux fonctions critiques de travailler en mode dégradé et de revenir à la normale. Eu égard aux objectifs de continuité arrêtés par la Banque et ses filiales en cas de sinistre ou d'événement majeur, le développement et les tests de leur plan respectif seront poursuivis au cours de l'exercice prochain.

Externalisation d'activités (Outsourcing)

Hormis pour la gestion du système bancaire et de certaines applications périphériques ainsi que l'infrastructure informatique d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. et de Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg, les fonctions de support de l'activité d'administration de fonds d'Edmond de Rothschild (Europe), la conservation des titres de Edmond de Rothschild (France) et certaines activités externalisées au sein du Groupe, le Groupe et ses filiales ne font pas appel à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la circulaire 2018/3 de la FINMA.

Méthodes appliquées pour l'identification des risques de défaillance et pour la détermination du besoin de corrections de valeur

Créances couvertes par hypothèque

Pour les financements de biens immobiliers à usage propre, le Groupe actualise annuellement la valeur des gages fournie par les modèles hédoniques en se basant sur l'évolution d'indices immobiliers régionaux établis par des prestataires externes. Après validation des nouvelles évaluations, le taux d'avance sur gage est mis à jour. Il analyse également les arriérés d'intérêts et le respect du plan d'amortissement. Sur cette base, le Groupe identifie les crédits hypothécaires présentant des risques accrus. Après un examen détaillé, effectué par des spécialistes, ces crédits peuvent faire l'objet d'une demande de sûretés supplémentaires ou d'une correction de valeur pour défaut de couverture.

Crédits couverts par des titres

Les engagements de la clientèle ainsi que la valeur des titres nantis sont vérifiés quotidiennement. Si la valeur de nantissement des sûretés vient à être inférieure au montant du crédit, le Groupe exige soit un remboursement partiel, soit des sûretés supplémentaires. Si l'insuffisance de couverture croît ou s'il existe des conditions de marché exceptionnelles, le Groupe réalise les sûretés.

Crédits sans couverture

Les crédits en blanc sont des dépassements en compte de la clientèle de détail.

Évaluation des sûretés de crédit

Créances couvertes par hypothèque

Les crédits garantis par gage immobilier ne sont jamais octroyés sans une évaluation des sûretés axée sur l'utilisation de l'objet. Les estimateurs internes utilisent pour les biens destinés à l'habitation des modèles d'évaluation hédoniques. Ces évaluations sont rapprochées au prix de transaction effective dans la même localité.

Le Groupe prend comme base de l'octroi des crédits la valeur la plus basse entre l'estimation interne, le prix d'achat et l'éventuelle estimation externe.

Créances couvertes par des titres

Pour les crédits lombards et autres crédits couverts par des titres, seules des sûretés (obligations, actions) facilement négociables sont acceptées. Le Groupe accepte les produits structurés si les investissements font l'objet d'une cotation régulière.

Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, le Groupe utilise en outre des instruments financiers dérivés pour la couverture des risques de taux d'intérêt, de change et de défaillance. Les opérations de couverture sont évaluées de la même façon que l'opération de base qu'elles couvrent. Le résultat de la couverture est enregistré dans la même rubrique du compte de résultat que celui de l'opération couverte. Dans la mesure où aucune adaptation de valeur de l'opération de base n'a été comptabilisée, le résultat d'évaluation des instruments de couverture est saisi dans le compte de compensation. Le solde net du compte de compensation est présenté soit à la position « Autres actifs » soit à la position « Autres passifs ».

Les transactions de couverture du service de trésorerie, qui n'intervient pas lui-même sur le marché, sont exécutées par le département de négoce. Les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits découlant des transactions internes sont éliminés.

Le Groupe documente les relations de couverture ainsi que les buts et les stratégies des opérations de couverture lors de la conclusion de ces opérations. Le Groupe vérifie périodiquement l'effectivité de la relation de couverture. Lorsque cette relation est partiellement ou entièrement inefficace, la fraction inefficace de l'opération est assimilée à une opération de négoce.

Événements significatifs survenus après la date du bilan

Événements postérieurs à la date de clôture

Le Conseil d'administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a acté en date du 15 octobre 2019, la fusion par absorption de sa filiale Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A. Il est prévu de réaliser cette fusion au plus tard d'ici le 30 juin 2020 avec effet rétroactif au 1er janvier 2020. Les conditions d'une fusion simplifiée de sociétés de capitaux au sens de l'article 23 alinéa 1 lettre a LFus sont remplies, ce qui permet de bénéficier des allègements prévus par l'article 24 alinéa 1 LFus.

Le Conseil d'administration d'Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. a acté en date du 13 mars 2020, la fusion par absorption de sa filiale Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil S.A. (Meyrin). Il est prévu de réaliser cette fusion au plus tard d'ici le 30 juin 2020 avec effet rétroactif au 1er janvier 2020. Les conditions d'une fusion simplifiée de sociétés de capitaux au sens de l'article 23 alinéa 1 lettre a LFus sont remplies, ce qui permet de bénéficier des allègements prévus par l'article 24 alinéa 1 LFus.

Il n'y a pas eu d'autre événement postérieur à la date de clôture de l'exercice pouvant avoir un impact sur les états financiers au 31 décembre 2019.

Démission de l'organe de révision avant le terme de son mandat

L'Assemblée générale a élu PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, comme organe de révision de la Banque. Le premier mandat de révision date de 1982. L'organe de révision ne s'est pas démis de son mandat avant terme.

Informations relatives au bilan

En milliers de CHF

2019

2018

1 Répartition des opérations de financement de titres (actifs et passifs)		
Valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	54'270	611'020
Valeur comptable des engagements découlant des liquidités reçues lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	-	-
Valeur des titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	-	-
La juste valeur des titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	55'019	627'447
<i>dont titres remis à un tiers en garantie</i>	793	155'509
<i>dont titres aliénés</i>	-	-

En milliers de CHF

Nature des couvertures

Couvertures hypothécaires Autres couvertures Sans couverture Total

2 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

Couvertures des créances et des opérations hors bilan

Prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)

Créances sur la clientèle 5'839 3'813'731 180'535 4'000'105

Créances hypothécaires :

- immeubles d'habitation 1'044'724 15'938 1'190 1'061'852

- immeubles commerciaux 53'965 - - 53'965

- immeubles artisanaux et industriels 45'289 - - 45'289

Total des prêts (avant compensation avec les correctifs de valeur)

Total 2019 1'149'817 3'829'669 181'725 5'161'211

Total 2018 873'035 2'703'608 135'578 3'712'221

Total des prêts (après compensation avec les correctifs de valeur)

Total 2019 1'149'817 3'829'669 173'390 5'152'876

Total 2018 873'035 2'703'608 127'696 3'704'339

Hors bilan

Engagements conditionnels - 175'475 31'302 206'777

Engagements irrévocables 22'402 618'616 84'027 725'045

Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires - 324'663 39'945 364'608

Total 2019 22'402 1'118'754 155'274 1'296'430

Total 2018 6'537 556'423 48'306 611'266

En milliers de CHF

Montant brut Valeur estimée de réalisation des sûretés Montant net Corrections de valeur individuelles

Créances compromises

Total 2019 22'934 14'709 8'225 8'335

Total 2018 22'963 14'714 8'249 7'882

Le montant brut des créances compromises provient de plusieurs dossiers présentant des intérêts et/ou des amortissements impayés depuis plus de 90 jours. Le total des créances compromises correspond à 0.44% du total des créances sur la clientèle et créances hypothécaires au 31.12.2019 (0.62% au 31.12.2018).

En milliers de CHF

2019

2018

3 Répartition des opérations de négoce et des autres instruments financiers évalués à la juste valeur (actifs et passifs)

Actif		
Opérations de négoce		
Titres de dette, papiers/opération du marché monétaire	111	230
<i>dont cotés</i>	111	230
Titres de participation	17'222	15'338
Autres instruments financiers évalués à la juste valeur	-	-
Titres de dette	-	-
Total des actifs	17'333	15'568
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	-	-
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	-	-

En milliers de CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
4 Présentation des instruments dérivés (actifs et passifs)						
Instruments de taux						
Contrats à terme y compris FRAs	-	-	-	-	-	-
Swaps	1'097	1'717	1'310'943	1'078	7'881	421'882
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	102	102	358'706	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Devises / métaux précieux						
Contrats à terme	70'034	95'185	14'537'025	-	-	-
Swaps combinés d'intérêts et de devises	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	7'744	7'744	960'325	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Titres de participation / indices						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	2'557	2'557	251'148	-	-	-
Options (négociables)	-	-	526	-	-	-
Dérivés de crédit						
Crédit default swaps	-	-	-	-	-	-
First-to-default swaps	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
Autres						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Swaps	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
Total avant prise en compte des contrats de netting						
Total 2019	81'534	107'305	17'418'673	1'078	7'881	421'882
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	81'534	107'305	17'418'147	1'078	7'881	421'882
Total 2018	78'921	70'693	16'331'187	834	3'375	383'757
<i>dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation</i>	78'921	70'693	16'331'187	834	3'375	383'757

En milliers de CHF	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
Total après prise en compte des contrats de netting		
Total 2019	81'628	114'202
Total 2018	77'678	71'991

Répartition selon les contreparties

En milliers de CHF	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	-	60'072	21'556

En milliers de CHF	2019	2018	2019	2018
	Valeur comptable		Juste valeur	
5 Répartition des immobilisations financières				
Titres de créance	894'884	914'183	904'167	913'833
<i>dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	850'242	879'177	858'726	878'104
<i>dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)</i>	44'642	35'006	45'441	35'729
Titres de participation	331'590	141'311	384'323	157'515
<i>dont participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	-	-	-	-
Métaux précieux	381'833	462'386	381'833	462'386
Total	1'608'307	1'517'880	1'670'323	1'533'734
<i>dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	76'635	89'954	-	-

En milliers de CHF	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation
Répartition des contreparties selon la notation						
Valeur comptable des titres de créance	331'318	208'771	219'752	58'418	15'204	61'421

Lorsqu'une répartition entre les adaptations de valeur liées au risque de défaillance et celles découlant des conditions du marché est effectuée, la part des modifications relatives au risque de défaillance est enregistrée à la rubrique «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

La banque utilise les notes de trois agences (Standard & Poor's, Moody's et Fitch) et les ratings sont exprimés selon la grille de notation de Standard & Poor's. Lorsque trois notations sont disponibles, la banque retient le plus défavorable des deux meilleurs ratings. Lorsque seulement deux ratings distincts sont disponibles, le plus défavorable est retenu (pondération risque la plus élevée). En cas d'absence de notation spécifique des instruments, les notations Standard & Poor's à long terme de l'émetteur sont utilisées.

En milliers de CHF

	Valeurs d'acquisition	Amortissements cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2019	Variations de change	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Corrections de valeur	Valeur comptable au 31 décembre 2019	Valeur de marché
6 Présentation des participations non consolidées									
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	778	-	778	(406)	12'937	(52)	-	13'257	-
- avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sans valeur boursière	778	-	778	(406)	12'937	(52)	-	13'257	-
Autres participations	6'545	(1'197)	5'348	(555)	84	(3'627)	(15)	1'235	64'193
- avec valeur boursière	305	-	305	-	-	-	-	305	63'263
- sans valeur boursière	6'240	(1'197)	5'043	(555)	84	(3'627)	(15)	930	930
Total des participations non consolidées	7'323	(1'197)	6'126	(961)	13'021	(3'679)	(15)	14'492	64'193

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2019	2018	2019	2018	2019	2018	directe	indirecte
Suisse - par intégration globale									
Maison Mère									
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève	CHF	58'694	45'000	100	100	100	100	-	-
Sociétés de services									
Privaco Family Office S.A., Genève	CHF	2'100	2'100	100	100	100	100	100	
Sociétés financières et de gestion de portefeuille									
Edmond de Rothschild Asset Management (Suisse) S.A., Genève	CHF	11'534	11'534	100	100	100	100	100	-
Orox Asset Management S.A., Genève	CHF	2'000	2'000	60	60	60	60	60	-
EdR Real Estate S.A., Leudelange	EUR	975	975	100	100	100	100	100	-
Orox Europe S.A., Leudelange	EUR	1'500	1'300	75	75	75	75	-	75
Cording Real Estate Group Limited, London	GBP	102	102	53	53	70	70	-	70
Cording Management Company S.A., Luxembourg	EUR	125	-	100	-	100	-	-	100
Cording Capital LLP, London	GBP	100	100	53	53	100	100	-	100
Cording Residential Asset Management Ltd, London	GBP	-	-	28	53	100	100	-	100
Highgate GP Limited, Jersey	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
Highgate Founder Limited, Jersey	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
Cording Salford Nominee Limited, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
Cording Real Estate Group GmbH, Stuttgart	EUR	480	480	53	53	100	100	-	100
LQG JV Landmark Portfolio Verwaltungs GmbH, Frankfurt am Main	EUR	25	25	53	53	100	100	-	100
Cording Co-Invest UG Vermögensverwaltungs U.G. (haftungsbeschränkt), Frankfurt am Main	EUR	-	-	53	53	100	100	-	100
Cording Real Estate Group B.V., Amsterdam	EUR	18	18	53	53	100	100	-	100
Duits Vastgoed Beherend Venoot B.V., Amsterdam	EUR	-	-	53	53	100	100	-	100
Cording Property Management LLP, London	GBP	120	120	53	53	100	100	-	100
Cording Member Limited, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2019	2018	2019	2018	2019	2018	directe	indirecte
CURI Bath Lane Leicester GP LLP, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
CURI John Street Warrington GP LLP, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
Saffron Court Apartments GP LLP, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
Cording UK PRS Carry GP LLP, Edinburgh	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
Cording UK PRS Club 1 GP LLP, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
Cording UK Residential Investment GP S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	53	53	100	100	-	100
Cording UK Residential Investment Limited Partner S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	12	53	53	100	100	-	100
CURI Short Hill Nottingham GP LLP, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
CURI Albion Street GP LLP, London	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
CURI Kent Street Birmingham GP LLP	GBP	-	-	53	-	100	-	-	100
CURI Master Nominee Limited, London	GBP	-	-	53	53	100	100	-	100
Provident Financial Markets Ltd, Tel Aviv	ILS	92	92	100	100	100	100	-	100
Provident Risk Management Ltd, Tel Aviv	ILS	-	-	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Portfolio Management Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Mutual Funds Management Ltd, Tel Aviv	ILS	839	839	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Equity Partners (Israel) Ltd, Tel Aviv	ILS	1	1	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (Israel) Ltd, Tel Aviv	ILS	100	100	100	100	100	100	-	100
Real Estate Robin Sàrl, Leudelange	EUR	17'954	2'948	100	100	100	100	-	100
Compagnie Benjamin de Rothschild Conseil S.A., Meyrin	CHF	7'000	3'000	100	100	100	100	100	-
Etranger - par intégration globale									
Banques									
Edmond de Rothschild (Europe), Luxembourg	EUR	31'500	31'500	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild (France), Paris	EUR	83'076	-	100	-	100	-	100	-
Edmond de Rothschild (Monaco), Monaco	EUR	13'900	12'000	100	57	100	57	100	-
Sociétés de services et sociétés immobilières									
Copri III S.A., Luxembourg	EUR	747	747	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Corporate Finance, Paris,	EUR	61	-	100	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd., Tel Aviv	ILS	74'534	-	100	-	100	-	-	100
EdR Real Estate (Eastern Europe) Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	-	100	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Family Advisory (Hong Kong) Limited, Hong Kong	HKD	12'675	12'675	100	100	100	100	-	100
Sociétés de gestion de portefeuilles									
Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg), Luxembourg	EUR	18'238	18'238	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (France), Paris	EUR	11'034	-	100	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (Hong Kong) Ltd., Hong Kong	HKD	15'000	-	100	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Asset Management (UK) Limited, Londres	GBP	4'400	4'400	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Client Nominees (UK) Ltd., Londres	GBP	1	1	100	100	100	100	-	100
Cleaveland, Paris	EUR	250	-	100	-	100	-	-	100
Ginkgo Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2019	2018	2019	2018	2019	2018	directe	indirecte
Sociétés financières et sociétés de courtage									
Edmond de Rothschild (UK) Limited, Londres	GBP	15'700	15'700	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Securities (UK) Limited, Londres	GBP	-	2'000	-	100	-	100	-	100
Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Representación Uruguay, Montevideo	USD	14	14	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Monaco), Monaco	EUR	150	150	100	57	100	100	-	100
Iberian Renewable Energies GP S. à r.l., Luxembourg, en liquidation	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe), Luxembourg	EUR	125	125	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Gestion (Monaco), Monaco	EUR	150	150	100	57	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Securities (Hong Kong) Limited, Hong Kong	HKD	5'000	-	100	-	100	-	-	100
SAS EdR Immo Magnum, Paris	EUR	1	-	100	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France), Paris	EUR	7'035	-	100	-	100	-	-	100
Financière Boréale, Paris	EUR	6'040	-	100	-	100	-	-	100
EDRRIT Limited, Londres	GBP	278	278	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Capital Holdings Limited, Londres	GBP	250	250	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Merchant Banking LLP, Londres	GBP	29'387	29'188	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild (Israel) Ltd., Tel-Aviv	ILS	501	501	100	100	100	100	100	-
Edmond de Rothschild Private Equity (France), Paris	EUR	2'700	-	100	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Investment Partners China S. à r.l., Luxembourg	EUR	13	-	100	-	100	-	-	100
LCFR UK PEP Limited, London	GBP	530	-	100	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	-	100	-	100	-	-	100
EdR Real Estate (Eastern Europe) CIE S.à r.l., Luxembourg	EUR	175	-	63	-	63	-	-	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest S. à r.l., Luxembourg	EUR	188	-	82	-	82	-	-	100
CFSH Secondary Opportunities S.A., SICAR, Luxembourg	EUR	2'326	-	100	-	100	-	-	100
CFSH Luxembourg S. à r.l., Luxembourg	EUR	12	-	100	-	100	-	-	100
Bridge Management S.à.r.l., Luxembourg	EUR	13	-	100	-	100	-	-	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	-	72	-	69	-	-	100
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II S.à r.l., Luxembourg	EUR	165	-	58	-	58	-	-	100
CTBR Luxembourg, Luxembourg	CHF	15'884	15'884	96	96	96	96	-	96
Compagnie Benjamin de Rothschild Management (Luxembourg) S.A., Leudelange	EUR	881	881	100	100	100	100	-	100
Amethis Finance Luxembourg, Luxembourg	EUR	13	13	50	50	50	50	-	50
Moringa General Partner S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	100	100	100	100	-	100
Moringa Partnership SAS, Paris	EUR	10	10	100	100	100	100	-	100
Edmond de Rothschild Private Equity S.A., Leudelange	EUR	1'640	1'640	100	100	100	100	-	100
General Partner Participations Mauritius, Port Louis	EUR	110	110	71	71	73	73	-	73
Edmond de Rothschild Equity Strategies Management III S.à r.l., Leudelange	EUR	13	13	60	60	60	60	-	60

7 Présentation des sociétés consolidées du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

	Monnaie	Capital social (en milliers)		Part au capital (en %)		Part aux voix (en %)		Détenion (en %)	
		2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	
TIIC Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Ginkgo Management II S.à r.l., Luxembourg	EUR	13	13	51	51	51	51	-	51
Teka Investment SA, Luxembourg	USD	-	33	-	100	-	100	-	100
Holding LRLDEDR, S. à r.l. , Leudelange	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
Amethis Finance, S. à r.l. , Leudelange	EUR	17	17	48	48	95	95	-	95
Amethis Fund II Management, S.à r.l. , Leudelange	EUR	13	13	48	48	100	100	-	100
Amethis Maghreb, S.à r.l. , Leudelange	EUR	12	12	48	48	100	100	-	100
Privilege Access Management, S.à r.l. , Luxembourg	EUR	12	12	51	51	51	51	-	51
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF, Luxembourg	EUR	31'705	29'443	98	98	98	98	-	98
Pearl GP Sàrl, Luxembourg	EUR	12	12	51	100	51	100	-	51
Smart Estate Management 1, S.à r.l. , Luxembourg	EUR	12	12	51	100	51	100	-	51
EdR Private Equity Partners S.A., SICAV-RAIF Comp. 2018, Luxembourg	EUR	10'080	5'760	100	100	100	100	-	100
EdR Hospitality Partners S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	-	51	-	51	-	-	51
Boscalt Hospitality Fund GP S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	-	51	-	100	-	-	100
Moringa Management S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	-	100	-	100	-	-	100
Edritech Ltd, Cayman Islands	USD	-	-	51	-	51	-	-	51
Kennet V Management (Luxembourg) S.à r.l., Luxembourg	EUR	12	-	51	-	51	-	-	51
Suisse - par mise en équivalence									
Sociétés financières									
Ginkgo Advisor S.à r.l., Meyrin	CHF	20	20	49	49	49	49	-	49
Etranger - par mise en équivalence									
Sociétés financières									
Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co. Ltd., Tokyo	JPY	100'000	100'000	50	50	50	50	-	50
L.C.H. Investments N.V., Antilles néerlandaises	USD	2	2	44	44	44	44	44	1
Sociedade De Investimentos E Consultoria Em Infra - Estruturas de Transportes S.A., Lisboa	EUR	50	-	44	-	44	-	-	-
Amethis Advisory, Paris	EUR	4	4	49	49	49	49	-	49
TIIC Advisor SAS, Paris	EUR	10	10	49	49	49	49	-	49
Amethis Investment Fund Manager, S.A. , Leudelange	EUR	275	275	49	49	49	49	-	49
FORE Advisors LLP, Luxembourg	GBP	1	1	17	17	32	32	-	32
FORE Cascade Scotland LP, London	GBP	-	-	17	17	32	32	-	32
FORE Cascade Scotland II LP, London	GBP	-	-	17	17	32	32	-	32
FORE Cascade Scotland III LP, London	GBP	-	-	21	21	40	40	-	40
Fore Sierra GP Limited, Reading	GBP	-	-	17	17	32	32	-	32
Fore Grampian Limited, Jersey	GBP	-	-	17	17	32	32	-	32
Amethis North Africa, S.à r.l. , Casablanca	MAD	300	300	49	49	49	49	-	49
PEARL Advisory SAS, Paris	EUR	10	10	49	25	49	25	-	49
Ginkgo Advisor Limited, London	GBP	-	-	49	-	49	-	-	49
Amethis Advisory East Africa Limited, Kenya	KES	100	-	49	-	49	-	-	49
Zhonghai Fund Management Company, Shanghai	CNY	146'667	-	25	-	25	-	-	25
ERAAM SAS, Paris	EUR	769	-	34	-	34	-	-	34
Trajan Investment Advisor SAS, Paris	EUR	-	-	49	-	49	-	-	49
Edritech Advisors Ltd, Tel Aviv	ILS	100	-	49	-	49	-	-	49

	Valeurs d'acquisition	Amortisse- ments cumulés et adaptations de valeur (mise en équivalence)	Valeur comptable au 1er janvier 2019	Variations de change	Changements d'affectation	Investis- sements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestis- sements et sorties du périmètre de consolidation	Amortisse- ments	Valeur comptable au 31 décembre 2019
En milliers de CHF									
8 Présentation des immobilisations corporelles									
Immeubles à l'usage des sociétés du groupe	117'048	(85'575)	31'473	(152)	-	122'005	-	(1'940)	151'386
Autres immeubles	5'594	(5'594)	-	-	-	-	-	-	-
Software acquis séparément ou développés à l'interne	257'283	(156'451)	100'832	(2'305)	18	60'428	59	(31'322)	127'710
Autres immobilisations corporelles	308'944	(275'353)	33'591	(793)	(18)	13'665	(59)	(9'062)	37'324
Total des Immobilisations corporelles	688'869	(522'973)	165'896	(3'250)	-	196'098	-	(42'324)	316'420

	Valeur d'acquisition	Amortisse- ments cumulés	Valeur comptable au 1er janvier 2019	Variations de change	Modification de périmètre	Investisse- ments	Désinvestis- sements	Amortisse- ments	Valeur comptable au 31 décembre 2019
En milliers de CHF									
9 Présentation des valeurs immatérielles									
Goodwill	149'954	(107'783)	42'171	(188)	-	155'674	-	(46'212)	151'445
Autres valeurs immatérielles	87'903	(87'701)	202	(603)	16'914	6	-	(454)	16'065
Total des valeurs immatérielles	237'857	(195'484)	42'373	(791)	16'914	155'680	-	(46'666)	167'510

En 2019, l'acquisition par Edmond de Rothschild (Suisse) SA de la participation Edmond de Rothschild (France) SA a donné lieu à la reconnaissance d'un Goodwill pour CHF 149 millions. D'autre part, certains Goodwills ont fait l'objet d'un impairment au cours de l'année, notamment Edmond de Rothschild (France) SA pour CHF 21.1 millions, Edmond de Rothschild Israël pour CHF 3.2 millions et ERAAM SAS pour CHF 6.1 millions.

En milliers de CHF	Autres actifs		Autres passifs	
	2019	2018	2019	2018
10 Répartition des autres actifs et autres passifs				
Compte de compensation	6'558	2'549	318	144
Impôts directs	3'503	3'427	2'252	79
Impôts indirects	10'777	4'159	17'816	4'120
Impôts latents actifs	10'339	455	-	-
Garanties, cautions	8'667	7'219	-	-
Comptes d'ordre	12'570	33'746	81'680	42'028
Autres	23'213	3'414	29'239	7'191
Total	69'069	52'421	130'987	53'418

Les provisions pour impôts latents (passifs) sont présentés sous l'annexe 15.

En milliers de CHF	2019		2018	
	Valeurs comptables	Engagements effectifs	Valeurs comptables	Engagements effectifs
11 Indications des actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements ainsi que des actifs qui font l'objet d'une réserve de propriété				
Actifs nantis / cédés				
Immobilisations financières	815	-	5'525	-
Autres actifs	59'728	82	7'219	-

En milliers de CHF	2019	2018	Variation %
12 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle			
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	47'470	46'199	2,8
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés	2'205	568	288,2
Total	49'675	46'767	6,2

En nombre d'actions	2019	2018	Variation %
Nombre et type d'instruments de capitaux propres de la Maison mère détenus par les propres institutions de prévoyance professionnelle			
Actions au porteur de CHF 500.-	-	547	(100,0)

13 Situation économique des propres institutions de prévoyance

a) Réserves de contributions de l'employeur (RCE)

Au 31 décembre 2019, il n'y a pas de réserve de contribution de l'employeur, (aucune au 31.12.2018).

Indications relatives aux plans de prévoyance

a) Au niveau de la Maison Mère et de ses sociétés économiquement affiliées au sein du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A., Genève – hors Groupe (EdR France)

	2018 Excédent / (insuffisance de couverture)	2018 Part économique de l'entité	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2019	2019 Charges de prévoyance dans les charges de personnel	2018 Charges de prévoyance dans les charges de personnel
En milliers de CHF						
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance						
Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec excédent	288	-	-	(18'146)	(18'146)	(18'426)
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-
Institutions de prévoyance sans actifs propres	165	-	-	(6'515)	(6'515)	(6'664)
Total	452	-	-	(24'661)	(24'661)	(25'090)

Les collaborateurs de la Maison Mère et de certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance Edmond de Rothschild. La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 100,1% au 31 décembre 2018 (107,7% au 1^{er} janvier 2018). Elle est réassurée pour les risques décès et invalidité auprès de la Mobilière assurance.

Pour la fin de l'exercice 2019, la Fondation estime atteindre un taux de couverture à 106%. Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2019 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 3% et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes. Au 31 décembre 2019 il n'y a ni avantage ni engagement économique à porter au bilan et au compte de résultat de la Banque. En conformité avec le cm 502 de la Circulaire FINMA 2015/1.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations), à l'exception de Edmond de Rothschild Europe (Portugal) et Edmond de Rothschild Europe (Belgique).

b) Au niveau du groupe Edmond de Rothschild (France), Paris

En milliers de CHF	2019	2019	2018	Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations payées pour 2019	2019	2018
	Excédent / (insuffisance de couverture)	Part économique de l'entité				Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance							
Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec excédent	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Institutions de prévoyance sans actifs propres	(12'651)	(12'651)	-	(511)	(3'705)	(3'705)	-
Total	(12'651)	(12'651)	-	(511)	(3'705)	(3'705)	-

Un régime de retraite "sur-complémentaire" est entré en vigueur au 1er janvier 2005. Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories. Ce dispositif entre dans le cadre des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

Pour rappel, le régime de retraite « sur-complémentaire » a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953.

Dans la catégorie des régimes à prestations définies, un régime d'indemnités de fin de carrière, constituant un avantage postérieur à l'emploi, est également en cours au sein de ce sous-groupe, les droits aux indemnités étant définis par des conventions collectives. Ce régime n'est pas financé par un contrat d'assurance.

La méthode actuarielle utilisée pour l'évaluation des engagements est la méthode des Unités de Crédits Projetés

Le taux d'actualisation retenu pour ce régime est basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé à la date de l'évaluation et est de 0,79% au 31 décembre 2019, contre 1,89% au 31 décembre 2018.

Le groupe Edmond de Rothschild (France) est entré dans le périmètre en 2019. Il n'y a, pour cette raison, pas de données pour l'exercice 2018.

2019

Tableau de comptabilisation des engagements pour les régimes de retraite "sur-complémentaires" et d'indemnités de fin de carrière

Actifs nets à la valeur du marché en début d'exercice	25'376
Ecart de conversion	(915)
Variation au cours de l'exercice	779
Actifs nets à la valeur du marché en fin d'exercice	25'240
Valeur actualisée de l'obligation future en début d'exercice	37'517
Ecart de conversion	(1'382)
Variation au cours de l'exercice	1'756
Valeur actualisée de l'obligation future en fin d'exercice	37'891
(Insuffisances) / excédents de couverture	(12'651)
Réserves de contributions de l'employeur (activées sous "Autres actifs")	-
Provision pour insuffisance de couverture incluse au passif dans la rubrique correctifs de valeurs et provisions	(12'651)
Pertes actuarielles non reconnues	-

En milliers de CHF	Taux d'intérêt moyen pondéré	Valeur comptable	Échéances					
			d'ici une année	>1 - < 2 ans	>2 - < 3 ans	>3 - < 4 ans	>4 - < 5 ans	>5 ans
14 Présentation des emprunts obligataires et des emprunts à conversion obligatoire en cours								
Negotiable European Commercial Papers (NEU-CP)		61'079	61'079	-	-	-	-	-
Bons à Moyen Terme Négociables (BMTN)	0,11%	45'587	29'306	16'281	-	-	-	-
Euro Medium Term Notes (EMTN) (1)		370'729	129'945	41'884	55'800	24'044	61'088	57'968
Titre Super Subordonné (TSS)	2,30%	22'793	-	-	-	-	-	22'793
Total		500'188	220'330	58'165	55'800	24'044	61'088	80'761

(1) Parmi les *Euro Medium Term Notes (EMTN)*, seuls les *floaters* sont rémunérés à un taux d'intérêt fixé en début de période. Au 31 décembre 2019, tous les instruments ci-dessus ont été émis par EdR (France). Seul le TSS est subordonné. Il ne contient pas de clause PONV.

En milliers de CHF	État à fin 2018	Utilisations conformes au but	Modifications du périmètre de consolidation	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	État au 31 décembre 2019
15 Corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que leurs variations								
Provisions pour impôts latents	25'427	-	16'831	(307)	-	1'239	(18'463)	24'727
Provisions pour engagements de prévoyance	-	(4)	12'645	(490)	-	1'195	(170)	13'176
Provisions pour risques de défaillance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques d'exploitation	75	(2'385)	12'806	(407)	-	1'556	(1'802)	9'843
Provisions de restructurations	3'858	(3'566)	-	-	-	2'842	(144)	2'990
Autres provisions	24'151	(8'929)	425	(639)	-	4'067	(2'640)	16'435
Total des provisions	53'511	(14'884)	42'707	(1'843)	-	10'899	(23'219)	67'171
Réserves pour risques bancaires généraux	231'556	-	-	-	-	11'675	(38'702)	204'529
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	7'882	(128)	379	(45)	970	190	(913)	8'335
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	7'882	(128)	379	(45)	970	190	(913)	8'335
dont corrections de valeur pour les risques latents	-	-	-	-	-	-	-	-

Le Groupe fait face à des réclamations de la part de certains de ses clients et est impliqué dans diverses procédures judiciaires et fiscales (impôts directs et TVA) entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités. Le contexte d'affaires global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, le Groupe constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque le Groupe estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer de manière raisonnable le montant des éventuelles pertes, en raison notamment, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

Au cours de l'exercice 2016, le nom de Edmond de Rothschild (Europe) a été cité en relation avec une possible fraude au sein du fonds 1MDB. Sur ce dossier faisant l'objet d'une instruction judiciaire toujours en cours, Edmond de Rothschild (Europe) continue à collaborer pleinement avec les autorités judiciaires des Etats concernés dans le respect des lois en vigueur au Luxembourg.

La provision de restructuration comprend les coûts de reconfiguration de certaines équipes de fonction de support en Suisse.

En milliers de CHF

2019

2018

Variation %

16 Capital social			
180'000 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	18'000	20'000	(10,0)
34'987 actions nominatives entièrement libérées de CHF 500.- nominal	17'494	-	100,0
46'400 actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	23'200	25'000	(7,2)
Total	58'694	45'000	30,4

	Prix moyen en milliers de CHF	nombre d'actions
Propres titres de participation en déduction des fonds propres:		
actions nominatives de CHF 100.- nominal		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		20'000
- nombre d'actions acquises durant l'exercice		-
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice	3	(20'000)
- nombre de propres actions nominatives à la fin de l'exercice		-
actions au porteur de CHF 500.- nominal		
- nombre de propres actions au début de l'exercice		4'673
- nombre d'actions acquises durant l'exercice		-
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice	17	(4'261)
- nombre de propres actions au porteur à la fin de l'exercice		412

Les propres parts du capital ont été négociées à la juste valeur durant la période de référence.

La perte résultant de l'aliénation des propres actions de CHF 2,4 millions a été portée au débit de la réserve issue du capital.

17 Droit de participation et options sur de tels droits accordés à tous les membres des organes de direction et d'administration ainsi qu'aux collaborateurs

Les membres de la direction ainsi qu'une partie des collaborateurs bénéficient d'un plan de participation. Les bénéficiaires des plans se voient attribuer des bons de participations d'Edmond de Rothschild Holding en fonction de leur ancienneté, de leur niveau hiérarchique et de leurs performances individuelles. L'aliénation de ces titres est soumise à un délai de blocage de trois ans.

La rémunération est fondée sur des instruments de capitaux propres virtuels. La dette est réévaluée lors de chaque clôture et adaptée par le compte de résultat dans la rubrique « Charges de personnel ».

En milliers de CHF	Créances		Engagements	
	2019	2018	2019	2018
18 Indication des créances et engagements envers les parties liées				
Participants qualifiés	3'169	2'332	184'134	129'027
Sociétés liées	613	512'411	215	81'381
Affaires d'organes	127	229	3'740	5'515
Autres parties liées	29'458	30'589	2'884	4'635
Total	33'367	545'561	190'973	220'558

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du groupe Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles.

En milliers de CHF	À vue	Dénouçable	Echu:				Total
			< 3 mois	3 à 12 mois	12 mois à 5 ans	> 5 ans	
19 Présentation de la structure des échéances des instruments financiers							
Actif / instruments financiers							
Liquidités	8'366'102	-	-	-	-	-	8'366'102
Créances sur les banques	1'256'848	26	5'688	5'574	217	5'969	1'274'322
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	-	54'270	-	-	-	54'270
Créances sur la clientèle	-	2'196'295	742'651	746'852	256'508	49'464	3'991'770
Créances hypothécaires	11'540	117'913	68'427	116'895	416'373	429'958	1'161'106
Opérations de négoce	17'333	-	-	-	-	-	17'333
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	81'628	-	-	-	-	-	81'628
Immobilisations financières	585'471	-	78'043	100'900	769'083	74'810	1'608'307
Total 2019	10'318'922	2'314'234	949'079	970'221	1'442'181	560'201	16'554'838
Total 2018	8'894'789	1'334'507	1'982'352	1'579'880	762'664	168'126	14'722'318
Fonds étrangers / instruments financiers							
Engagements envers les banques	970'639	-	15'535	11	-	-	986'185
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	11'044'179	176'522	2'109'616	266'106	45'199	-	13'641'622
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	114'202	-	-	-	-	-	114'202
Emprunts et prêts des lettres de gage	-	-	63'020	157'309	199'098	80'761	500'188
Total 2019	12'129'020	176'522	2'188'171	423'426	244'297	80'761	15'242'197
Total 2018	11'890'596	323'279	1'146'421	98'771	927	-	13'459'994

En milliers de CHF	2019			2018		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
20 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile						
Actifs						
Liquidités	1'875'932	6'490'170	8'366'102	2'281'840	4'829'220	7'111'060
Créances sur les banques	799'244	475'078	1'274'322	587'355	1'097'418	1'684'773
Créances résultant d'opérations de financement de titres	54'270	-	54'270	325'016	286'004	611'020
Créances sur la clientèle	161'794	3'829'976	3'991'770	135'495	2'684'573	2'820'068
Créances hypothécaires	189'955	971'151	1'161'106	172'474	711'797	884'271
Opérations de négoce	-	17'333	17'333	704	14'864	15'568
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	29'797	51'831	81'628	13'525	64'153	77'678
Immobilisations financières	466'830	1'141'477	1'608'307	519'220	998'660	1'517'880
Comptes de régularisation	38'114	223'120	261'234	39'948	134'104	174'052
Participations non consolidées	452	14'040	14'492	1'623	4'503	6'126
Immobilisations corporelles	118'724	197'696	316'420	116'402	49'494	165'896
Valeurs immatérielles	148'612	18'898	167'510	35'863	6'510	42'373
Autres actifs	22'705	46'364	69'069	14'232	38'189	52'421
Total des actifs	3'906'429	13'477'134	17'383'563	4'243'697	10'919'489	15'163'186
Passifs						
Engagements envers les banques	762'695	223'490	986'185	476'449	390'992	867'441
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1'113'784	12'527'838	13'641'622	1'065'339	11'453'868	12'519'207
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	33'124	81'078	114'202	17'931	54'060	71'991
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	-	500'188	500'188	-	1'355	1'355
Comptes de régularisation	93'240	246'870	340'110	116'477	188'551	305'028
Autres passifs	8'520	122'467	130'987	9'095	44'323	53'418
Provisions	9'626	57'545	67'171	27'451	26'060	53'511
Réserves pour risques bancaires généraux	176'391	28'138	204'529	201'318	30'238	231'556
Capital social	58'694	-	58'694	45'000	-	45'000
Réserve issue du capital	504'816	-	504'816	87'682	348	88'030
Réserve issue du bénéfice	630'277	305'558	935'835	658'807	287'022	945'829
Réserve de change	(21'628)	(133'269)	(154'897)	(21'309)	(114'923)	(136'232)
Propres parts du capital	(8'760)	-	(8'760)	(151'813)	-	(151'813)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	2'181	16'779	18'960	1'200	45'926	47'126
Bénéfice consolidé de l'exercice	38'288	5'633	43'921	154'793	66'946	221'739
Total des passifs	3'401'248	13'982'315	17'383'563	2'688'420	12'474'766	15'163'186

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres et emprunts. En ce qui concerne les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.

En milliers de CHF	2019		2018	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
21 Répartition du total des actifs par pays / groupes de pays (principe du domicile)				
Actifs				
Suisse	3'906'429	22,5	4'243'697	28,0
Autres Europe	11'824'888	68,0	9'250'650	61,0
Amérique du Nord	325'613	1,9	338'766	2,2
Amérique du Sud	95'267	0,5	124'307	0,8
Asie, Australie, Océanie	449'780	2,6	295'806	2,0
Caraïbes	517'058	3,0	453'835	3,0
Afrique, Moyen-Orient	264'528	1,5	456'125	3,0
Total des actifs	17'383'563	100,0	15'163'186	100,0

En milliers de CHF	2019		2018	
	Expositions nettes à l'étranger		Expositions nettes à l'étranger	
	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
22 Actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)				
Actifs				
1 & 2	12'134'612	97,2	9'425'695	96,3
3	38'776	0,3	8'479	0,1
4	123'758	1,0	138'716	1,4
5	79'330	0,6	61'742	0,6
6	37'630	0,3	44'590	0,5
7	5'832	0,1	41'062	0,4
sans notation	66'473	0,5	67'715	0,7
Total	12'486'411	100,0	9'787'999	100,0

Le Groupe utilise les notes de l'assurance Suisse contre les risques à l'exportation (SERV).

En milliers de CHF

CHF

EUR

USD

Autres

Total

23 Bilan selon les monnaies les plus importantes**Actifs**

Liquidités	1'874'761	6'490'859	282	200	8'366'102
Créances sur les banques	67'984	255'187	785'026	166'125	1'274'322
Créances résultant d'opérations de financement de titres	-	54'270	-	-	54'270
Créances sur la clientèle	210'708	2'912'171	663'033	205'858	3'991'770
Créances hypothécaires	198'041	817'239	-	145'826	1'161'106
Opérations de négoce	10'839	4'538	1'956	-	17'333
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	57'257	16'134	6'580	1'657	81'628
Immobilisations financières	124'773	718'360	383'288	381'886	1'608'307
Comptes de régularisation	47'085	181'329	8'766	24'054	261'234
Participations non consolidées	456	3'074	-	10'962	14'492
Immobilisations corporelles	93'018	169'493	-	53'909	316'420
Valeurs immatérielles	146'941	20'140	-	429	167'510
Autres actifs	20'021	45'030	710	3'308	69'069
Total des actifs bilantaires 2019	2'851'884	11'687'824	1'849'641	994'214	17'383'563
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	1'616'411	4'071'216	7'439'577	2'370'146	15'497'350
Total des actifs 2019	4'468'295	15'759'040	9'289'218	3'364'360	32'880'913
Total des actifs 2018	5'766'428	13'330'715	8'905'810	2'800'473	30'803'426

Passifs

Engagements envers les banques	377'827	507'977	61'593	38'788	986'185
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	866'868	7'037'750	4'134'772	1'602'232	13'641'622
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	47'109	22'492	37'796	6'805	114'202
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettre de gage	700	292'910	191'270	15'308	500'188
Comptes de régularisation	92'657	224'191	8'182	15'080	340'110
Autres passifs	4'037	83'588	23'848	19'514	130'987
Provisions	9'626	52'353	-	5'192	67'171
Réserves pour risques bancaires généraux	176'391	28'138	-	-	204'529
Capital social	58'694	-	-	-	58'694
Réserve issue du capital	504'816	-	-	-	504'816
Réserve issue du bénéfice	63'893	748'395	615	122'932	935'835
Réserve de change	(20'408)	(130'535)	(329)	(3'625)	(154'897)
Propres parts du capital	(8'760)	-	-	-	(8'760)
Intérêts minoritaires aux capitaux propres	2'911	14'759	-	1'290	18'960
Bénéfice consolidé de l'exercice	48'800	20'167	(136)	(24'910)	43'921
Total des passifs bilantaires 2019	2'225'161	8'902'185	4'457'611	1'798'606	17'383'563
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	2'246'110	6'853'586	4'755'032	1'642'622	15'497'350
Total des passifs 2019	4'471'271	15'755'771	9'212'643	3'441'228	32'880'913
Position nette par devise	(2'976)	3'269	76'576	(76'868)	-
Total des passifs 2018	5'925'451	13'041'066	9'049'936	2'786'973	30'803'426

En milliers de CHF	2019	2018	Variation %
24 Créances et engagements conditionnels			
Engagements de couverture de crédit et similaires	205'055	178'047	15,2
Garanties de prestation de garantie et similaires	1'721	2'898	(40,6)
Total des engagements conditionnels	206'776	180'945	14,3

Total des créances éventuelles

- -

La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions dans les passifs du bilan le cas échéant.

En milliers de CHF	2019	2018	Variation %
25 Crédits par engagement			
Total	-	-	

En milliers de CHF	2019	2018	Variation %
26 Répartition des opérations fiduciaires			
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	2'953'167	3'847'819	(23,3)
Placements fiduciaires auprès de sociétés du groupe et sociétés liées	1'307'988	570'481	129,3
Opérations fiduciaires relatives au prêt / emprunt de titres, lorsque la banque agit sous son nom pour le compte de clients	30'823	30'818	0,0
Total	4'291'978	4'449'118	(3,5)

En milliers de CHF

2019

2018

Variation %

27 Répartition des avoirs administrés et présentation de leur évolution**a) Répartition des avoirs administrés**

Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	64'911'030	27'992'240	131,9
Avoirs sous mandat de gestion	38'517'606	31'586'455	21,9
Autres avoirs administrés	69'935'306	68'041'402	2,8
Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles)	173'363'942	127'620'097	35,8
<i>dont prises en compte doubles</i>	<i>12'979'540</i>	<i>6'910'019</i>	<i>87,8</i>

b) Présentation de l'évolution des avoirs administrés

Total des avoirs administré (y.c. prises en compte doubles) initiaux	127'620'097	137'448'457	(7,2)
<i>+/- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>(2'405'228)</i>	<i>(4'040'220)</i>	<i>-</i>
<i>+/- évolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change</i>	<i>5'753'530</i>	<i>(7'273'964)</i>	<i>-</i>
<i>+/- autres effets</i>	<i>42'395'543</i>	<i>1'485'824</i>	<i>-</i>
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	173'363'942	127'620'097	35,8

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs gérés par le Groupe, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers), par le Groupe ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Les avoirs sous mandat de gestion comprennent les avoirs de la clientèle pour lesquels les décisions de placement sont prises par le Groupe. Les autres avoirs administrés sont ceux pour lesquels les décisions de placement sont prises par le client (clients au bénéfice d'un mandat de conseil et les clients sans mandat). Lorsque plusieurs types de prestations sont fournis par les mêmes avoirs, ceux-ci font l'objet de prise en compte doubles. En pratique, il s'agit principalement d'avoir administrés ou sous mandat de gestion qui sont placés dans des fonds de placement collectifs sous gestion propre.

Ne sont pas pris en compte les « assets under custody » représentant les actifs d'un client dont l'unique objectif est le dépôt.

Les apports / retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Ils sont calculés selon la méthode directe, basée sur les transactions individuelles des flux de cash et/ou des titres des clients. Les modifications des avoirs dues aux performances (par exemple l'impact de l'évolution des marchés et des devises, les paiements d'intérêts, les commissions de banque facturées et les dividendes crédités) de même que les intérêts, commissions et frais débités à la clientèle ainsi que les mouvements de périmètre, lors d'acquisition, de vente ou de fermeture d'activité ne représentent pas un apport / retrait. Une partie des apports / retraits résulte également du double comptage pour la part des actifs sous gestion investie en fonds de placement collectifs du Groupe.

Les autres effets comprennent uniquement des effets de changement de périmètre de consolidation dont en 2019, l'acquisition de Edmond de Rothschild (France) et ses filiales et en 2018, l'acquisition d'Edmond du Groupe Cording Real Estate S.A.

En milliers de CHF	2019	2018	Variation %
28 Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur			
a) Répartition selon les secteurs d'activités			
Opérations de négoce avec les clients privés	50'661	40'896	23,9
Opérations de négoce pour compte propre	87'478	18'371	376,2
Total du résultat de négoce	138'139	59'267	133,1
b) Répartition par type de sous-jacent et résultat provenant de l'utilisation de l'option de la juste valeur			
Résultat de négoce provenant des :			
Instruments de taux (y c. les fonds)	(115)	473	(124,3)
Titres de participation (y c. les fonds)	2'677	5'773	(53,6)
Devises	117'369	52'509	123,5
Matières premières / métaux précieux	108	173	(37,6)
Autres opérations de négoce	18'100	339	5'239,2
Total du résultat de négoce	138'139	59'267	133,1
<i>dont provenant de l'option de la juste valeur</i>	-	-	-

En milliers de CHF

2019

2018

Variation %

29 Produit du refinancement des positions de négoce ainsi que des intérêts négatifs**Produit de refinancement dans la rubrique "produit des intérêts et des escomptes"**

Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.

Intérêts négatifs

Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	(25'571)	(37'347)	(31,5)
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	10'565	8'778	20,4

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

En milliers de CHF

2019

2018

Variation %

30 Charges de personnel

Appointements	(345'023)	(308'455)	11,9
<i>dont charges en relation avec les rémunérations variables</i>	<i>(77'844)</i>	<i>(73'138)</i>	<i>6,4</i>
Prestations sociales :	(81'204)	(57'021)	42,4
<i>dont contributions sociales légales</i>	<i>(52'838)</i>	<i>(31'931)</i>	<i>65,5</i>
<i>dont contributions aux institutions de prévoyance du personnel</i>	<i>(28'366)</i>	<i>(25'090)</i>	<i>13,1</i>
Autres charges de personnel	(12'661)	(18'194)	(30,4)
Total	(438'888)	(383'670)	14,4

Le poste « Appointements » comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.

En milliers de CHF	2019	2018	Variation %
31 Autres charges d'exploitation			
Coût des locaux	(36'735)	(28'112)	30,7
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	(66'137)	(59'139)	11,8
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	(1'192)	(1'397)	(14,7)
Honoraires de la société d'audit	(5'027)	(5'844)	(14,0)
<i>dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel</i>	(3'988)	(4'306)	(7,4)
<i>dont pour d'autres prestations de service</i>	(1'039)	(1'538)	(32,4)
Honoraires	(62'859)	(58'957)	6,6
Autres charges d'exploitation	(42'343)	(37'422)	13,2
Total	(214'293)	(190'871)	12,3

En milliers de CHF	2019	2018	Variation %
32 Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes			
Total	(6'591)	(15'887)	(58,5)

Les variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes résultent de provisions pour des risques judiciaires, de pertes opérationnelles et de rabais commerciaux.

En milliers de CHF	2019	2018	Variation %
33 Produits et charges extraordinaires, variations des réserves pour risques bancaires généraux			
Produits extraordinaires	4'912	209'716	(97,7)
Charges extraordinaires	(13'848)	(517)	2'578,5
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	27'027	9'783	176,3

En 2019, les produits extraordinaires résultent principalement d'un retour de charge fiscale pour CHF 2,2 millions, un remboursement fiscal lié à l'opération de sales and lease-back opérée sur le parc immobilier en 2018 pour CHF 1,4 millions et d'un remboursement d'assurance sur litiges pour CHF 0,6 million. Les charges extraordinaires comprennent une charge fiscale (TVA) pour CHF 13,5 million.

En 2018, les produits extraordinaires résultent d'une opération de sales and lease-back opérée sur le parc immobilier de Edmond de Rothschild Suisse pour CHF 80,6 millions, de plus-values de cessions de participations Rothschild & CO, Rothschild Holding AG et RIT Capital Partners pour CHF 126,3 millions et de reprise de charge fiscale devenue sans objet de CHF 2,4 millions. Les charges extraordinaires contiennent des moins-values de cession de participations et d'immobilisations corporelles pour CHF 0,5 million.

En milliers de CHF	2019	2018	Variation %
34 Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles			
Participations non consolidées	(15)	(2)	650,0
Immobilisations corporelles			
- immeubles	(1'940)	(1'092)	77,7
- software acquis séparément ou développés à l'interne	(31'322)	(22'777)	37,5
- mobilier, matériel, équipement	(9'062)	(8'338)	8,7
Valeurs immatérielles	(46'666)	(9'659)	383,1
Total	(89'005)	(41'868)	112,6

Les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique.

En milliers de CHF	2019			2018		
	Suisse	Étranger	Total	Suisse	Étranger	Total
35 Présentation du résultat opérationnel réparti entre la Suisse et l'étranger selon le principe du domicile de l'exploitation						
Produit des intérêts et des escomptes	21'221	30'035	51'256	25'226	31'025	56'251
Produit des intérêts et des dividendes des opérations de négoce	18	(2)	16	191	16	207
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	14'504	9'638	24'142	14'361	2'954	17'315
Charges d'intérêts	4'967	(57'117)	(52'150)	4'903	(29'632)	(24'729)
Résultat net des opérations d'intérêts	40'710	(17'446)	23'264	44'681	4'363	49'044
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	(108)	7	(101)	(3)	115	112
Résultat net des opérations d'intérêts	40'602	(17'439)	23'163	44'678	4'478	49'156
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	236'426	470'977	707'403	238'284	427'303	665'587
Produit des commissions sur les opérations de crédit	2'739	1'002	3'741	1'417	317	1'734
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de service	2'358	40'499	42'857	4'155	14'981	19'136
Charges de commissions	(30'765)	(133'568)	(164'333)	(34'316)	(161'848)	(196'164)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	210'758	378'910	589'668	209'540	280'753	490'293
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	43'606	94'533	138'139	44'888	64'647	109'535
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	20'142	2'404	22'546	22'059	974	23'033
Produit des participations	8'406	4'752	13'158	7'426	5'048	12'474
<i>dont des participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence</i>	<i>3'416</i>	<i>2'551</i>	<i>5'967</i>	<i>2'598</i>	<i>3'518</i>	<i>6'116</i>
<i>dont des autres participations non consolidées</i>	<i>4'990</i>	<i>2'201</i>	<i>7'191</i>	<i>4'828</i>	<i>1'530</i>	<i>6'358</i>
Résultat des immeubles	132	95	227	83	38	121
Autres produits ordinaires	7'330	8'918	16'248	9'187	3'608	12'795
Autres charges ordinaires	(381)	(18'555)	(18'936)	(1'122)	(1'847)	(2'969)
Autres résultats ordinaires	35'629	(2'386)	33'243	37'633	7'821	45'454
Charges de personnel	(208'449)	(230'439)	(438'888)	(220'968)	(162'702)	(383'670)
Autres charges d'exploitation	(89'725)	(124'568)	(214'293)	(95'537)	(95'334)	(190'871)
Charges d'exploitation	(298'174)	(355'007)	(653'181)	(316'505)	(258'036)	(574'541)
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles	(21'808)	(67'197)	(89'005)	(21'787)	(20'081)	(41'868)
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	(2'467)	(4'124)	(6'591)	(3'082)	(12'805)	(15'887)
Résultat opérationnel	8'146	27'290	35'436	(4'635)	66'777	62'142
Produits extraordinaires	1'597	3'315	4'912	205'927	3'789	209'716
Charges extraordinaires	(216)	(13'632)	(13'848)	(439)	(78)	(517)
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	24'927	2'100	27'027	723	9'060	9'783
Impôts	3'834	(13'440)	(9'606)	(46'783)	(12'602)	(59'385)
Bénéfice consolidé de l'exercice	38'288	5'633	43'921	154'793	66'946	221'739

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.

En milliers de CHF	2019	2018	Variation %
36 Présentation des impôts courants et latents			
Impôts courants	(33'086)	(48'334)	(31,5)
Impôts différés	23'480	(11'051)	(312,5)
Total	(9'606)	(59'385)	(83,8)
Taux d'imposition moyen	(27,1)%	(95,6)%	68,5

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés. Concernant la dotation à la provision pour impôts différés, voir sous la **note 15**.

En 2019 les bases d'impôts différés en Suisse ont été ajustées en raison de l'entrée en vigueur de la réforme de la fiscalité des entreprises (RFFA). En 2018 le taux d'imposition moyen est calculé avant prise en compte des cessions du portefeuille immobilier en Suisse et des participations Rothschild and Co. qui ont impacté significativement le montant d'impôts courants du Groupe.

	2019	2018
37 Résultat par action		
Résultat du Groupe après déduction de la part des intérêts minoritaires (en milliers de CHF)	36'223	204'690
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation :		
Actions au porteur et nominatives (valeur nominale de CHF 500.-)	81'387	50'000
Actions nominatives (valeur nominale de CHF 100.-)	180'000	200'000
Moyenne pondérée du nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (à la valeur nominale de CHF 500.-) après déduction de la détention des propres titres	116'975	81'327
Résultat par action nominative, à 500.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	309,66	-
Résultat par action au porteur, à 500.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	309,66	2'516,88
Résultat par action nominative, à 100.- de nominal, après déduction de la part des intérêts minoritaires	61,93	503,38

Adresses

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.

Siège

Genève

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
18, rue de Hesse
1204 Genève
T. +41 58 818 91 11
F. +41 58 818 91 21
www.edmond-de-rothschild.ch

Succursales

Fribourg

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Fribourg**
11, rue de Morat - CP 144 - 1701 Fribourg
T. +41 26 347 24 24
F. +41 26 347 24 20
www.edmond-de-rothschild.ch

Lausanne

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Succursale de Lausanne**
2, avenue Agassiz - 1003 Lausanne
T. +41 21 318 88 88
F. +41 21 323 29 22
www.edmond-de-rothschild.ch

Lugano

Edmond de Rothschild (Lugano) S.A.
Via Ginevra 2 - CP 5882 - 6901 Lugano
T. +41 91 913 45 00
F. +41 91 913 45 01
www.edmond-de-rothschild.ch

Agence

Zurich

Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Beethovenstrasse 9 - 8002 Zurich
T. +41 44 818 81 11
F. +41 44 818 81 21
www.edmond-de-rothschild.ch

Filiales en Suisse

**Compagnie Benjamin de Rothschild
Conseil S.A.**
29, route de Pré-Bois - CP 490
1215 Genève 15
T. +41 22 761 46 40
F. +41 22 761 46 59
www.edmond-de-rothschild.ch

**Edmond de Rothschild REIM
(Suisse) S.A.**
Rue du Rhône 30 - 1204 Genève
T. +41 22 436 32 40

Filiales et bureaux à l'étranger

Allemagne

**Edmond de Rothschild REIM
(Germany) GmbH**
Taanusanlage 18 - 60325 Frankfurt
T. +49 69 743 03 88-0

Émirats arabes unis

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.,
Banking Representative Office**
Sunset Building, 2nd Floor, office 46,
Jumeirah Road, Jumeirah-3
P.O. Box 214924
Dubai, United Arab Emirates
T. +9714 346 53 88
F. +9714 346 53 89

France

Edmond de Rothschild (France)
(Détails en pages suivantes)

**Edmond de Rothschild REIM
(France) S.A.S.**
35 boulevard des Capucines
75002 Paris
T. +33 1 40 06 00 00

Israël

Edmond de Rothschild (Israel) Ltd.
20, Rothschild Boulevard
6688123 Tel Aviv
T. +972 3 713 03 00
F. +972 3 566 66 89
www.edris.co.il

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe)
(Détails en pages suivantes)

**Edmond de Rothschild
Private Equity S.A.**
11-13, rue Jean Fischbach
3372 Leudelange
T. +352 26 74 22-1
F. +352 26 74 22 99

**Compagnie Benjamin de Rothschild
Management (Luxembourg) S.A.**
11-13, rue Jean Fischbach
3372 Leudelange
T. +352 26 74 22-1
F. +352 26 74 22 99

Monaco

Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 93 10 47 47
F. +377 93 25 75 57
www.edmond-de-rothschild.mc

Monaco (suite)

**Edmond de Rothschild
Assurances et Conseils (Monaco)**
Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 28 00
F. +377 97 98 28 01
www.edmond-de-rothschild.mc

Edmond de Rothschild Gestion (Monaco)

Filiale d'Edmond de Rothschild (Monaco)
Les Terrasses - 2, avenue de Monte-Carlo
BP 317 - 98006 Monaco Cedex
T. +377 97 98 22 14
F. +377 97 98 22 18
www.edmond-de-rothschild.mc

Royaume-Uni

- ▶ **Edmond de Rothschild (UK)
Limited**
- ▶ **Edmond de Rothschild
Asset Management (UK) Limited**
- ▶ **Edmond de Rothschild
Capital Holdings Limited**
- ▶ **Edmond de Rothschild Private
Merchant Banking LLP**

4, Carlton Gardens
SW1Y 5AA London
T. +44 20 7845 5900
www.edmond-de-rothschild.co.uk

**Edmond de Rothschild REIM
(UK) Limited**
18, Savile Row - London W1S 3PW
T. +44 20 3206 7910

Uruguay

**Edmond de Rothschild (Suisse) S.A.
Representación Uruguay**
World Trade Center Montevideo
Torre II - Piso 21
Avenida Luis Alberto de Herrera 1248
11300 Montevideo
T. +598 2 623 24 00
F. +598 2 623 24 01

Edmond de Rothschild (Europe)

Siège

Luxembourg

Edmond de Rothschild (Europe)

20, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 24 88 1
F. +352 24 88 82 22
www.edmond-de-rothschild.eu

Filiales

Luxembourg

Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (Europe)

18, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 26 26 23 92
F. +352 26 26 23 94

Edmond de Rothschild Asset Management (Luxembourg)

20, boulevard Emmanuel Servais
L-2535 Luxembourg
T. +352 24 88 27 32
F. +352 24 88 84 02
www.edram.lu

Société en joint-venture

Japon

Edmond de Rothschild Nikko Cordial Co., Ltd

1-12-1, Yurakucho, Chiyoda-ku
Tokyo # 100-0006
T. +81 3 3283-3535
F. +81 3 3283-1611

Succursales à l'étranger

Belgique

Siège de Bruxelles **Edmond de Rothschild (Europe) Succursale en Belgique**

Avenue Louise 480 - Bte 16A
1050 Bruxelles
T. +32 2 645 57 57
F. +32 2 645 57 20
www.edmond-de-rothschild.be

Agence d'Anvers

Edmond de Rothschild (Europe)

Frankrijklei 103
2000 Antwerpen
T. +32 3 212 21 11
F. +32 3 212 21 22
www.edmond-de-rothschild.be

Agence de Liège

Edmond de Rothschild (Europe)

Quai de Rome 56
4000 Liège
T. +32 4 234 95 95
F. +32 4 234 95 75
www.edmond-de-rothschild.be

Espagne

Edmond de Rothschild (Europe)

Sucursal en España

Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 364 66 00
F. +34 91 364 66 63
www.edmond-de-rothschild.es

Portugal

Edmond de Rothschild (Europe)

Sucursal em Portugal

Rua D. Pedro V, 130
1250-095 Lisbonne
T. +351 21 045 46 60
F. +351 21 045 46 87/88
www.edmond-de-rothschild.pt

Edmond de Rothschild (France)

Siège

France

Edmond de Rothschild (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 24 02
www.edmond-de-rothschild.fr

Bureaux de représentation

Bordeaux

Edmond de Rothschild (France)

Hôtel de Saïge
23, cours du Chapeau Rouge
33000 Bordeaux
T. +33 5 56 44 20 66
F. +33 5 56 51 66 03

Lille

Edmond de Rothschild (France)

116, rue de Jemmapes
59800 Lille
T. +33 3 62 53 75 00
F. +33 3 28 04 96 20

Lyon

Edmond de Rothschild (France)

27, rue Auguste Comte
69002 Lyon
T. +33 4 72 82 35 25
F. +33 4 78 93 59 56

Marseille

Edmond de Rothschild (France)

165, avenue du Prado
13272 Marseille
T. +33 4 91 29 90 80
F. +33 4 91 29 90 85

Nantes

Edmond de Rothschild (France)

11, rue Lafayette
44000 Nantes
T. +33 2 53 59 10 00
F. +33 2 53 59 10 09

Strasbourg

Edmond de Rothschild (France)

6, avenue de la Marseillaise
67000 Strasbourg
T. +33 3 68 33 90 00
F. +33 3 88 35 64 86

Toulouse

Edmond de Rothschild (France)

22, rue Croix Baragnon
31000 Toulouse
T. +33 5 67 20 49 00
F. +33 5 61 73 49 04

Filiales en France

Paris

Edmond de Rothschild Asset Management (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 24 42
www.edram.fr

Edmond de Rothschild Corporate Finance

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 21 11
F. +33 1 40 17 25 01
www.edrcf.com

Edmond de Rothschild Private Equity (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 25 25
F. +33 1 40 17 23 91
www.edmond-de-rothschild.fr

Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré
75401 Paris Cedex 08
T. +33 1 40 17 22 32
F. +33 1 40 17 89 40
www.edrac.fr

COGIFRANCE

63, rue La Boétie
75008 Paris
T. +33 1 45 61 65 00
F. +33 1 40 70 08 44

Filiales à l'étranger

Allemagne

Edmond de Rothschild Asset Management (France), Niederlassung Deutschland

OpernTurm
2-8 Bockenheimer Landstrasse
60306 Frankfurt am Main
T. +49 69 244 330 200
F. +49 69 244 330 215
www.edram.de

Chine

Edmond de Rothschild Asset Management (Hong Kong) Ltd.

30th Floor, Jardine House
One Connaught Place
Central - Hong Kong

Edmond de Rothschild Securities (Hong Kong) Ltd.

42nd Floor, Central Plaza
18 Harbour Road
Wanchai - Hong Kong

Espagne

Edmond de Rothschild Asset Management (France), Sucursal en España

Paseo de la Castellana 55
28046 Madrid
T. +34 91 789 32 20
F. +34 91 789 32 29
www.edmond-de-rothschild.es

Italie

Edmond de Rothschild (France) Succursale italiana

Corso Venezia 36
20121 Milano
T. +39 02 76 061 200
F. +39 02 76 061 418
www.edmond-de-rothschild.com/site/italia

Royaume-Uni

Edmond de Rothschild Asset Management (France)

4, Carlton Gardens
SW1Y 5AA London
T. +44 20 7845 5900
F. +44 20 7845 5901
www.edram.fr